

**15 DEC. 2022**

Monsieur François COLAS  
Commissaire Enquêteur  
135 chemin des Bruses  
34160 Saint-Bauzille-de-Montmel

N/Réf. : CM/OM/AR/CFr/AFK/SG/LC n°2022-12-01  
Mail : a.filipiak@montpellier3m.fr  
Tél. : 04 67 13 69 33

**Objet :** Modification n°2 du PLU de Juvignac et création des périmètres délimités des abords du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson

Monsieur le commissaire enquêteur,

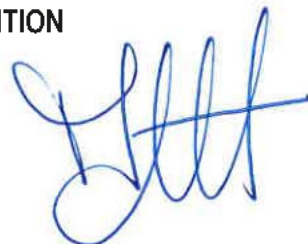
Dans le cadre de l'enquête publique relative au projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac et au projet de création des périmètres délimités des abords du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson, vous avez bien voulu nous remettre, le 30 novembre 2022, votre procès-verbal de synthèse et nous vous en remercions.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, réponses à ces observations afin que vous puissiez établir votre rapport définitif.

Dans cette perspective, je vous confirme que les services de Montpellier Méditerranée Métropole se tiennent à votre entière disposition et vous prie de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, en l'assurance de ma considération distinguée.

**La Vice-présidente déléguée à  
l'Aménagement durable du territoire, à  
l'Urbanisme et à la Maîtrise Foncière**

**Coralie MANTION**



**Pièce jointe :**

*Mémoire en réponse aux observations rapportées au PV de synthèse des observations*

<sup>2</sup>Département de l'Hérault

COMMUNE DE JUVIGNAC (34990)

**Enquête publique unique relative à la  
modification n°2 du Plan local d'urbanisme  
de la commune de Juvignac  
et à la création de périmètres délimités des abords  
autour des monuments historiques  
« Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson »  
et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune**

**MEMOIRE EN REPONSE AU PROCÈS-VERBAL  
DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS**

Enquête publique du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022

Commissaire enquêteur François COLAS



Par lettre en date du 09/08/2022 adressée au Tribunal administratif, le président de Montpellier Méditerranée Métropole a demandé la désignation d'un commissaire enquêteur auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative à la modification n°2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Juvignac et à la création de périmètres délimités des abords autour des monuments historiques « Le Domaine du château de Bonnier de la Mosson » et « Le Domaine de Caunelles » de ladite commune.

Par décision n° E22000111 /34 en date du 29/08/2022, Monsieur le président du Tribunal administratif de Montpellier a désigné en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur François COLAS, inspecteur général de santé publique vétérinaire ([Annexe 1 : désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Montpellier](#)).

Par arrêté n° MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du château de Bonnier de la Mosson ([Annexe 2 : Arrêté de Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole portant ouverture d'une enquête publique unique](#)).

**Ce document reprend en les synthétisant les remarques, avis et questions émises par le public et le commissaire enquêteur.**

**Le document reçu en réponse par le commissaire enquêteur contenant les réponses du maître d'ouvrage fait partie intégrante de l'enquête publique et sera une pièce hors rapport du commissaire enquêteur.**

DIFFUSION :

Exemplaire 1 : Montpellier Méditerranée Métropole

Exemplaire 2 : Commissaire enquêteur

## Sommaire

### Table des matières

<b>1 - MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME.....</b>	<b>4</b>
LE COLLEGE .....	4
L'ACCESSIBILITE DU COLLEGE .....	7
RISQUES ET NUISANCES .....	8
ESPACE BOISE CLASSE.....	10
SUR LES INSTALLATIONS SPORTIVES .....	10
 <b>2 - DOMAINE DE CAUNELLES ET DOMAINE DU CHATEAU DE BONNIER DE LA MOSSON.....</b>	<b>12</b>
 <b>3 - SUR L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE ET L'INFORMATION DU PUBLIQUE.....</b>	<b>14</b>
 <b>4 – DEVELOPPEMENT A VENIR DE JUVIGNAC.....</b>	<b>16</b>

## SYNTHESE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

Les observations déposées par le public et celles émises par le commissaire enquêteur sont synthétisées dans ce document.

Organisation du tableau en une succession de trois lignes :

- ligne 1 : les observations sont classées par **thématique** et **sous-thématiques** ;
- ligne 2 : les observations et/ou questions sont développées à la ligne suivante du tableau ; elles peuvent émaner du public comme du commissaire enquêteur sans distinction ; elles sont rédigées par le commissaire enquêteur après lecture de l'ensemble des registres (dématérialisé et papier) ; elles ne sont pas un reflet complet de l'ensemble des dépôts réalisés sur ces registres ; après quelques lignes posant le sujet, une ou plusieurs questions sont posées ;
- ligne 3 : la ligne suivante est réservée à la réponse du maître d'ouvrage ; si nécessaire il peut y être fait mention d'annexes qui seront correctement numérotées dans l'ordre d'apparition et seront transmises en version PDF avec le présent document complété qui lui sera remis en version Word (ou similaire).

Le maître d'ouvrage peut s'appuyer à tout moment sur les registres afin d'émettre un avis ou une réponse alors que le présent document n'y fait pas mention ou bien de façon insatisfaisante à son sens.

Observations	Avis du commissaire enquêteur
<b>1 - Modification du plan local d'urbanisme</b>	
<b>Le collège</b>	
<p><b>Carte scolaire et mixité sociale</b></p> <p>En implantant le collège en centre urbain, dans un endroit confiné, les enfants de catégories sociales défavorisées seront nombreux. Les parents plus aisés préféreront inscrire leurs enfants en collège privés. Qu'en est-il de la mixité sociale recherchée ?</p> <p>Les enfants de Juvignac ne viendront pas dans ce collège du fait de la délinquance prévisible à son emplacement prévu. Il n'y aura que les familles de la Paillade ou des Constellations qui y inscriront leurs enfants. Beaucoup de familles de Juvignac et des autres communes environnantes refuseront d'y inscrire leurs enfants.</p> <p>Doit-on craindre une désaffection de ce collège par une partie de la population ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)</b></p> <p>L'étude de la répartition actuelle « public/privé » des élèves de Juvignac conduite par le conseil départemental montre que 60% d'entre eux sont inscrits dans des établissements privés. Ce taux est de 30% sur Montpellier.</p> <p>L'ouverture d'un collège au sein de la commune de JUVIGNAC permettra de capter un potentiel important de ces élèves allant actuellement dans le privé.</p> <p>Actuellement, 41 élèves issus de Juvignac fréquentent le collège public Arthur Rimbaud. Les prévisions d'effectifs d'élèves de Juvignac pour les trois années après ouverture du nouveau collège passeront à 90 élèves par an, soit une progression du double d'élèves accueillis.</p>	
<p><b>Emplacement du futur collège en zone urbaine</b></p> <p>Le collège privé de Saint-Georges-d'Orques a vu sur les vignes, on y respire. Il est prévu de prendre les enfants du béton pour les mettre dans le béton ! Où est le slogan de la mairie de Juvignac « Juvignac</p>	



<p>naturellement humain » ? En supprimant le stade de football on supprime une zone aérée dans un quartier très dense.</p> <p>Quels avantages peut-on attendre d'un collège en centre-ville ?</p> <p>Pourquoi ne pas mettre ce collège en périphérie de Juvignac, il serait alors accessible à tous facilement et cela résoudrait beaucoup des problèmes soulevés : grand espace, plateau sportif sur place pour les élèves, zone aérée et agréable, agrandissement potentiel facile..., en zone de Courpouiran par exemple. De tous les sites étudiés dans le dossier, c'est le pire qui a été choisi.</p> <p>Pourquoi un site plus périphérique n'a-t-il pas été retenu ?</p> <p>Le porteur du projet ne pourrait-il pas mieux justifier le choix de l'emplacement du collège au centre de Juvignac et mieux expliquer pourquoi il était meilleur que d'autres sites sur la commune ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)</b></p> <p>Implanter un collège en zone urbaine répond à plusieurs objectifs.</p> <p>Le premier d'entre eux est celui d'être au plus près de ses futurs utilisateurs : les collégiens. Au plus près grâce à son implantation dans un secteur bénéficiant déjà d'une réelle intensité démographique (Constellations, Garrigues, ...) mais également d'une très bonne desserte en transports. Le quartier est effectivement desservi à la fois par le TRAM, le bus 25 et des itinéraires cyclables et piétons existants ou programmés.</p> <p>Le second est d'ordre environnemental puisqu'en faisant preuve de sobriété foncière (utiliser une emprise déjà artificialisée et compacte), cette implantation répond parfaitement à l'enjeu central du développement durable des territoires, véritable levier de la transition écologique. Elle est ainsi une alliée indispensable dans la lutte contre l'artificialisation des sols.</p> <p>Le troisième est d'ordre technique puisque cette implantation a l'avantage de s'inscrire dans un secteur déjà très bien équipé en réseaux publics (eau potable, assainissement, pluviale, énergie - COFFELY, ...) et évite ainsi que devoir réaliser de nouveaux réseaux coûteux.</p> <p>Enfin, le dernier répond à la mise en œuvre d'une ville mixte où se mêlent habitat, activités éducatives, activités sportives et une bonne offre de services/commerces.</p> <p>L'étude comparative des différents sites d'implantations envisagés, conduite par le conseil départemental pour déterminer le site retenu pour la construction du futur collège, a été jointe au dossier d'enquête publique (voir annexe 1 du présent mémoire en réponse).</p>	
<p><b>L'exiguïté du terrain prévu pour la construction du collège et sa capacité d'accueil</b></p> <p>La surface au sol du collège est beaucoup trop réduite. Cela va obliger à construire des classes de petite taille car il va manquer de la surface. Dans ce collège aux surfaces réduites la qualité de vie des collégiens et des personnels sera réduite ! Le collège étant prévu d'accueillir beaucoup d'enfant, il va donc falloir construire des étages supplémentaires au-delà du rez-de-chaussée plus deux étages.</p> <p>Quel est la capacité maximale d'accueil d'élèves dans le nouveau collège (les chiffres varient dans le dossier) ?</p> <p>L'effectif prévu ne dépasse-t-il pas la limite imposée par le ministère en charge de l'éducation ?</p> <p>Doit-on craindre un dépassement possible de cette capacité maximale prévue ?</p> <p>Si dans le futur il y a besoin de plus de classe construira-t-on un niveau supplémentaire ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)</b></p> <p>Le collège sera construit sur une unité foncière de 14 500 m<sup>2</sup> pour une capacité maximale de 720 élèves, ce qui correspond au ratio habituel pour ce type d'établissement en milieu périurbain.</p> <p>L'effectif pour la rentrée 2024 est estimé à 600/650 élèves.</p> <p>La capacité du collège est conforme aux recommandations préconisées par l'Education Nationale.</p> <p>La surface des classes sera de 60 m<sup>2</sup> pour l'enseignement général et de 90 m<sup>2</sup> pour les enseignements spécifiques (sciences, musique, technologie...), elles sont équivalentes ou supérieures aux surfaces de collèges récents livrés par le Département de l'Hérault.</p> <p>Si un besoin supplémentaire devait s'exprimer dans le futur, il serait étudié sans construction de niveaux supplémentaires.</p>	

<p><b>Qualité de vie au collège</b></p> <p>Quand on construit un collège c'est pour 50 ans. Le critère argent n'est pas à prendre en compte en premier mais la qualité de vie de tous, enfants, personnels, riverains, parents... oui.</p> <p>S'il y a 650 enfants dans cet espace ce sera une « vraie cage à poules » !</p> <p>Combien d'enfants seront admis dans ce collège, les chiffres variant au gré du dossier ?</p> <p>Que sera la qualité de vie des collégiens et personnels dans un environnement très urbain ?</p> <p>Ne serait-il pas préférable que tous profitent d'un espace aéré ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)</b></p> <p>L'effectif estimé pour la rentrée 2024 est de 600/650 élèves, pour une capacité maximale de 720 élèves.</p> <p>La qualité de vie des élèves est au cœur des préoccupations des services du Département qui a engagé depuis plusieurs années une réflexion approfondie pour construire et aménager des collèges plus apaisés, favoriser l'égalité filles/garçons et lutter contre le harcèlement scolaire : mixité des espaces, sanitaires par niveaux 6-5e/4-3e, séparation plateau sportif/cour de récréation, surveillance facilitée pour le personnel...</p> <p>Le projet architectural s'inscrit par ailleurs dans la démarche qualité reconnue Bâtiments Durable Occitanie (BDO) visant un niveau Argent. Cette démarche intègre notamment des exigences sur la qualité des locaux et le confort des utilisateurs, à la fois élèves, personnels enseignants et techniques ou riverains.</p> <p>Le travail en cours avec l'agence AER Architectes a permis de définir des espaces de vie très soignés comme la cour de récréation végétalisée avec ses îlots de fraîcheur, des espaces de rencontre, de lecture et de repos (foyer des élèves, salle polyvalente et CDI avec vues sur le bois, foyer des enseignants avec terrasse extérieure).</p> <p>Une attention toute particulière est portée aux questions de lumière naturelle, de confort thermique, acoustique et visuel ainsi qu'à la qualité d'air intérieur. Un parking véhicules sécurisé sera dédié au personnel dans l'enceinte du collège.</p>	
<p><b>Le projet architectural</b></p> <p>La surface construite par élève est insuffisante.</p> <p>Est-il prévu de diminuer sensiblement le nombre de collégiens accueillis afin d'augmenter la surface disponible pour chacun d'eux ?</p> <p>Une piste de sport doit être construite au sommet d'un bâtiment du collège. La piste sera inutilisable une partie de l'année du fait de la chaleur.</p> <p>Combien cela va-t-il coûter ?</p> <p>Ne faudrait-il pas mieux qu'à la place il y ait production d'électricité par panneaux photovoltaïques et productions d'eau chaude solaire ?</p> <p>Sera-t-elle sécurisée à plus de 13 m du sol ?</p> <p>La surface prévue pour le sport au sein du collège étant très insuffisante les élèves pour certaines activités devront aller au nouveau stade prévu vers l'école Mandela.</p> <p>Est-ce raisonnable d'emmener les enfants là-bas et de leur faire perdre beaucoup de temps en trajet au détriment de l'activité sportive ?</p> <p>Pourrait-on augmenter la surface dédiée au sport au sein du collège ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)</b></p> <p>La surface de plancher du collège, hors logements de fonctions, avoisine 6 850 m<sup>2</sup>. Le collège sera construit sur une unité foncière de 14 500 m<sup>2</sup> pour une capacité maximale de 720 élèves.</p> <p>Ce sont des ratios tout à fait comparables aux autres collèges du Département implantés en milieu périurbain.</p> <p>Un terrain multisport type handball/basket 40m x 20m est situé en rez-de-chaussée et séparé de la cour.</p> <p>L'aile sud du bâtiment est en rez-de-chaussée. Sa toiture terrasse, située à 4,30 mètres du sol fini, accueillera une piste de course ; elle sera entièrement sécurisée par un garde-corps périphérique.</p>	



Cette organisation permet de limiter l'imperméabilisation des sols, en offrant un traitement architectural qualitatif de la toiture ; le tout sans engendrer de surcoût spécifique.

Des ombrières seront installées autour de la zone de départ de la piste.

Un contrôleur technique est missionné pour s'assurer de la conformité des dispositifs de sécurité pour le public sur l'ensemble de l'établissement.

Le gymnase et halle de sports à proximité immédiate offriront de nombreuses possibilités de pratiques sportives. De ce fait, il n'est pas nécessaire d'augmenter la surface dédiée au sport dans l'établissement.

Une partie de la toiture terrasse à l'ouest accueillera une installation de panneaux photovoltaïques.

### **L'accessibilité du collège**

Le collège est enclavé en milieu urbain dense. Sa bonne insertion prévue dans le dossier n'est pas argumentée. Le plan de circulation doit être fait avant la construction.

Les accès routiers sont mauvais et le seront encore plus après la construction du collège. Les rues (dont la rue de la Voie lactée) sont déjà surchargées de véhicules matin et soir y compris les petites rues avoisinantes. Les embouteillages déjà très importants vont encore empirer.

Si le collège se fait, il faut que les voitures déposent les enfants sur un dépose-minute spacieux et suffisamment éloigné du collège pour ne pas créer d'embouteillages supplémentaires.

Le maillage routier urbain est inadapté. La petite rue au nord du terrain (rue Callisto) est très étroite. Il va falloir empiéter sur la surface du terrain prévue pour la construction du collège pour faire passer la circulation, donc de la surface dédiée au collège encore en moins.

Quel est le plan routier envisagé autour du collège ?

Quels sont les accès prévus, y a-t-il un plan de circulation qui n'aurait pas été présenté au dossier ?

L'accès des fournisseurs par le sud (allée Jean Moulin) est très compliqué.

Comment se feront les accès routiers au sud pour l'entrée de service, dont des camions de livraison ?

Ce collège n'est fait que pour les Montpelliérains avec l'arrivée de la ligne de tramway à proximité mais pas pour tous les autres habitants.

Y aura-t-il plus de tramways arrivant au terminus de Juvignac ?

La ligne de tramway sera-t-elle prolongée avec un parking à son terminus qui pourrait soulager la voirie dans Juvignac ?

Les parents vont amener leur enfant en voiture depuis les communes avoisinantes augmentant encore le trafic routier au centre de Juvignac.

Quelles sont les modalités de transport en commun prévu par la Métropole pour desservir spécifiquement le collège ?

Est-il prévu un ramassage scolaire pour les enfants venant des communes avoisinantes ?

Les pistes cyclables sont pour l'instant très insuffisantes tant au niveau de Juvignac qu'en provenance des communes avoisinantes.

Des extensions de pistes cyclables sont-elles prévues et si oui lesquelles ?

Quant au déplacement piétonnier lui non plus n'est pas décrit, de nombreuses impasses « fermées » existent au sud du collège.

Que deviennent ces impasses ? Comment est prévu le cheminement piétonnier y-compris depuis les quartiers les plus lointain ?

Le site de la commune de Juvignac mentionne « Réinvestir et rendre accessible l'espace public avec un nouveau schéma de circulation et de déplacements, en reconnectant les quartiers menant au collège ».

Si ce schéma existe pourquoi ne pas le mettre à la disposition des habitants ? Ne devrait-il pas être antérieur au projet de collège ?

### **Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)**

La livraison du collège à JUVIGNAC en 2024 représente pour la Ville de JUVIGNAC l'occasion de réaffirmer sa volonté de favoriser les déplacements à pieds et à vélos grâce au réaménagement qualitatifs des espaces publics.

L'implantation du collège au sein du quartier des Constellations a naturellement conduit la Ville à réfléchir certes à la réforme des principes de circulation mais aussi de stationnement actuel dans le quartier.

Ainsi, en instaurant des sens uniques et des zones de rencontres à 20km/h, ou le piéton est prioritaire sur tout autre mode de déplacement, la ville de JUVIGNAC a l'ambition de :

- ✓ Limiter la circulation de transit (= les véhicules qui traversent la commune sans s'y arrêter) circulant par le quartier des Constellations au profit de la circulation de desserte des résidents ;
- ✓ Fluidifier les trafics par l'abaissement de la vitesse autorisée couplée à la simplification des carrefours ;
- ✓ Améliorer l'attractivité de l'offre des transports en commun et en l'occurrence du bus de la ligne 25 en lui réservant une voie de circulation « dédiée ».

Les rues CALISSTO et JEAN MOULIN menant au collège seront intégralement réaménagées dans le cadre du projet :

**La Rue Callisto** : accueillera le parvis du collège, un des deux dépose-minute voitures ; une aire de stationnement pour les bus scolaires. Un second dépose minute sera également aménagé sur les allées de l'Europe dans le cadre d'un projet plus large de réinvestissement du terrain dit « ex total » située en entrée de ville afin de limiter le nombre de véhicules pénétrant dans le quartier jusqu'au collège. Les cheminements piétons aujourd'hui inexistantes entre ce second dépose minute et le collège seront créés dans le cadre du projet.

**La Rue Jean Moulin** : voie réservée au circulation piétons et vélos permettra notamment les dessertes des services publics : pompiers, livraison des repas, collecte des ordures ménagères, accès au parking professeurs, accès techniques...

Les rues en impasse débouchant sur la rue jean MOULIN, seront réaménagées et réservées aux piétons et vélos. Une des impasses permettra l'accès services publics (pompiers, livraison des repas, collecte des ordures ménagères, accès au parking professeurs, accès techniques...)

**En matière de desserte en transports en commun**, la commune de JUVIGNAC est desservie par la ligne 3 de tramway, la ligne de bus 25, et trois autres lignes de bus intercommunales : lignes 34, 40 et 42 (Saint-Georges, Murviel-lès-Montpellier, Pignan). La Ville travaille aux côtés de la Métropole compétente pour obtenir une amélioration significative du cadencement des lignes de tramway et de bus.

**Le ramassage scolaire est une compétence du Département.**

Celui-ci dépend de la carte scolaire et donc de la distance existante entre le lieu de résidence des collégiens et le collège lui-même.

**Le déploiement et la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons** représentent une priorité pour la Ville de JUVIGNAC. La Métropole, compétente en matière de voirie y consacre d'ici 2026, 150 M€ dans le cadre de son Plan Vélo. Des opérations structurantes à l'échelle du territoire communal sont d'ores et déjà programmées :

- Le réaménagement de l'Avenue de KALKAR dont la création d'une continuité cyclable et piétonne actuellement inexistante. **Livraison septembre 2023.**
- Le réaménagement la route de LODEVE entre le giratoire de la zone artisanale « terres du Sud » et les allées de l'Europe en 2023 - **Livraison début 2024.**
- La création de deux voies cyclables structurantes sur les allées de l'Europe et la route de saint Georges.

## Risques et nuisances

### Risques d'inondation – écoulement des eaux de pluie

L'équivalent de la surface du terrain de football artificialisé accentuera le risque d'inondation sur les parcelles avoisinantes en contre-bas tant dans le quartier des Garrigues que dans l'espace classé boisé.

La zone du futur collège est inondable comme le prouve la présence du bassin de rétention.

Où vont aller les eaux pluviales sur un site très artificialisé ?

La taille du bassin de rétention ne devra-t-elle pas être réévaluée à la hausse du fait de la construction du collège, celui-ci entraînant l'artificialisation des sols, alors qu'il doit déjà recevoir les eaux en cas de forte pluviométrie situées à proximité du terrain de football existant ?

Le bassin de rétention situé à côté du collège devra être clôturé car dangereux pour les enfants, qu'est-il prévu ?



**Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)**

Aujourd'hui le site du stade de football est un site entièrement imperméabilisé ; des drains sont installés sur l'intégralité de son emprise et évacuent les eaux pluviales en partie Est.

Le projet du collège viendra très nettement améliorer la situation hydraulique du secteur à la fois par :

- La désimperméabilisation d'une partie du site par la création de nombreux îlots de verdure, par essence perméables, dans la cour du collège ;
- L'aménagement d'un bassin de rétention sous l'emprise du collège de 1 000 m<sup>3</sup>.

Au final, le site évolue d'un état entièrement imperméabilisé à un état en partie désimperméabilisé et offrant des capacités de stockage supplémentaires.

**Nuisances**

Les nuisances causées par le collège pour les riverains et plus généralement les Juvignacois sont importantes, parfois qualifiées de « terrifiantes » : augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>, bruit, circulation très difficile, délinquance, dégradation paysagère...

Le report de la circulation déjà difficile sur les rucs principales de Juvignac est probable dans les petites rues du quartier des Garrigues après la construction du collège.

Les habitants du quartier des Garrigues situés à proximité du collège vont avoir toutes les nuisances : un immeuble de 13 m devant leur maison ; une nuisance augmentée par l'autorisation de construction en limite séparative.

En plus de ces nuisances, verront-ils leurs biens immobiliers dépréciés ?

Le quartier des Garrigues est situé en contre-bas du collège, les premières maisons ne vont-elles pas revoir des eaux de ruissellement supplémentaires en cas de fortes précipitations ?

La hauteur de 13 m n'est-elle pas excessive pour un bâtiment en rez-de-chaussée plus deux étages, 11 m pourraient-ils suffire ?

L'implantation proposée du collège ne pourra pas préserver le cadre de vie résidentiel des quartiers. L'architecte des bâtiments de France lui-même, dans son courrier du 5 août 2022 figurant au dossier d'enquête publique, « recommande que les bâtiments [du collège] en jonction de la lisière Sud soient uniquement en R+1, sans alignement sur la rue » et « il faudra s'attacher à ne pas dépasser les 8.5m de hauteur au Sud du terrain ».

Ne faut-il pas respecter obligatoirement ces points et donc diminuer la capacité d'accueil du collège si cela s'avère nécessaire ?

**Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)**

Le bâtiment du collège aura une forme en U qui s'ouvre vers le bois. L'aile nord du bâtiment côté quartier des Constellations sera en R+2 avec une hauteur maximum 13 m. Cette hauteur est nécessaire au regard des contraintes structurelles et techniques de ce type d'équipement.

L'aile sud, côté quartier des Garrigues sera en simple rez-de-chaussée d'une hauteur de 4,30 mètres avec une piste de course installée en toiture.

L'objectif de cette conception voulue par le Département est d'assurer une transition entre les deux typologies de bâti entourant le futur collège ; des logements collectifs d'un côté et un tissu pavillonnaire de l'autre du projet.

La rue Jean MOULIN, située au sud de la parcelle crée de fait une inter distance entre l'établissement et les habitations riveraines. Cette inter distance sera confortée par les aménagements réalisés.

Les biens immobiliers situés à proximité d'un équipement scolaire de qualité sont généralement très recherchés par les familles ; cette circonstance donne à ces biens une valeur supplémentaire.

L'étude hydraulique qui accompagne la conception du bâtiment prévoit la mise en place de système enterré de rétention d'eaux pluviales. Ces aménagements, complétés par des îlots de végétation perméables vont améliorer la gestion actuelle des eaux de ruissellement, le terrain en gazon synthétique étant une surface imperméable.

Les préconisations de l'Architecte des bâtiments de France (ABF) et le cadre de vie des riverains sont prises en compte dans la conception du projet sans qu'il soit nécessaire de revoir la capacité du collège.

<p><b>Espace boisé classé</b></p> <p>L'inclusion de ce bois dans le collège est dangereuse...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il est inclus à la cour de récréation, son accès sera en contrebas de la cour principale du collège, et donc il y aura risque de chute en y allant ;</li> <li>- s'il y a une forte fréquentation, il sera abîmé par piétinement ; de plus il y aura alors imperméabilisation du sol, et donc lors de fortes pluies les ruissèlements importants risquent de causer des dégâts en aval ;</li> <li>- le bois devra être élagué pour que les enfants puissent y aller en sécurité, et donc les arbres dégradés, si les arbres sont dangereux ils seront abattus ;</li> </ul> <p>... et l'impact environnemental est finalement négatif.</p> <p>C'est une très mauvaise idée de faire d'un bois une cour de récréation.</p> <p>Les enfants auront-ils accès à cet espace en permanence ou bien à des moments particuliers et accompagnés ?</p> <p>Dans cet espace les enfants vont fumer en cachette, en plus du danger d'intoxication par le tabac, il y a un risque très important de feu dans la pinède, n'y seront-ils pas également à la merci de vendeur de drogue et aussi susceptibles de subir des violences sexuelles ?</p> <p>Cette surface est-elle incluse dans le collège pour faire augmenter « artificiellement » la surface disponible par collégien ?</p> <p>Pourquoi vouloir mettre la parcelle de bois faisant partie du collège en UC1 alors qu'elle pourrait très bien rester en UC tout en faisant partie du collège ?</p> <p>L'achat prévu de 3 500 m² de ce bois est-il déjà effectif ou seulement prévu ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)</b></p> <p>L'ensemble des espaces du collège sont placés sous la responsabilité du principal, chef d'établissement en charge de l'organisation de la surveillance. Il dirige à cette fin une équipe éducative et dispose des moyens techniques de surveillance dans le but de garantir l'utilisation sécurisée de l'établissement en toute circonstance (temps de récréation, temps de pédagogie, ...)</p> <p>Un aménagement en pente douce, adapté aux déplacements des personnes à mobilité réduite, sera réalisé pour donner accès à cet espace depuis la cour de récréation.</p> <p>Suivant les dispositions du Code de l'Urbanisme art-R111-48, une étude de sûreté et de sécurité publique est élaborée en phase permis de construire. Elle s'appuie sur le référent sûreté de la Gendarmerie Nationale du secteur. Ses préconisations en matière de conception et de fonctionnement de l'établissement sont intégrées au projet pour garantir la sécurité des collégiens.</p> <p>Cette surface est incluse dans le collège car elle sera accessible aux collégiens.</p> <p>La parcelle en EBC restera un espace protégé, qu'elle soit classée en UC ou UC1.</p> <p>Les actes notariés pour les acquisitions foncières destinées au collège sont en cours d'élaboration.</p>	
<p><b>Sur les installations sportives</b></p> <p><b>Installations sportives existantes (salles de sport couvertes) Jean Moulin et Lionel de Brunélie</b></p> <p>Ces installations situées à proximité du futur collège sont très utilisées tous les jours de la semaine et à toute heure par les Juvignacois et Juvignacoises. Leur utilisation par les collégiens va diminuer de façon importante le temps disponible pour les autres pratiquants.</p> <p>Y a-t-il eu une évaluation de ce partage ?</p> <p>Où iront pratiquer leur sport les habitants pendant les heures qui seront réservées au collège ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac</b></p> <p>L'espace Lionel de BRUNELIS et ses différentes salles (salle polyvalente de 800 m² + dojo + salle BRASSAI) est implanté à proximité du futur collège.</p> <p>Les plannings d'utilisation des différentes salles de cet équipement public consacrent d'ores et déjà des plages horaires conséquentes pour les enfants des écoles de JUVIGNAC et demain du futur collège.</p> <p>Ces créneaux ne sont pas « rivalisés » par les associations qui privilégient les mercredis, les soirées ou les fins de semaine. La conciliation des différents besoins n'est pas remise en question, ni dégradée ;</p>	



elle est à contrario optimisée. En effet, le conseil départemental devenant de fait locataire des équipements versera à la commune une redevance d'occupation.

### Installations sportives futures près de l'école Mandela

Le terrain prévu pour accueillir les nouvelles installations sportives est inondable. Ce sera donc une « usine à eau ». Il est prévu de le construire sur un bassin de rétention et en conséquence sur pilotis. Sa construction (prévue sur pilotis !) devrait coûter de 7 à 8 millions d'euros... avec l'argent du contribuable.

En face du site prévu, de l'autre côté de la Mosson, il existe un grand site sportif sur la commune de Montpellier situé dans une boucle de la Mosson au nord du stade de la Mosson.

Ne pourrait-on pas là déjà disposer d'un site dédié au sport et à partager pour le prix d'une passerelle piétonne ?

### Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac

Il est ici question du futur complexe sportif Ludwig GUTTMANN qui sera construit à proximité de l'école Nelson MANDELA et livré en juin 2024. Un complexe sportif qui comprendra outre un terrain de football synthétique pour remplacer celui concerné par l'implantation du collège, une piste de running de trois couloirs sur 400 mètres, une grande terrasse de jeux comprenant un pumptrack, des terrains de basket à trois, des structures de street workout, des agrès pour les aînés, des vestiaires aux normes, une infirmerie, des locaux techniques, une salle de convivialité mutualisée, une buvette, des tribunes en partie couvertes... autant d'équipements actuellement inexistants sur JUVIGNAC et attendus par nombre d'habitants.

Le site d'implantation est effectivement un bassin de rétention, ce qui n'est pour autant pas incompatible avec le projet dès lors que les besoins hydrauliques sont satisfaits. Un dossier Loi sur l'eau sera instruit par les services de l'Etat compétents dans le cadre de l'instruction du dépôt du permis de construire.

Les calculs établis par le bureau d'étude hydraulique, membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre en charge de la construction du complexe, font état d'un besoin de 3750 m<sup>3</sup> pour gérer l'ensemble des eaux de ruissellement induites par la construction du complexe.

La gestion hydraulique des eaux de ruissellement s'opérera grâce à la création des 4 nouveaux bassins de rétention sur le pourtour du terrain couplés à la construction, sous une partie du terrain lui-même, d'un bassin de rétention.

Le coût global d'opération intégrant le montant des travaux et celui des études et honoraires est au stade AVANT PROJET DETAILLE (APD) de 6,5 M€ TTC.

La mutualisation des équipements de football présents sur le stade mitoyen de la MOSSON, propriété de la ville de MONTPELLIER, envisagée initialement, s'est révélée impossible eu égard au taux d'occupation actuel de ces équipements et au besoin du club de foot de JUVIGNAC, fort de quelques 200 membres.

Sans oublier le projet de déplacement du stade de la MOSSON par la ville de MONTPELLIER sur le site d'Ode la Mer (Pérols) de la MOGERE.

### Suppression du stade de football Penaranda existant

Ce terrain est très utilisé, c'est un point de rencontre de beaucoup de sportifs et un espace aéré au centre de Juvignac déjà très bétonné. Il y aura 300 joueurs privés de stade au moins pendant la construction d'un nouveau stade. La rénovation du stade existant Penaranda coûterait beaucoup moins chère que la création du nouveau stade prévu.

La rénovation du stade de football Penaranda ne serait-elle pas préférable à sa destruction pour finalement construire un nouveau stade ailleurs ?

### Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac

La Ville et les dirigeants du club de foot se rencontrent régulièrement depuis le mois de novembre 2021 pour trouver ensemble les solutions de relocalisation des activités du Club durant la période de construction du futur collège, soit de mai 2023 à août 2024.

Dans ce cadre, des solutions concrètes ont été trouvées notamment via la location du terrain et des vestiaires d'une commune mitoyenne ou encore la réaffectation de créneaux dans les gymnases de JUVIGNAC ....



Le futur complexe sportif Ludwig GUTTMANN qui sera construit à proximité de l'école Nelson MANDELA et livré en juin 2024, comprendra, outre un terrain de football synthétique pour remplacer celui concerné par l'implantation du collège, une piste de running de trois couloirs sur 400 mètres, et une grande terrasse de jeux comprenant un pumptrack, des terrains de basket à trois, des structures de street workout, des agrès spécifiques pour les aînés, des vestiaires aux normes, une infirmerie, des locaux techniques, une salle de convivialité mutualisée, une buvette, des tribunes en partie couvertes... autant d'équipements actuellement inexistantes sur JUVIGNAC et attendus par nombre d'habitants.

## 2 - Domaine de Caunelles et domaine du château de Bonnier de la Mosson

La protection par les bâtiments historiques s'est révélée complètement défailante, elle n'a pas empêché la construction d'immeubles en R+5. Bientôt nous verrons du R+N ! Les objectifs rappelés dans les documents de l'architecte des bâtiments de France (chapitre 4 de la notice sur le domaine du château de Bonnier de la Mosson) sont contradictoires avec la proposition de réduire fortement le périmètre délimité des abords.

Pourquoi ni la municipalité de Juvignac ni l'architecte des bâtiments de France n'ont-ils prévenu de ces nouveaux périmètres délimités des abords les propriétaires en amont de l'enquête ?

Notons que la première rangée d'immeubles des Constellations en bordure du domaine de Caunelles est à quelques dizaines de mètres du parc et du pigeonnier royal. Notons également que la construction de l'école Mandela au nord du domaine a modifié l'écoulement des eaux et elle nuit à la bonne conservation des bâtiments et du parc inscrits au titre des Monuments Historiques dont le château, la chapelle, l'orangerie et la noria. Cette construction s'est ajoutée bien sûr à la construction du stade de la Mosson qui empiète sur le lit mineur de la Mosson. S'y ajouterait encore en plus la construction du terrain de sport à côté de l'école Mandela qui modifierait lui aussi l'écoulement des eaux.

Le domaine est petit à petit grignoté et voit ses patrimoines culturel et naturel irréversiblement dégradés. Il n'y a donc aucune raison de modifier le périmètre des 500 m. S'il n'est pas maintenu, il pourra être construit encore plus grand et plus haut à proximité du nouveau périmètre délimité des abords, toujours plus près du domaine inscrit, y compris en zone inondable, sans avoir l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

N'y a-t-il pas également l'idée de s'affranchir de l'avis de l'architecte des bâtiments de France pour continuer à développer la zone d'aménagement concerté voir au-delà de cette zone le centre de Juvignac autour de la mairie ?

Ne devrait-on pas aussi engager un processus d'inscription supplémentaire de parcelles situées autour du domaine inscrit en particulier au nord (parcelles 0231, 0396, 0060, 0169, 0097, 0096...) ?

Relier les différentes propriétés entre-elles est une mauvaise idée. Si l'on veut protéger ces fragiles domaines il faut absolument les fermer au public. Il ne faut pas que l'on puisse circuler de l'un à l'autre même à pied ou à vélo.

Quel est le plan prévu d'intégration au tissu urbain environnant des deux domaines ?

Y a-t-il un projet de mise en valeur de ces domaines ?

Le domaine de Caunelles (un des deux seuls monuments historiques situé sur la commune de Juvignac avec le pont romain) et celui du château de Bonnier de la Mosson sont d'un grand intérêt écologique et sont parties d'une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1 (ZNIEFF) qu'il convient de protéger. Plusieurs études scientifiques naturalistes ont été menées dans le parc de Caunelles. Cet environnement de haute valeur écologique doit être maintenu et préservé.

Comment protéger au mieux cet endroit, un poumon vert reconnu, si ce n'est en préservant au maximum la valeur patrimoniale historique du lieu par un large périmètre ?

Le périmètre délimité des abords du domaine de Caunelles tel qu'il est prévu n'est pas compréhensible, dans sa limite ouest, face au quartier des Constellations dont il devrait prendre, au strict minimum comme il est proposé sur le domaine du château de Bonnier de la Mosson, la première rangée des immeubles et intégrer l'espace boisé classé. Il en est de même dans sa limite nord dans lequel il devrait être en cohérence avec les limites définies sur la rive gauche de la Mosson sur la commune de Montpellier. Le caractère naturel et paysager de la Mosson devrait y gagner.

La berge de la rive droite n'est-elle pas tout autant à valoriser que la berge de la rive gauche ?

Durant la seconde guerre mondiale le domaine de Caunelles a été occupé par les Allemands qui y ont laissé de nombreuses munitions. Aujourd'hui le parc est interdit à toutes activités (par exemple accueil de camps de jeunes) à cause de munitions encore présentes.

Qui est responsable en cas d'accident ?

Qui est responsable du déminage alors qu'historiquement les propriétaires de l'époque ont subi l'occupation de leur domaine ?

**Réponse de l'Unité Départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault (UDAP34) / Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie**

Le chapitre 4 évoqué concorde avec des orientations de mise en valeur qui ne relèvent pas seulement des avis que délivre l'architecte des bâtiments de France (ABF) sur les demandes d'autorisation de travaux situés dans les abords de monuments historiques. Ces orientations vont bien au-delà de sa compétence propre, l'ABF ne pouvant seul définir le projet urbain et les documents d'aménagement du territoire liés. Néanmoins, il propose des orientations à la collectivité et s'assure qu'il pourra les « tenir » au sein d'un périmètre réaliste adapté à la présence de la ZAC des constellations. Cette ZAC constitue un document cadre qui ne semble pas avoir fait l'objet d'un avis de l'ABF et qui ne relève pas des autorisations du droit des sols.

Le premier porté à connaissance du périmètre de protection modifié autour du domaine de Caunelles (PDA) envoyé par l'ABF à la commune, date du 7 novembre 2013. A cette date, la consultation des propriétaires du monument historique n'était pas obligatoire. La commune n'ayant pas donné suite en 2013/2014 à cette proposition de modification du périmètre de protection, elle n'a pu en informer les propriétaires, comme il était d'usage ailleurs dans le département, l'ABF conseillant systématiquement cette démarche aux communes, mais ne s'en chargeant pas lui ou elle-même.

Un deuxième porté à connaissance a été envoyé le 9 mai 2022. A cette date et depuis la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016, la consultation des propriétaires est obligatoire et elle incombe au commissaire enquêteur. Lors de la rencontre entre le commissaire enquêteur, les services de la métropole et de l'UDAP, il a été omis de rappeler cette information au commissaire enquêteur. Cependant cette information est indiquée dans la fiche de procédure envoyée lors du porté à connaissance du 9 mai 2022.

Il est indiqué que le « domaine est grignoté petit à petit ». Force est de constater que l'urbanisation de Montpellier a couvert rapidement d'anciennes terres agricoles qui constituaient les écrans paysagers de nombreuses « maisons des champs » ou « folies », en limite de ville. La proposition de PDA par l'ABF concorde avec le souhait de désigner les ensembles d'immeubles bâtis ou non qui participent de l'environnement du monument pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité (article L621-30 du Code du patrimoine). Ceci permet de prendre en compte dans l'étude préalable à la modification du périmètre la connaissance historique du lieu, l'implantation du monument dans le territoire, la qualité du bâti et de son organisation autour du monument, les tendances d'évolution, les équilibres à maintenir ou risques à maîtriser, en plus des perspectives paysagères, vues sur le monument ou covisibilités. Réciproquement, des exclusions du périmètre peuvent concerner des espaces covisibles, mais sans rapport avec le monument, incompatibles ou dégradés. Cette méthode est logique et constructive, associant les réflexions sur le patrimoine aux projets de territoire et aux modalités de leur gestion du point de vue de la collectivité. La conception concertée d'un PDA est alors l'occasion de définir quels sont les enjeux publics architecturaux, urbains et paysagers qui justifient la collaboration étroite entre l'Etat à travers les services de l'ABF et la collectivité locale. Certes les ABF se focalisent sur une portion plus restreinte, mais accompagnent peut-être davantage les élus locaux dans leur réflexion sur l'aménagement du territoire et dans la gestion qualitative de leur commune. Car les nouveaux périmètres concordent avec l'attitude réaliste et on l'espère, constructive, de resserrer et de réserver l'action de l'architecte des bâtiments de France aux zones patrimoniales à enjeux. Il s'agit d'aller « des bonnes intentions » à une réelle maîtrise, qui ne peut s'effectuer qu'en collaboration avec la collectivité locale.

La proposition d'étendre la protection au titre des monuments historiques sur les parcelles au nord du domaine est à faire au service de la conservation régionale des monuments historiques, avec l'avis du propriétaire à connaître.

Le projet de mise en valeur des domaines a été proposé par l'ABF par plusieurs portés à connaissance à la métropole.

Il n'y a pas de principe à « valoriser » autant la berge de la rive droite que celle de la rive gauche. C'est l'analyse des terrains et des enjeux patrimoniaux qui sont à la base du périmètre proposé. Il faut s'interroger sur la plus-value de l'avis de l'ABF sur des immeubles contemporains terminés qui n'ont aucun lien avec le monument historique et dont le règlement architectural de la ZAC est suffisant pour en gérer la pérennité et la qualité. Intégrer l'espace boisé classé aux abords du monument historique est en revanche possible bien que la superposition de protections ne soit pas forcément efficiente.

Afin d'étudier plus finement les propositions d'extension du périmètre de protection du commissaire enquêteur, il conviendrait d'adresser à l'UDAP un plan.



**3 - Sur l'enquête publique unique et l'information du public****Pièces du dossier**

Le dossier d'enquête publique soumis ne fait pas apparaître clairement le cadre réglementaire permettant à la Métropole d'agir sur ces sujets. Il n'est pas fait mention dans le dossier soumis à enquête publique des références aux pièces suivantes :

- 1/ référence du texte déléguant à la Métropole le plan local d'urbanisme de la ville de Juvignac ;
- 2/ référence du texte donnant compétence à la Métropole sur la construction de collèges alors que cette dernière présente un dossier dans lequel elle apparaît avec la ville de Juvignac comme étant le futur maître d'ouvrage de cette construction (unique objet de cette modification de plan local d'urbanisme) et alors qu'il n'est pas fait mention de la place du Département de l'Hérault ;
- 3/ référence de la pièce administrative de la Direction régionale des affaires culturelles de l'Occitanie désignant la Métropole comme autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête dans laquelle elle est concernée.

Le maître d'ouvrage peut-il fournir ces pièces ?

Le règlement modifié du dossier d'enquête publique ne présente pas les annexes.

Pourquoi, s'il s'agit de documents volumineux, leur accès en version papier et dématérialisée aurait dû être indiquée ?

**Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac**

Le dossier d'enquête publique contient une note de présentation, établie au titre de l'article R.123-8 du code de l'Environnement, qui précise que, depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) a consacré l'intercommunalité en tant qu'échelle pertinente pour l'exercice de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) et a fait du PLU Intercommunal (PLUi) la règle, sans toutefois imposer un transfert de compétence.

En 2014, deux lois sont intervenues pour compléter ce dispositif et organiser le transfert effectif de la compétence PLU aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite MAPAM) et la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite ALUR).

La Loi MAPAM précise que la transformation d'une Communauté d'Agglomération en Métropole entraîne automatiquement le transfert à cette dernière de la compétence « aménagement de l'espace métropolitain » dont le PLU est l'une des composantes.

Montpellier Méditerranée Métropole est donc de fait compétente en matière de PLU, conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du Code Général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas compétente en matière de construction, d'entretien et d'équipement des collèges : cette compétence relève du département, maître d'ouvrage du projet dont la réalisation nécessite une modification du PLU.

Par ailleurs, la note de présentation, établie au titre de l'article R.123-8 du code de l'Environnement, précise que : « Conformément aux dispositions des articles R.621-93 du Code du Patrimoine et L.123-6 du Code de l'Environnement, une enquête publique dite « unique », portant à la fois sur le projet de modification du PLU et sur les projets de périmètres délimités des abords, est diligentée. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole et la DRAC ont désigné d'un commun accord Montpellier Méditerranée Métropole comme autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête ».

Les annexes du règlement n'ont pas été modifiées dans le cadre de cette procédure, elles demeureront en l'état et sont produites en annexe du présent mémoire en réponse (voir annexe 2).

**Rédaction du règlement du plan local d'urbanisme**

À l'article UC7, page 52 du règlement modifié, nous lisons « En UCI, les constructions peuvent s'implanter jusqu'en limites séparatives ».

Ce paragraphe ne devrait-il pas constituer le dernier alinéa dudit article ?

Le projet proposé à enquête publique propose la création au sein de la zone UC d'un secteur UCI pour le collège. Or une parcelle située en zone UDI actuellement (cette parcelle d'après le projet pourrait

<p>servir à la construction des logements de fonction du personnel du collège) serait alors placée en zone UC1. Aucune modification du règlement fourni ne mentionne cela mais les différents plans fournis le mentionnent bien.</p> <p>Ne faut-il pas prévoir la modification du règlement du plan local d'urbanisme en conséquence ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac</b></p> <p>La notice du projet de modification n°2 du PLU de Juvignac précise que la règle relative aux implantations n'est pas adaptée et nécessite une adaptation pour permettre son implantation « jusqu'en limites séparatives ». Cette règle a été mal reprise dans le règlement et aurait dû figurer en fin de paragraphe. Cette erreur matérielle doit être corrigée afin d'éviter toute erreur ou ambiguïté lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.</p> <p>S'agissant de la parcelle classée actuellement en UD1 et destinée à la construction des logements de fonction du personnel du collège, Montpellier Méditerranée métropole et la commune de Juvignac confirment, en collaboration avec le Conseil Départemental, son classement projeté en secteur UC1. Il n'y a pas lieu de modifier le règlement en conséquence. Les dispositions du règlement relatives au secteur UC1 s'imposeront à toute demande d'autorisation d'urbanisme concernant cette parcelle.</p>	
<p><b>Information du public</b></p> <p>Il n'y avait pas de panneau d'avis d'enquête publique proche du domaine de Caunelles alors que l'arrêté de la Métropole ouvrant l'enquête publique stipule « L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. »</p> <p>Pourquoi ne pas avoir signifié l'enquête à cet endroit ?</p> <p>Dans le dossier soumis à enquête publique, nous pouvons noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence d'un plan de circulation (toutes modalités) associé à la modification du plan local d'urbanisme et une évaluation des incidences du projet sur le plan de circulation, ainsi que sur le bruit et la qualité de l'air du voisinage ;</li> <li>- l'absence d'une étude hydraulique pour valider le dimensionnement du volume de rétention du bassin d'eaux pluviales existant (situé au nord du projet) et préciser en aval du site l'incidence sur les crues de la Mosson et les parcelles environnantes ;</li> <li>- l'absence d'une étude montrant comment va se dérouler le chantier et la maîtrise des nuisances qui en vont en découler ;</li> <li>- l'absence d'une étude ayant trait à la sécurité du site (feu, inondation...).</li> </ul> <p>Par ailleurs, les informations suivantes sont succinctes ou absentes et ne permettent pas de se prononcer finement sur le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étude comparative des différents sites possibles pour la construction du futur collège sur Juvignac et les communes avoisinantes ;</li> <li>- les études réalisées présentant le niveau de circulation actuel et futur dans Juvignac ;</li> <li>- l'implantation du collège précise ainsi qu'un plan détaillé du collège ;</li> <li>- un document présentant comment ce collège s'inscrit dans le développement de Juvignac à 10 ou 20 ans.</li> </ul> <p>Le maître d'ouvrage et la mairie de Juvignac ont-ils prévu de réaliser ces études préalables s'ils n'en disposent pas ?</p> <p>Le maître d'ouvrage et la mairie de Juvignac ont-ils prévu de mettre à disposition du public l'ensemble des études dont ils disposent ou dont ils disposeront ?</p> <p>Il existe sur le site de la mairie de Juvignac un avant-projet du collège.</p> <p>Pourquoi le projet architectural n'y est-il pas disponible ?</p> <p>Ce projet se fait sans aucune concertation avec les habitants et dans la précipitation.</p> <p>Est-il prévu des réunions de quartier ?</p>	
<p><b>Réponse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Juvignac en collaboration avec le Conseil Départemental (maître d'ouvrage du projet)</b></p> <p>L'arrêté d'ouverture d'enquête publique et le choix de localisation des panneaux ont été soumis préalablement à l'avis du commissaire enquêteur afin de garantir la bonne information du public.</p> <p>L'étude comparative des différents sites possibles pour la construction du futur collège sur Juvignac et les communes avoisinantes était jointe dans le cadre de l'enquête publique (Annexe 1).</p>	



<p>L'étude hydraulique nécessaire pour valider le dimensionnement du volume de rétention du bassin d'eaux pluviales sera présenté dans le cadre du dépôt de permis de construire (annexe hydraulique).</p> <p>D'autres études spécifiques (sûreté et sécurité publique, acoustique, sécurité-incendie, accessibilité, ...) sont également conduites dans le cadre du Permis de construire.</p> <p>L'ensemble de ces éléments seront joints au permis de construire.</p> <p>Par ailleurs, le projet de collège n'est pas concerné par un plan de prévention des risques inondation, ni par un plan de prévention des risques incendie de forêt.</p> <p>Un film présentant le projet architectural retenu par le conseil départemental à l'issue du concours est disponible sur le site Internet de la ville de JUVIGNAC depuis le 6 juillet 2022.</p>	
<p><b>4 – Développement à venir de Juvignac</b></p> <p>Il est prévu depuis longtemps que Juvignac soit une cité dortoir, aucune entreprise n'est installée sur son territoire et le golf est menacé par des promoteurs. Le projet du Triangle d'Or au centre de Juvignac interfère avec le projet de collège.</p> <p>Que prévoit pour Juvignac la convention avec l'Établissement public foncier Occitanie ?</p> <p>Que va changer le contournement Ouest de Montpellier à la circulation dans Juvignac ?</p>	
<p><b>Réponse de la commune de Juvignac</b></p> <p>Le golf de FONTCAUDE, propriété de la ville n'est nullement menacé par les promoteurs. Il fait l'objet d'un bail emphytéotique conclu en 1989 avec la société PROMEO, propriétaire de l'hôtel du golf pour 70 années. Le bail court jusqu'en 2059.</p> <p>La convention de 2015, renouvelée en 2022 avec la métropole compétente en matière d'urbanisme et l'établissement public foncier Occitanie, est un <u>outil</u> d'intervention devant permettre à la ville de JUVIGNAC de saisir des opportunités de cession de biens ou terrains que leurs propriétaires décideraient de mettre en vente et qui auraient un intérêt pour le futur projet qui sera arrêté par les élus aux termes de la concertation organisée au cours du premier semestre 2023 avec les juvignacois.</p> <p>Le contournement OUEST de MONTPELLIER dénommé COM qui sera livré en 2029, comme le LIEN plus au nord du territoire qui sera livré en 2025 sont deux ouvrages routiers structurants qui vont améliorer les conditions de circulation à JUVIGNAC en captant une partie de la circulation qui transite actuellement par les rues de Juvignac faute de mieux.</p>	



# Plan Local d'Urbanisme (PLU)

## Modification n°2 du PLU

### PIECE 4 / COMPLEMENT AU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

PROCEDURE	APPROBATION
Elaboration du PLU	11 juillet 2012
1 <sup>ère</sup> modification du PLU	17 juin 2013
1 <sup>ère</sup> modification simplifiée du PLU	14 décembre 2016
2 <sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU	27 septembre 2017
2 <sup>ème</sup> modification du PLU	en cours

*Le présent complément est versé au dossier d'enquête publique de manière à parfaire l'information donnée au public quant au projet de modification n° 2 du PLU de Juvignac suite aux observations et interrogations du commissaire-enquêteur formulées en réunion préparatoire du 21 septembre 2022.*



## 1. Pourquoi un collège à Juvignac ?



**Etude d'impacts pour le choix  
du site d'implantation d'un  
collège au nord ouest de  
Montpellier**

Juillet 2021

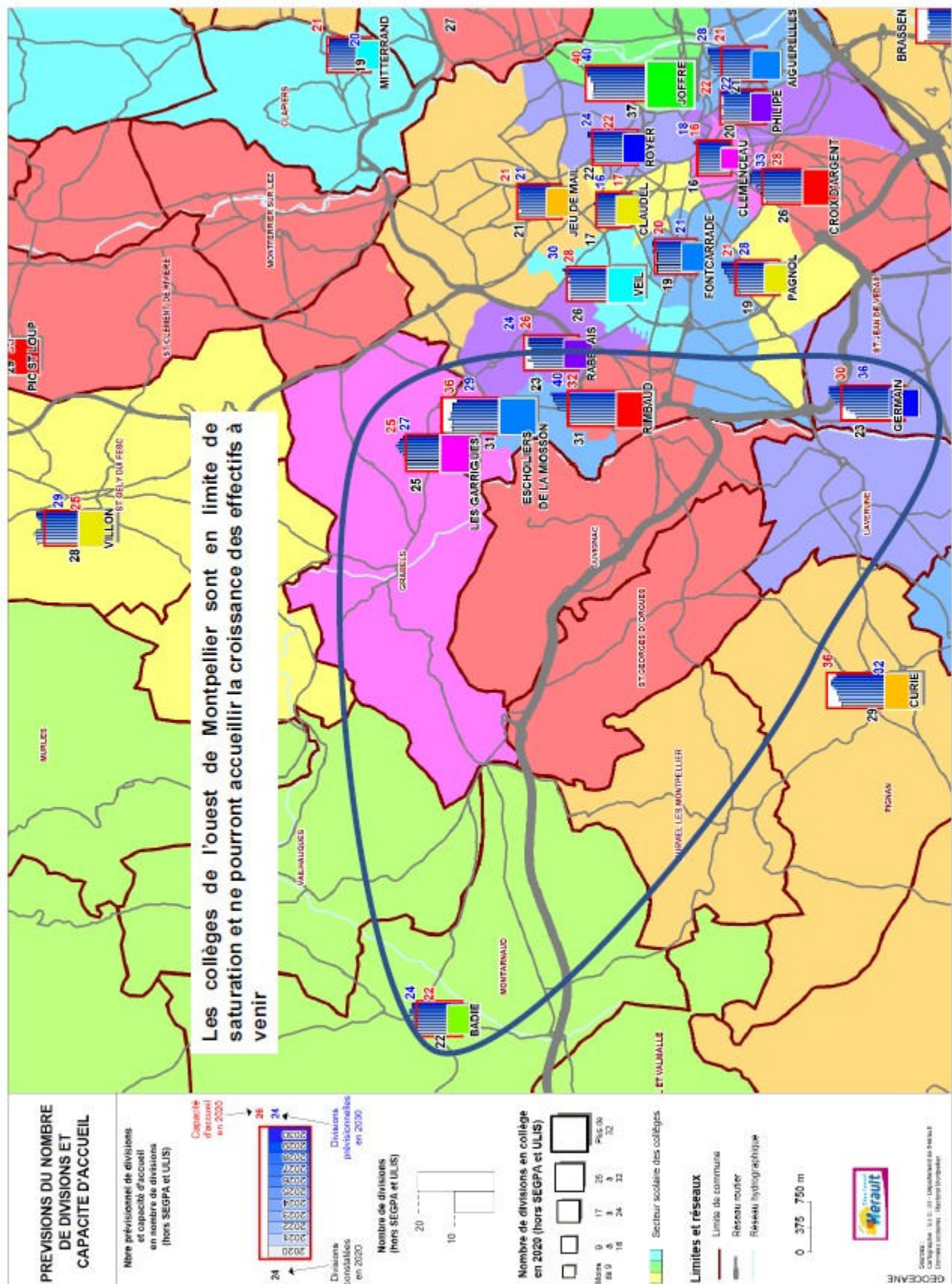


## Éléments de contexte

- Saturation des collèges du nord ouest montpelliérain.
- Particularités du secteur : Juvignac et Saint Georges d'Orques sont rattachés au collège Arthur Rimbaud. Plus de 50 % vont dans le privé.

Ce constat montre la nécessité de construire un nouveau collège de 24 divisions pour la rentrée 2024.







## Objectifs attendus de la construction d'un collège au nord ouest de Montpellier

- Alléger les effectifs des collèges qui sont en saturation;
- Favoriser la mixité scolaire dans le nouveau collège en y rattachant des quartiers de Montpellier;
- Privilégier la proximité des collégiens et faciliter l'accès aux collèges.

## Sites d'implantation

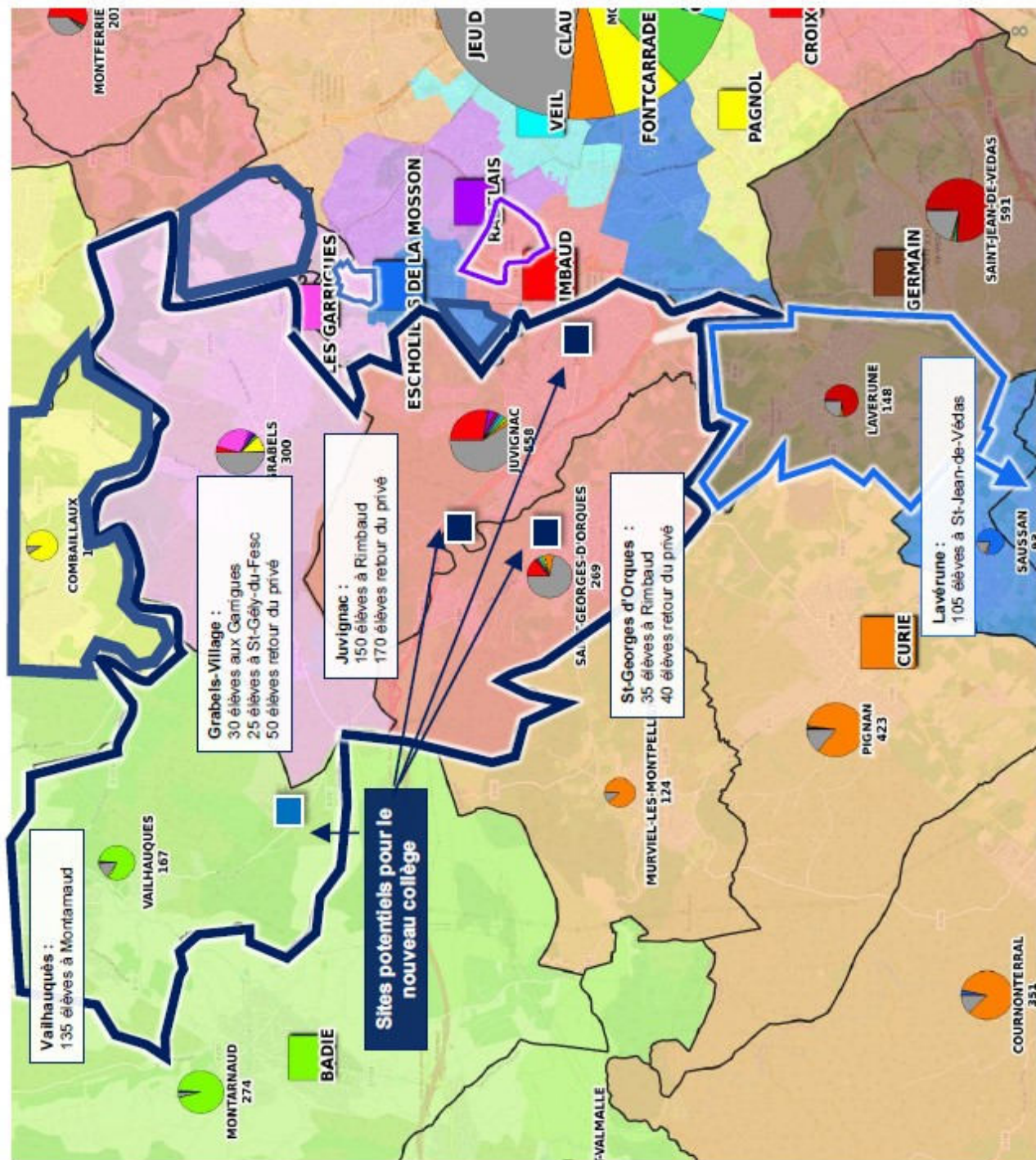
Il faut créer un collège de 28 divisions en 2024 dans le nord-ouest de Montpellier.

4 sites étudiés :

- Les Constellations à Juvignac;
- Courpouiran à Juvignac;
- Un site envisageable à Saint Georges d'Orques.
- Dans la ZAE de Bel Air à Vailhauquès.

Par effet domino, la sectorisation des 8 collèges du nord ouest Montpelliérain sera modifiée.





## Hypothèses de sectorisation

**Hypothèse commune aux 4 sites :**

### Sectorisation nouveau collège

- Grabels-village
- Juvignac
- St-Georges d'Orques
- Vailhauguès
- Lavérune
- Retour du privé (6ème uniquement en 2024)

### Réorganisation de sectorisation

- Pierres Vives à Rabalais

### Hypothèse commune pour 3 sites (les 2 de Juvignac et St Georges d'Orques) :

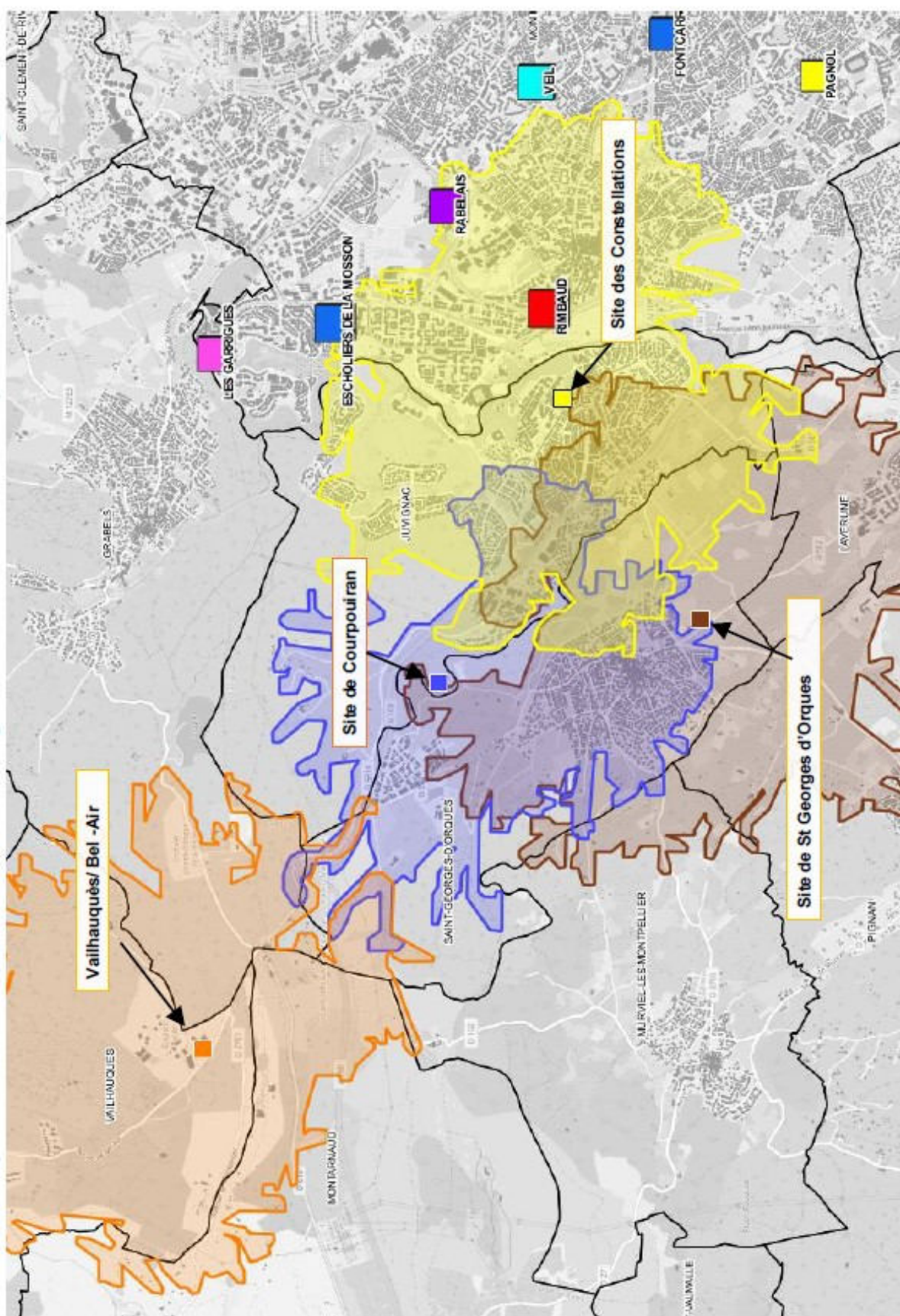
- Double sectorisation de l'école Heidelberg : nouveau collège / Escholliers de la Mossion
- Double sectorisation de l'école Galilée : Garrigues / Escholliers de la Mossion

### Hypothèse pour le site de Bel-Air :

La Valsière (Grabels) + Combailaux -> Nouveau collège



Les 4 sites potentiels d'implantation du collège – Distance des 3 kms à pied autour du collège



## Synthèse comparative

	Juvignac / Site des Constellations	Juvignac / Site de Courpouiran	St Georges d'Orques	Vailhauquès / Site de Bel-Air
Equipements sportifs présents sur la commune	Equipements communaux couverts existants : gymnase Jean Moulin et espace Lionel de Brunelis.  Stade de foot à reconstruire à côté de l'école Mandela (avec le soutien financier du Département) à 10 mn à pied	Stade de foot actuel à 35 mn à pied Stade de rugby à 12 mn à pied avec passage sous l'autoroute  Halle de sport à construire en même temps que le collège sur un terrain fourni par la commune Sinon gymnase Jean Moulin et espace Lionel de Brunelis à 35 mn à pied	Terrain de foot stade de l'Océanie ; Voir centre de loisirs  Halle de sport à construire en même temps que le collège sur un terrain fourni par la commune	Terrain de football à 4,2 km 54 mn à pied  Halle de sport à construire en même temps que le collège sur un terrain fourni par la commune
Voirie accessibilité en bus	Proximité du tramway et accessible à pied pour beaucoup d'élèves  Ligne 40 depuis Saint Georges Tram L3 et lignes de bus  Réseau routier existant suffisant et sécurisé	Tramway à 35 mn à pied ; Pas de prolongation de la ligne prévue à courte et moyenne échéance  Bus : Ligne de bus 25 à prolonger : nombre de bus important à mettre en place pour transporter quasiment tous les élèves  Route : des aménagements seront indispensables compte tenu de la faiblesse de la desserte transports en commun et pour sécuriser les cheminements piétons et cyclables. Retournement sécurisé à prévoir.  A noter : après dépose des enfants par les parents embouteillages à l'entrée de Montpellier.	Pas de tramway la majorité des élèves devront prendre le bus	Tous les élèves viennent en bus ou acheminés par leurs parents  Pour les élèves de Grabels pas de LIEN avant 2027. Accès et travaux routiers importants
Propriété foncière	10 302 m2 avec extension possible sur foncier voisin de 3 à 4000 m2.	Ensemble de 4 parcelles 138 551m2  Les contraintes du terrain (déclivité de 17 mètres et une pente moyenne de 5%, PPRI, bruit) et les prescriptions réduisent considérablement la superficie disponible tout en permettant l'implantation d'un collège : 28 500 m² réalement utilisables  Topographie des lieux : les parcelles BX36 au nord et au sud, et BX 82 dans son ensemble présentent une forte déclivité. Ces parties ne sont pas exploitables pour un collège. La partie réalement constructible est situé sur la partie haute de la parcelle. Elle est donc exposée au bruit de l'A75	Voir parcelle privée proche du terrain de football appartenant à une indivision simple concernant 6 personnes  Superficie 19 439 m² contigus à 2 parcelles communales de 4102 m² et 3489 m² soit au total 27 030 m²  Proximité collège et lycée privé. Stade de football.	Une parcelle située dans la ZAE de Bel Air Phase 2 propriété de la Communauté de Communes



## Synthèse comparative

	Juvignac / Site des Constellations	Juvignac / Site de Courpouiran	St Georges d'Orques	Vailhauquès / Site de Bel-Air
Taille parcelle	15 000 m <sup>2</sup> environ	28 500 m <sup>2</sup> réellement utilisables	27 030 m <sup>2</sup>	Parcelle AX 77: 27 467 m <sup>2</sup>
Urbanisme	<p>Foncier situé dans les limites urbaines</p> <p><u>Risque</u> : pas de PPR)</p> <p><u>Brut</u>: Terrain situé à l'interface d'un quartier résidentiel et de la ZAC des Constellations, à distance des voies de circulation. Il bénéficie donc d'un environnement relativement calme.</p>	<p>Foncier situé hors des limites urbaines et dans un corridor écologique ce qui devrait se traduire par étude Faune Flore, étude d'impact et enquête publique pour un délai supplémentaire de 18 mois</p> <p><u>Risques</u></p> <p>*Incendie : situé en zone de danger ou zone de précaution forte avec des prescriptions études et de construction</p> <p>*Inondation : une partie des parcelles en zone rouge</p> <p><u>Brut</u> La RN 105/A75 est classée en catégorie 2 (niveau sonore diurne supérieur à 76 db) traitement acoustique important à prévoir sur les bâtiments. Dans la cour de récréation et les installations sportives les nuisances sonores seront fortes et permanentes.</p>	<p>Une Parcelle semble intéressante elle est située dans une zone à urbaniser AUL dédiée à la réalisation d'un programme de logements sociaux, d'équipements publics ou d'intérêt collectif et à la réalisation de bassins de rétentions et d'une bande paysagère végétalisée, accompagnée d'un cheminement en belvédère marquant qualitativement la limite de la zone urbaine du sud du village</p> <p>La parcelle est desservie par la D5E5 Saint Georges d'Orques /Laverune</p>	<p>Une Parcelle située dans la ZAE de Bel Air Phase 2</p> <p>Il s'agit d'une zone de développement économique futur à vocation industrielle (prioritairement dans les filières « énergie renouvelables » et « activités d'éco construction » et « agro alimentaire »/ agro-biotechnologies ») artisanale et tertiaire</p> <p>La viabilisation sera réalisée au fur et à mesure de la vente des parcelles.</p> <p>La parcelle jouxte une route départementale RD 112 et voie de desserte de la ZAE</p>

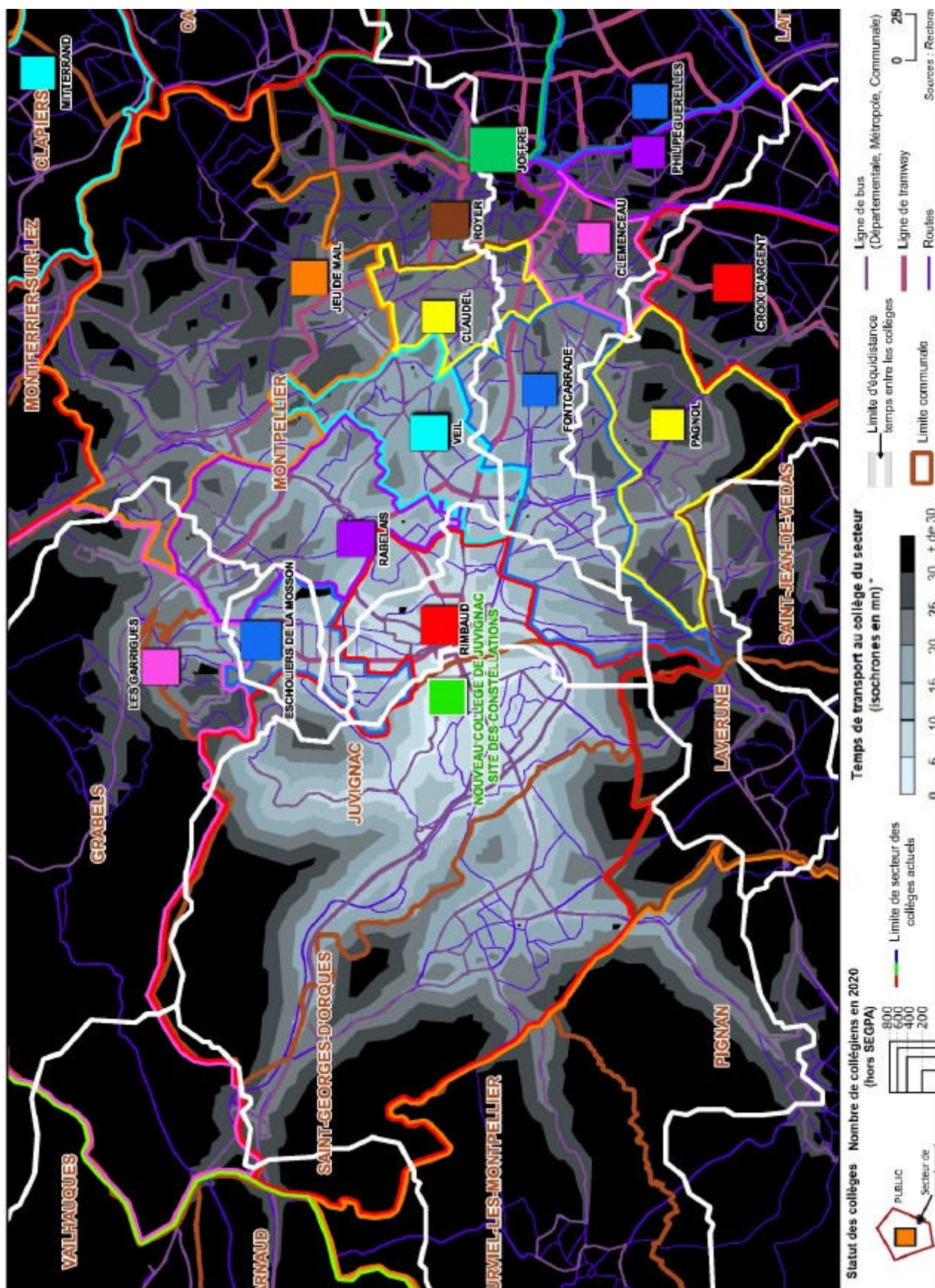


## Synthèse comparative

	Juvignac / Site des Constellations	Juvignac / Site de Courpouiran	St Georges d'Orques	Vailhauquès / Site de Bel-Air
Synthèse générale	<p>Le site du stade Pénaranda bénéficie de tous les services qu'on peut trouver en zone urbaine, en particulier une desserte routière satisfaisante et surtout une desserte TC et modes doux de qualité.</p> <p>En outre, l'opportunité d'adoindre à ce terrain un bout d'espace boisé classé en rehausserait encore le caractère écologique et durable marqué.</p> <p>Le collège de Juvignac serait avec celui de Saint Clément de Rivière le seul à bénéficier d'un espace de type pinède en son sein.</p> <p>Le collège construit selon les dernières règles environnementales en vigueur pourra être raccordé au réseau de chaleur des Constellations (bois-énergie et solaire) pour un collège à plus de 50% en ENR et pour des économies de fonctionnement intéressantes (pas de chauffage).</p> <p>La présence à proximité d'une halle et de salles de sports est très appréciable.</p>	<p>Site majoritairement inconstructible et pour le reste exposé au risque incendie et très contraint : corridor écologique de la trame verte et bleue, relief.</p> <p>Le reliquat de zone constructible certes suffisant pour construire un collège est situé en point haut, sans protection naturelle, exposé à la pollution issue du trafic routier et dans la zone de bruit de la RN 109 : les dispositions constructives permettent de pallier ces nuisances, mais dans la cour de récréation ou sur les plateaux sportifs extérieurs les enfants seront exposés au bruit et à la pollution.</p> <p>Nécessité de construire les équipements sportifs de proximité</p> <p>Une très large majorité des collégiens devra emprunter des transports en commun (ou se faire accompagner en voiture, avec un retour pour ces véhicules dans les embouteillages.</p> <p>Outre les surcoûts induits par l'aménagement d'un collège sur ce site hors zone urbaine (aménagement routier, réseaux, halle des sports...), les contraintes et nuisances importantes, il faut aussi prendre en compte l'obligation de prévoir préalablement une étude Faune Flore, une étude d'impact et une enquête publique pour construire dans ce corridor écologique. Cela se traduirait par un délai supplémentaire d'un an et demi incompatible avec une ouverture à la rentrée 2024</p>	<p>Aucune négociation foncière n'a été entreprise pour l'acquisition de ce site. S'il devait être choisi cela conduirait à une livraison du collège neuf en septembre 2025</p>	<p>Aucune négociation foncière n'a été entreprise pour l'acquisition de ce site. S'il devait être choisi cela conduirait à une livraison du collège neuf en septembre 2025</p>
Bilan impacts sectorisation	Proximité des collégiens et facilité d'accès	Site plus éloigné.	Présence d'un collège privé sur la commune et site plus éloigné des collégiens	Site isolé des lieux de résidence. Impact plus fort sur le collège de St Géry
	Meilleur mixage social au sein de la Mosson, même si le nouveau collège accueille en grande partie une population favorisée			Perte totale de mixité dans les collèges de la Mosson
	Répond au mieux à la saturation des effectifs et favorise la mixité sociale			Répond seulement à la problématique de surcharge des effectifs

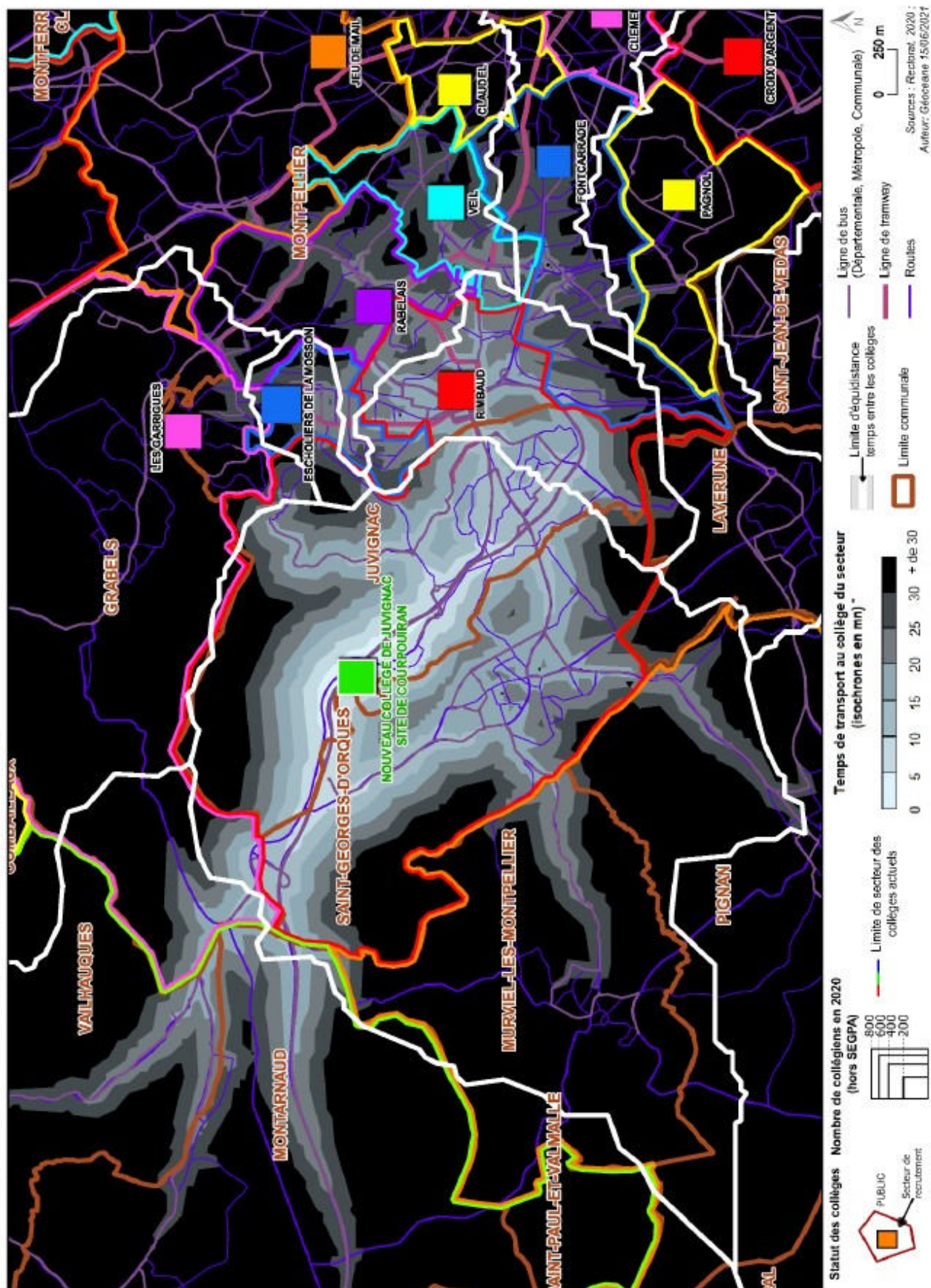


# TEMPS DE TRANSPORT AU SITE DES CONSTELLATIONS



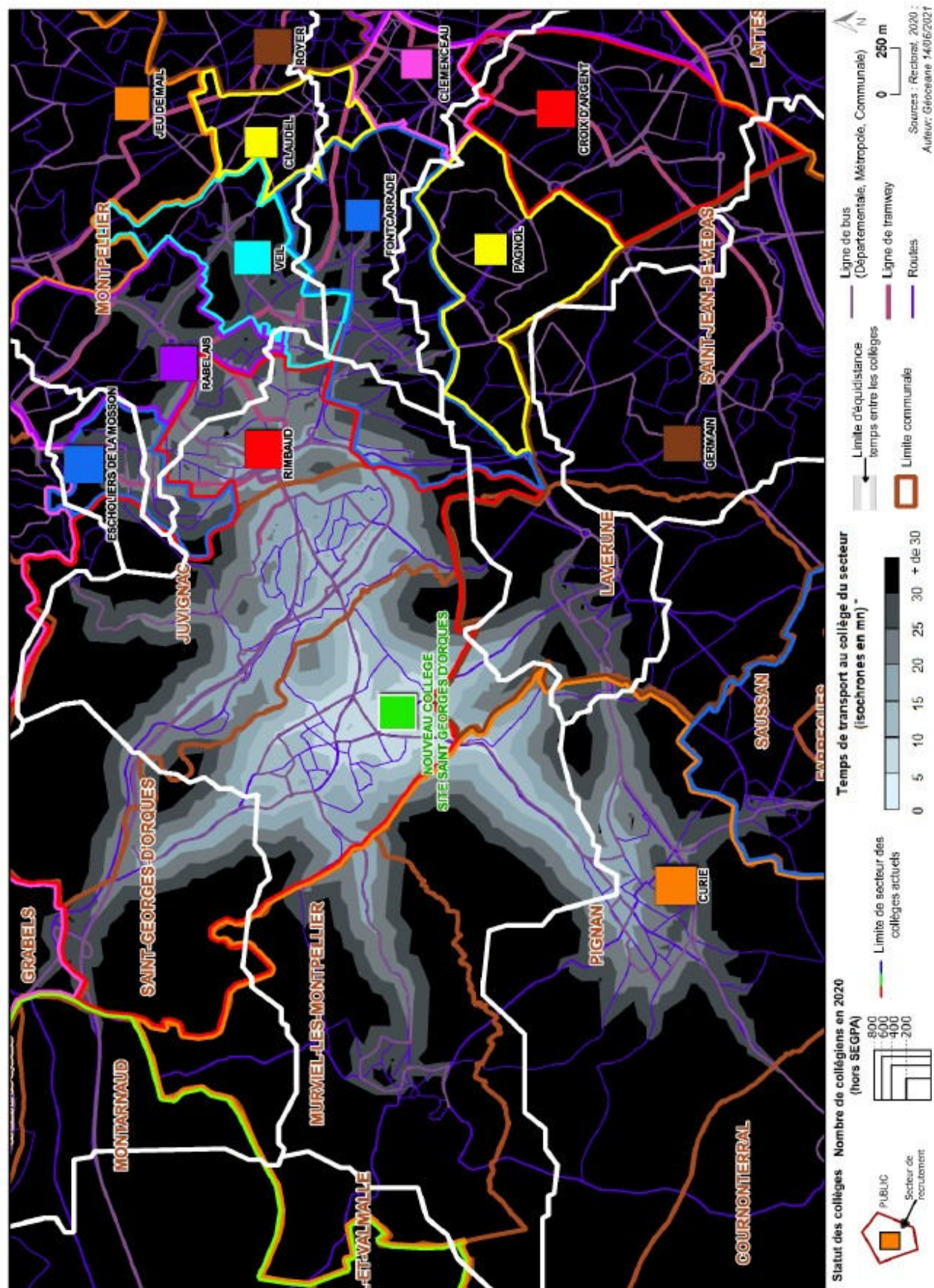


## TEMPS DE TRANSPORT AU SITE DE COURPOUIRAN



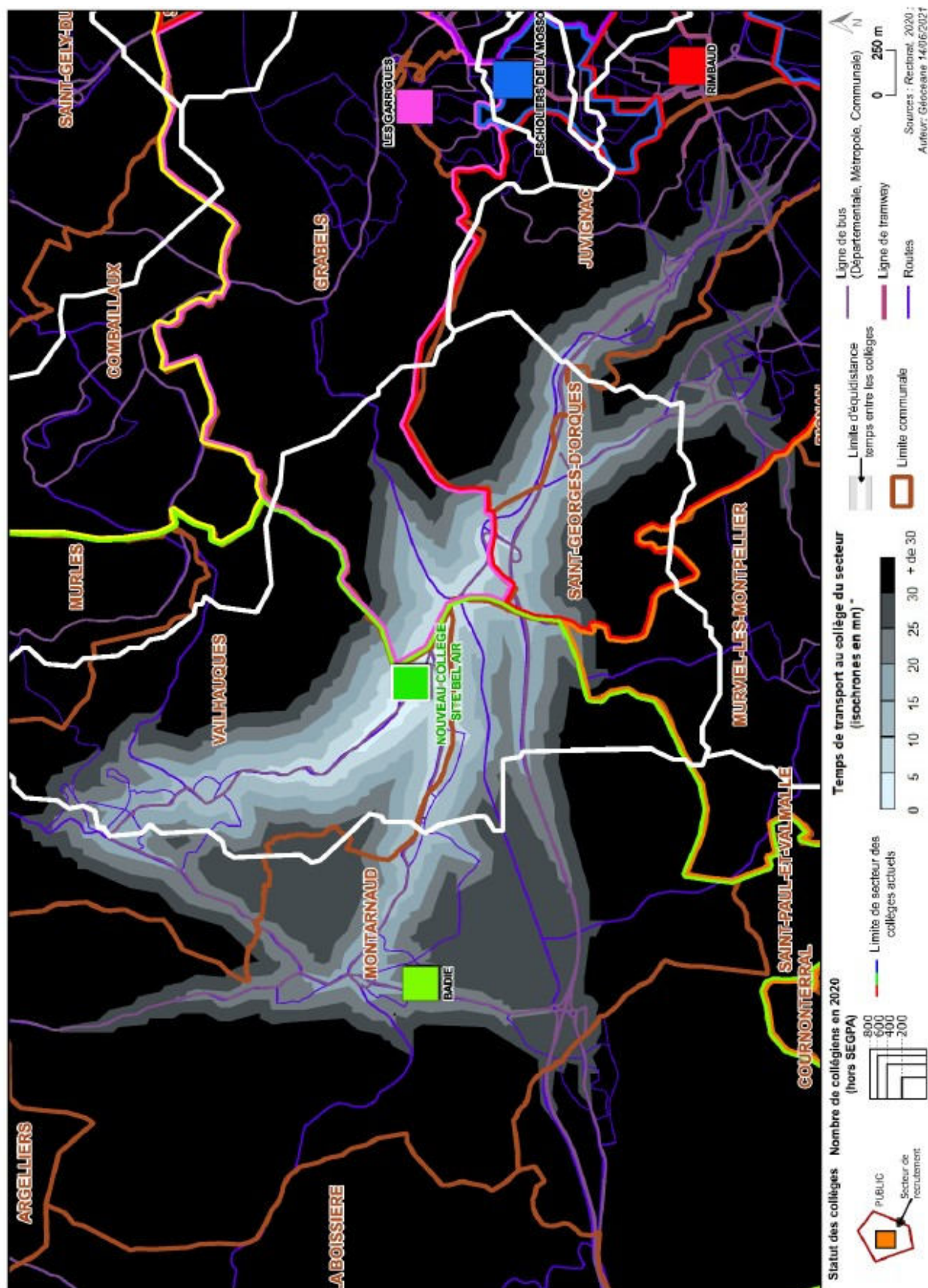


## TEMPS DE TRANSPORT AU SITE DE ST-GEORGES D'ORQUES





## TEMPS DE TRANSPORT AU SITE DE BEL AIR



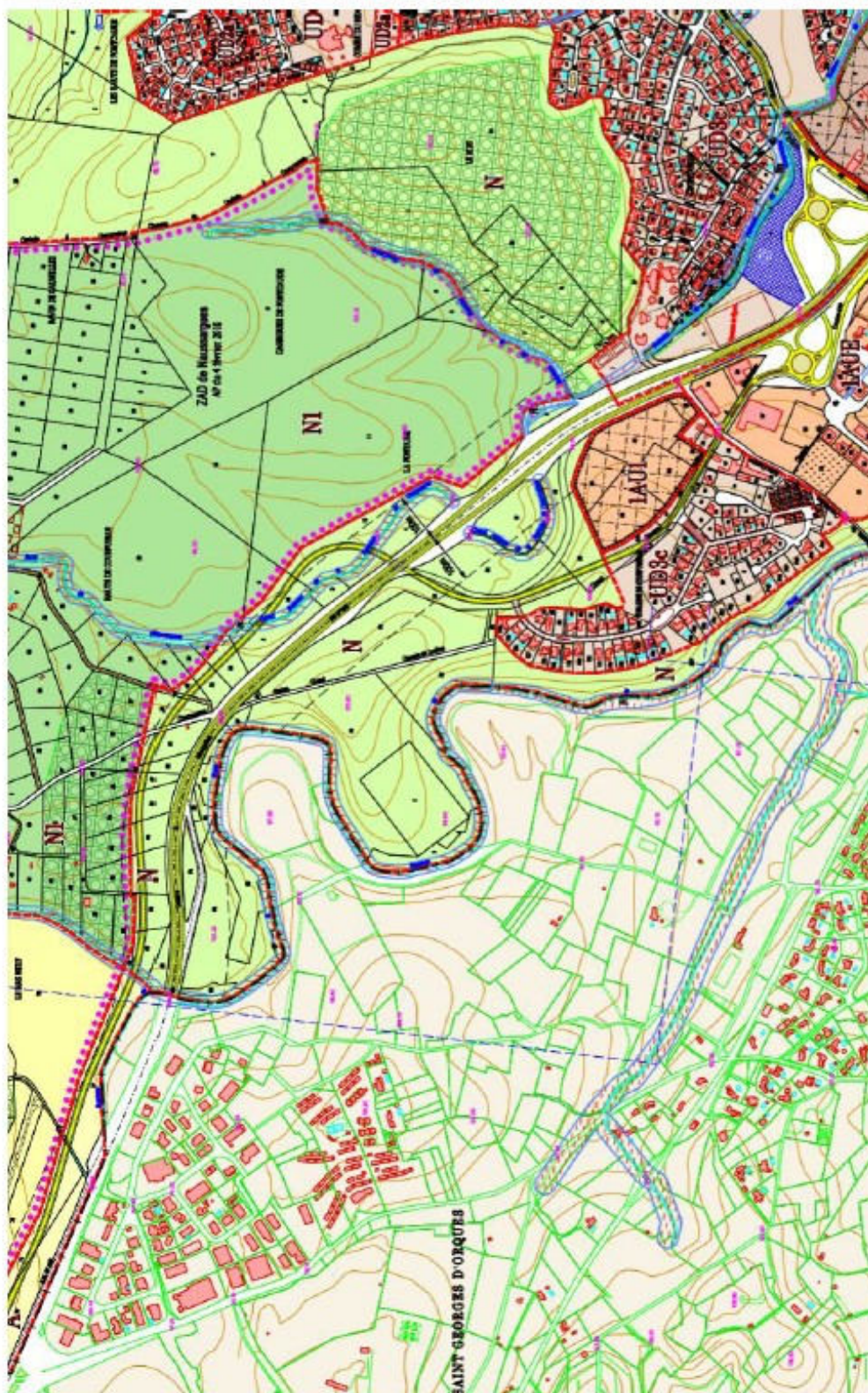


# Site Juvignac





# Site Juvignac Courpouiran





# Site Juvignac Courpouiran





# Site Saint Georges d'Orques



Commune de St Georges d'Orques

29/09/2022



# Site Bel Air

Département de l'Hérault



Commune de Vailhaucques

29/09/2022

21



## **2. Conséquence de l'implantation du collège sur le site du stade de football Pierre-Hugues PENARANDA**

Avec l'implantation du collège sur le site du stade de football Pierre-Hugues PENARANDA, la ville de JUVIGNAC a fait le choix de construire à proximité de l'école Nelson MANDELA un **nouvel équipement sportif d'envergure pour tous les juvignacois.**

Imaginé en collaboration avec les principales associations utilisatrices et le directeur de l'école, c'est un complexe dédié à l'activité physique pour tous et sous toutes ses formes, multigénérationnel, inclusif et ludique qui sera livré aux associations, aux élèves de l'école et plus largement à tous les juvignacois en mai 2024.

### **L'âme du projet retenu au terme du concours : « le parc autour de l'école »**

Le terrain, du fait de sa situation topographique, surplombe la vallée de la MOSSON, la boucle du Golf de FONTCAUDE et s'ouvre sur de grandes perspectives paysagères. Ces éléments ont été le moteur de la conception. L'équipe lauréate a travaillé à la réalisation d'un grand parc dans lequel nul bâtiment, ni activité sportive viennent prendre le dessus sur la nature en place et le paysage qu'elle habite.

Le bâtiment conçu est à la fois invisible depuis le parvis et l'école Nelson Mandela et structure un talus de terre existant qui pour l'heure constitue une frontière entre les éléments du site.

Construit en pierre massive locale et faisant appel à un grand nombre de matériaux biosourcé le bâtiment va bien au-delà des exigences environnementales demandées. Les notions de longévité et d'entretien seront également au cœur des priorités de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Une conception avec des matériaux solides qui ne nécessite que peu ou pas d'entretien, des aménagements robustes et facile à laver, une ventilation simple et efficace, un chauffage calculé au plus juste et sans déperdition pour un coût maîtrisé son autant d'éléments clés du projet.

Le parc ainsi créé accueillera l'ensemble des activités et besoins du site ; il sera un lieu inclusif. Chacun pourra y avoir son espace. C'est un lieu du vivre ensemble dans lequel le sport et les activités de jeu tiennent une place importante.

Dans un site enclavé doté d'une richesse paysagère forte, l'équipe de maîtrise d'œuvre a cherché à proposer, au-delà du programme, un lieu de vie, un support de rencontre et de bien-être au quartier des constellations, tout poche.

Un lieu qui permettra la pratique du sport dans les meilleures conditions possibles mais également permettra un quotidien agréable aux habitants du quartier. Un lieu de rencontre. Un lieu d'échange. Un lieu chargé de ces petits moments de vie que l'on partage. Un lieu de victoire sportive et personnel. Un lieu hors du temps. Un parc.













## L'enveloppe prévisionnelle des travaux

L'enveloppe prévisionnelle de la part travaux est de **4 628 581 € HT soit 5 554 297,20 TTC** (valeur juillet 2022 – TVA à 20%).

## Le planning

PRINCIPALES ETAPES	DATES
ORDRE DE SERVICE / DEMARRAGE	5 OCTOBRE 2022
ETUDES DE CONCEPTION Adaptation Esquisse/APS/APD/PRO	5 OCTOBRE /31 MARS 2023
CONSULTATION DES ENTREPRISES	3 AVRIL 2023/21 JUILLET 2023
ORDRE DE SERVICE /TRAVAUX	21 JUILLET 2023
DEMARRAGE TRAVAUX	24 JUILLET 2023 (préparation)
RECEPTION TRAVAUX	
STADE	6 MAI 2024
PARVIS ET PARKINGS	24 JUIN/30 AOUT 2024
ESPACES VERTS PARVIS	OCTOBRE/NOVEMBRE 2024

## 3. Précision quant au label Bâtiments Durables Occitanie (BDO) évoqué p.14 de la notice de présentation

Il est indiqué p.14 de la notice de présentation que « *le projet de réalisation du collège [...] s'inscrit dans la démarche Bâtiments Durables Occitanie (BDO), avec pour objectif l'obtention du niveau Argent minimum* ».

La démarche de certification BDO est portée par la Région OCCITANIE avec l'Etat, l'ADEME et le Plan Bâtiment Durable National. Le Plan Bâtiment Durable Occitanie a pour ambition de fédérer l'ensemble des acteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier, autour d'une feuille de route co-construite pour favoriser l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux de transition énergétique et écologique du secteur (2020- 2030).

Comme évoqué p.16 de la notice de présentation : « *cette démarche a pour objectif de mettre en œuvre des solutions et d'éprouver leur faisabilité technique et économique permettant la réduction des consommations énergétiques non renouvelables et le déploiement des énergies renouvelables et le recours à des matériaux, systèmes énergétiques ou encore techniques constructives à faible empreinte carbone* ».

Au-delà du rôle essentiel que jouent les communes dans la vitalité de l'économie locale, via le poids de leur « commandes publiques », celles-ci ont également un devoir d'exemplarité. A Juvignac, cela se traduit concrètement avec la construction dès 2017 de l'école Nelson MANDELA (10 M€ - label OR) puis en 2022 avec l'école Maurice BEJART (10M€- label OR).

Le futur complexe sportif Ludwig GUTTMANN, en cours de conception s'inscrira naturellement dans cette dynamique.



# Nous pouvons tous déjà agir !

- Concevoir des aménagements et des ouvrages à la fois durables et évolutifs
- Éviter, réduire et compenser l'artificialisation des sols
- Faire des réalisations bas carbone exemplaires et reproductibles
- Favoriser le recours à des matériaux locaux, bio et géosourcés
- Valoriser et développer les savoir-faire régionaux
- Anticiper les mutations du secteur, notamment grâce au numérique
- Accompagner le changement de comportement des usagers
- Maîtriser individuellement et collectivement notre impact environnemental...



## Comment participer ?

En devenant acteur du plan bâtiment durable Occitanie, en traduisant cet engagement dans un pacte

Connectez-vous sur [www.planbatimentdurableoccitanie.fr](http://www.planbatimentdurableoccitanie.fr)  
[mise en ligne septembre 2020]

Contact : [contact@planbatimentdurableoccitanie.fr](mailto:contact@planbatimentdurableoccitanie.fr)

### Les partenaires :

La DREAL, l'ADEME, le PLAN BÂTIMENT DURABLE NATIONAL et la RÉGION OCCITANIE PARTENAIRES POUR AGIR ENSEMBLE



## Une transition écologique partagée 2020-2030



## Pourquoi un plan bâtiment durable en Occitanie ?

Le plan bâtiment durable Occitanie a pour ambition de fédérer l'ensemble des acteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier, autour d'une stratégie partagée pour réussir la transition énergétique et écologique de ces secteurs en Occitanie.

La croissance démographique de notre région, de près de 1% par an, est un moteur important de notre croissance économique ; elle doit le rester, sans pour autant amplifier notre impact écologique et notre vulnérabilité face au changement climatique.

Pour cela, les infrastructures (bâtiments, aménagements...) doivent évoluer, en repensant l'existant et en innovant dans le neuf.

Le plan sera la déclinaison environnementale de la stratégie RÈPOS (Région à Énergie Positive Occitanie) aux secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier.

## Comment partager ce défi ?

- En créant un nouvel espace d'échanges et de concertation au sein de la communauté professionnelle,
- En favorisant la rencontre de professionnels de différentes filières du secteur, mais aussi le transfert de technologies et de méthodes d'autres branches d'activité,
- En valorisant des actions concrètes d'acteurs régionaux.

C'est ensemble, à travers cette dynamique partenariale, que nous ferons émerger un nouveau modèle de société alliant progrès économique, écologique et social.

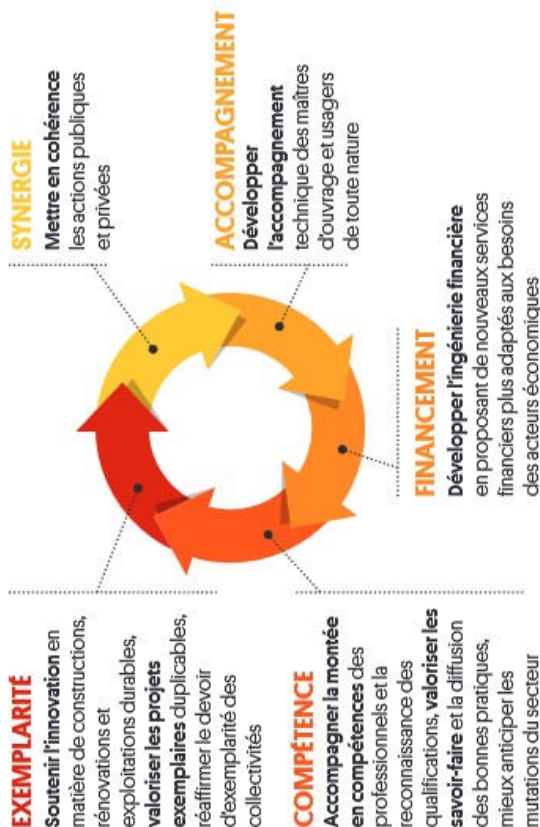
**Pour que nous partagions tous l'ambition de faire de notre territoire une région à énergie positive !**

# Tous unis pour une économie verte

## Un plan conçu collectivement avec l'ensemble des acteurs

Maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises, collectivités, et citoyens doivent se rassembler autour d'objectifs communs pour réaliser localement des travaux durables conformément aux grands objectifs régionaux et nationaux.

### Dans cette optique, le Plan Bâtiment Durable Occitanie s'articule autour de 5 axes de réussite :



## Devenez un acteur reconnu du Plan Bâtiment Durable dans votre région

### Les professionnels étant au cœur de la transition écologique, votre mobilisation est déterminante

En tant qu'acteur du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier, votre contribution à la feuille de route du plan bâtiment durable Occitanie est essentielle.

Devenir un acteur engagé, c'est rejoindre un espace privilégié de mise en relation et d'échanges interprofessionnels, au-delà même du monde de l'aménagement et du bâtiment, favorisant l'émergence de nouvelles méthodes de travail et de technologies.

L'évolution environnementale des pratiques professionnelles s'accomplira ici et avec vous.



### Devenir contributeur du Plan Bâtiment Durable d'Occitanie vous permet aussi de :

- **Profiter de retours d'expérience** de projets exemplaires et améliorer vos pratiques
  - **Bénéficier d'une visibilité** et d'une communication au niveau régional
  - **Être informé** des évolutions des commandes publiques et privées responsables
  - **Améliorer vos process** en anticipant les innovations technologiques et réglementaires
- Des opportunités de partages et des synergies propices au développement de vos activités.**





## **ANNEXES RÉGLEMENTAIRES**

1. Règlement relatif au PPRI approuvé par A.P. du 9 mars 2001
2. Règlement relatif au PPRIF approuvé par A.P. du 30 janvier 2008
3. Aléa "retrait-gonflement des argiles"
4. Prescriptions relatives à la lutte contre l'incendie et à la protection civile
5. Patrimoine archéologique
6. Les 8 orientations fondamentales du SDAGE
7. Arrêté municipal du 09 décembre 1992 relatif aux zones de publicité
8. Prescriptions générales relatives à l'alimentation en eau potable et à la qualité de l'air
9. La nouvelle réglementation parasismique applicable aux bâtiments





**Annexe 1.**

**Règlement relatif au PPRI approuvé par A.P. du 9 mars 2001**





VU  
Le Commissaire  
G.B

DEPARTEMENT DE L'HERAULT - DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT - SERVICE URBANISME  
EAU et ENVIRONNEMENT

## ***Projet de Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation***

Communes de : Combaillaux, Vailhauquès, Montarnaud,  
Murles, Grabels, Juvignac et St Georges d'Orques.

### **2 a - REGLEMENT Inondation**

Elaboration
Procédure

21 - 06 - 2000	26 - 10 - 2000	09 - 03 - 2001
Prescription	Enquête Publique	Approbation





# ZONES ROUGES

La zone rouge correspond à une zone d'écoulement principal où les hauteurs d'eau, et les courants peuvent être très importants.  
On distingue deux types de zones rouge :

1. ZONE ROUGE « R » : pour les zones naturelles, et dont la hauteur d'eau en crue centennale est supérieure à 0,50 m et sur une bande de 10m en bordure de tous les ruisseaux n'ayant pas fait l'objet d'étude hydraulique spécifique.
2. ZONE ROUGE « RU1 » : pour les secteurs urbanisés susceptibles d'être recouverts par une lame d'eau supérieure à 0,50 m en crue centennale et situés dans une zone d'écoulement préférentiel des eaux débordées.

Objectif	Zones	Clauses réglementaires
DISPOSITIONS GENERALES		<b><u>SONT INTERDITS</u></b>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous travaux, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés au paragraphe ci-dessous, (intitulé "SONT ADMIS")</li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>En particulier les réparations au gros oeuvre des dégâts occasionnés uniquement par les crues.</li> </ul>
	R - RU1	<b><u>UTILISATIONS DU SOL</u></b>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les dépôts de matériaux et conditionnements susceptibles d'être emportés ou de gêner l'écoulement des eaux en cas de crue.</li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous remblais modifiant les conditions d'écoulement ou le champ d'expansion des crues et en particulier les endiguements sauf s'ils sont de nature à protéger des lieux fortement urbanisés.</li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les dépôts et stockages de produits dangereux ou polluants</li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les occupations et activités temporaires (parcs d'attraction, fêtes foraines, marché ....) en dehors de la période du 1er mai au 31 août</li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Toutes constructions à caractère vulnérable telles que : écoles, crèches, établissements sanitaires, établissement recevant du public, installations classées .....</li> </ul>



# ZONES ROUGES

Haute vallée de la Mosson

## Clauses réglementaires

Objectif	Zones	SONT ADMIS
MAINTENIR ET AMELIORER L'ACTIVITE EXISTANTE	R - RU1	<p><u>CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES EXISTANTS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux d'entretien et de gestion courants (traitements de façades, réfection de toiture, peinture....)</li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les modifications de constructions sans changement de destination, sauf s'il est de nature à réduire la vulnérabilité du bâtiment et améliorer la sécurité des personnes, sans création de logement supplémentaire, et sous réserve que la surface des planchers soit calée au minimum à la cote de la PHE. En cas de contrainte architecturale majeure, des dispositifs permettant de diminuer la vulnérabilité du bâti devront être mis en place.</li> </ul>
	RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'extension de bâtiments d'habitation existants dans la limite de 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol (une seule fois) et leur modification, sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> <li>- que la sous-face du 1er plancher aménagé soit calée à la cote de PHE,</li> <li>- de prendre en compte les impératifs d'écoulement des crues et que leur implantation ne crée pas d'obstacle à l'écoulement,</li> <li>- que l'extension s'accompagne de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même, à améliorer la sécurité des personnes et à favoriser l'écoulement des eaux,</li> <li>- et que les travaux envisagés ne soient pas de nature à créer un changement de l'usage des locaux sauf s'ils sont de nature à réduire le risque.</li> </ul> </li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si la hauteur d'eau en crue centennale est inférieure à 1,50 m, l'extension des bâtiments d'activités, industries ou agricoles, jusqu'à 20 % de l'emprise au sol (une seule fois) sous réserve : - que la sous-face du 1er plancher aménagé soit calée à la cote de PHE, <ul style="list-style-type: none"> <li>- de prendre en compte les impératifs d'écoulement des crues, que leur implantation ne crée pas d'obstacle à l'écoulement,</li> <li>- et que l'extension n'accroisse pas la vulnérabilité du bâtiment lui-même.</li> </ul> </li> </ul>

# ZONES ROUGES

Haute vallée de la Mosson

Objectif	Zones	Clauses réglementaires
REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET ACTIVITES. MISE EN SECURITE DES PERSONNES		<p><b><u>SONT ADMIS</u></b></p> <p><u>CAMPINGS EXISTANTS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitation des campings et caravanes strictement limitée aux dispositions des arrêtés qui les réglementent.</li> </ul> <p><u>CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES NOUVEAUX</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les forages A.E.P.</li> <li>• Les équipements d'intérêt général, lorsque leur implantation est techniquement irréalisable hors du champ d'inondation. Une étude hydraulique devra en définir les conséquences amont et aval et déterminer leur impact sur l'écoulement des crues, les mesures compensatoires à adopter visant à en annuler les effets et les conditions de leur mise en sécurité. Elle devra en outre faire apparaître les conséquences d'une crue exceptionnelle.</li> </ul>
	R - RU1	
	R - RU1	
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les piscines au niveau du terrain naturel. Un balisage permanent du bassin sera mis en place afin d'assurer la sécurité des personnes et des services de secours.</li> </ul>
MAINTIEN DU LIBRE ECOULEMENT ET DE LA CAPACITE D'EXPANSION DES CRUES	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ouvrages hydrauliques d'intérêt général et de protection indispensables à la régulation des crues après étude hydraulique.</li> </ul>
	R - RU1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La création ou modification de clôtures légères (3 fils ou grillagées à mailles larges) sur mur de soubassement d'une hauteur inférieure ou égale à 0,20 m</li> </ul>



Objetif	Zones	Clauses réglementaires
MAINTIEN DU CHAMP D'EXPANSION DES CRUES	R - RU1	<p><b><u>SONT ADMIS</u></b></p> <p><b><u>TERRASSEMENTS</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les terrassements après étude hydraulique qui en définirait les conséquences amont et aval, et dont l'objectif serait de nature à faciliter l'écoulement et à préserver le stockage ou l'expansion des eaux de crues.</li> <li>• La réalisation de réseaux enterrés sous réserve qu'ils ne soient pas vulnérables aux crues</li> <li>• La réalisation de petites voiries secondaires et peu utilisées (voies piétonnes, pistes cyclables, voies rurales et communales) au niveau du terrain naturel et qui ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des crues.</li> </ul>
REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET ACTIVITES	R - RU1	
EVITER L'AGGRAVATION DU PHENOMENE INONDATION	R - RU1	<p><b><u>ENTRETIEN DU LIT MINEUR</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entretien du lit mineur par débouement sélectif ou enlèvement des atterrissements après procédure d'autorisation conformément aux dispositions de la Loi sur l'eau.</li> <li>• L'entretien des berges par reboisement des talus érodés et entretien sélectif de la ripisylve, conformément aux orientations et aux préconisations du SDAGE</li> <li>• Voir en fin des dispositions générales les dispositions constructives relatives aux bâtiments</li> </ul>

Objectif	Zones	Clauses réglementaires
REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET ACTIVITES	R	<p><b><u>SONT ADMIS</u></b></p> <p><u>MODES CULTURAUX</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les modes culturels, la constitution de haies vives, dont les conséquences peuvent être le ralentissement des écoulements ou l'augmentation de la capacité de stockage des eaux, sans toutefois créer d'obstacle à leur écoulement sous forme de barrage</li> </ul> <p><u>UTILISATIONS DU SOL</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les parcs de stationnement des véhicules sous réserve qu'ils soient organisés et réglementés à partir d'un dispositif d'annonces de crues.</li> </ul>
	R - RU1	



	<p>La zone bleue correspond à une zone d'expansion des crues où les hauteurs d'eau en crue centennale sont inférieures à 0,50 m</p> <p>On distingue deux types de zones bleues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone <u>bleue Bn</u> : pour les secteurs naturels, très faiblement bâtis et qui constituent un champ de dispersion de l'énergie des crues qu'il convient de préserver</li> <li>• La zone <u>bleue Bu</u> : pour les secteurs déjà fortement urbanisés</li> </ul>
Objectif	Clauses réglementaires
<p>EVITER L'AGGRAVATION DU PHENOMENE INONDATION</p>	<p><b><u>I - ZONE BLEUE Bn</u></b></p> <p><b><u>SONT INTERDITS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous travaux de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés au paragraphe ci-dessous, intitulé "SONT ADMIS"</li> </ul> <p><b><u>UTILISATIONS DU SOL</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dépôts de matériaux susceptibles d'être emportés en cas de crue</li> <li>• Tous remblais modifiant les conditions d'écoulement ou le champ d'expansion des crues et en particulier les endiguements</li> <li>• Les dépôts et stockages de produits dangereux ou polluants</li> <li>• Les occupations et activités temporaires (parcs d'attraction, fêtes foraines ..... ) en dehors du 15 mars au 15 septembre.</li> </ul>

Objectif	Clauses réglementaires
<p>REDUIRE OU SUPPRIMER LA VULNERABILITE DES BIENS ET ACTIVITES MISE EN SECURITE DES PERSONNES</p>	<p><b><u>SONT ADMIS :</u></b></p> <p><i><u>CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES EXISTANTS</u></i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux d'entretien et de gestion courants (traitements de façades, réfections de toitures, peintures)</li> <li>• L'extension des bâtiments d'habitations dans la limite de 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol (une seule fois) et leur modification, sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> <li>- que la sous-face du 1<sup>er</sup> plancher aménagé soit calée à la cote de PHE,</li> <li>- de prendre en compte les impératifs d'écoulement des crues et que leur implantation ne créé pas d'obstacle à l'écoulement,</li> <li>- que l'extension s'accompagne de mesures compensatoires de nature à diminuer la vulnérabilité du bâtiment lui-même, à améliorer la sécurité des personnes et à favoriser l'écoulement des eaux,</li> <li>- et que les travaux envisagés ne soient pas de nature à créer un changement de l'usage des locaux sauf s'ils sont de nature à réduire le risque.</li> </ul> </li> <li>• L'extension des bâtiments d'activités, industries ou agricoles, jusqu'à 20 % de l'emprise au sol (une seule fois) sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> <li>- que la sous-face du 1<sup>er</sup> plancher aménagé soit calée à la cote de PHE,</li> <li>- de prendre en compte les impératifs d'écoulement des crues et que leur implantation ne créé pas d'obstacle à l'écoulement,</li> <li>- et que l'extension n'accroisse pas la vulnérabilité du bâtiment lui-même.</li> </ul> </li> </ul>



Objectif	Clauses réglementaires
	<p><b><u>SONT ADMIS</u></b></p> <p><u>CAMPINGS EXISTANTS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'implantation d'HLL dans les campings peut être autorisée sous réserve que le niveau de la sous face du plancher soit au minimum à l'altitude de la PHE</li> <li>• Dans les campings sont en outre admis les travaux d'entretien strictement liés à l'amélioration de la qualité d'accueil sous réserve qu'ils ne créent pas d'incidence sur l'écoulement des crues.</li> </ul> <p><u>CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES NOUVEAUX</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous travaux d'aménagements sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air.</li> <li>• Les surfaces de plancher pour des locaux non habités et strictement liées aux activités autorisées à l'alinéa précédent tels que sanitaires, vestiaires, locaux à matériels, sous réserve que la sous face des planchers soit calée à la cote de la PHE et que les conséquences de ces aménagements sur l'écoulement des crues soient négligeables.</li> <li>• Les piscines implantées au niveau du terrain naturel. Un balisage permanent du bassin sera mis en place afin d'assurer la sécurité des personnes et des services de secours.</li> </ul>

Objectif	Clauses réglementaires
<p>MAINTIEN DU LIBRE ECOULEMENT ET DE LA CAPACITE D'EXPANSION DES CRUES</p>	<p><b><u>SONT ADMIS</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements d'intérêt général, lorsque leur implantation est techniquement irréalisable hors du champ d'inondation. Une étude hydraulique devra en définir les conséquences amont et aval et déterminer leur impact sur l'écoulement des crues, les mesures compensatoires à adopter, visant à en annuler les effets et les conditions de leur mise en sécurité. Elle devra en outre faire apparaître les conséquences d'une crue exceptionnelle.</li> <li>• Les ouvrages hydrauliques d'intérêt général indispensables à la régulation des crues après étude hydraulique.</li> <li>• Les forages A.E.P.</li> <li>• Tous travaux d'aménagements, sans création de remblais, destinés à créer des parcs et jardins d'agrément</li> <li>• La création ou modification de clôtures légères (3 fils ou grillagées) sur mur de soubassement d'une hauteur inférieure ou égale à 0,20 m</li> </ul> <p><b><u>TERRASSEMENTS</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les terrassements, après étude hydraulique qui en définirait la conséquence amont et aval, et dont l'objectif serait de nature à faciliter l'écoulement et à préserver le stockage ou l'expansion des eaux de crues.</li> <li>• La réalisation de réseaux enterrés, sous réserve qu'ils ne soient pas vulnérables aux crues</li> <li>• La réalisation de petites voiries secondaires et peu utilisées (voies piétonnes, pistes cyclables, voies rurales et communales) et qui ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des crues.</li> </ul>



Objectif	Clauses réglementaires
<p>EVITER L'AGGRAVATION DU PHENOMENE INONDATION</p>	<p><b><u>SONT ADMIS</u></b></p> <p>Voir en fin des dispositions générales les recommandations relatives aux dispositions constructives</p> <p><u>ENTRETIEN DU LIT MINEUR</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entretien du lit mineur par déboisement sélectif ou enlèvement des atterrissements après procédure d'autorisation conformément aux dispositions de la Loi sur l'eau.</li> <li>• L'entretien des berges par reboisement des talus érodés et entretien sélectif de la ripisylve conformément aux orientations et préconisations du SDAGE.</li> </ul> <p><u>MODES CULTURAUX</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les serres nécessaires à l'activité agricole, à condition : <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'il s'agisse de serres-tunnel ou plastique sur arceaux,</li> <li>- qu'elles soient disposées dans le sens principal du courant,</li> <li>- qu'elles soient distantes entre elles d'au moins 5 m,</li> <li>- qu'elles ne nuisent pas au bon écoulement ou au stockage des eaux.</li> </ul> </li> </ul> <p><u>UTILISATIONS DU SOL</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parcs de stationnement des véhicules.</li> </ul>

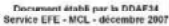
-17-



Objectif	Clauses réglementaires
<p>MAINTIEN DU LIBRE ÉCOULEMENT ET DE LA CAPACITÉ D'EXPANSION DES CRUES</p> <p>LIMITATION DES EFFETS INDUITS "PRESCRIPTIONS"</p>	<p><u><b>SONT ADMIS</b></u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La création d'ouvrages de protection rapprochée dans des lieux fortement urbanisés après étude hydraulique définissant les conséquences amont et aval.</li> <li>• Les piscines au niveau du terrain naturel. Un balisage permanent du bassin sera mis en place afin d'assurer la sécurité des personnes et des services de secours.</li> </ul> <p><u><b>TERRASSEMENTS</b></u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux de terrassement, après étude hydraulique définissant les conséquences amont et aval, qui sont de nature à protéger les lieux déjà fortement urbanisés.</li> <li>• La réalisation de réseaux enterrés, sous réserve qu'ils ne soient pas vulnérables aux crues</li> <li>• La réalisation de petites voiries (voies piétonnes, pistes cyclables, voies rurales et communales) au niveau du sol</li> <li>• Le stockage de produits polluants nécessaires à la consommation individuelle sous réserve qu'il soit réalisé dans des récipients étanches et protégés contre les effets de l'inondation centennale.</li> </ul> <p><u><b>UTILISATIONS DU SOL</b></u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parcs de stationnement des véhicules.</li> </ul>

**Annexe 2.**  
**Règlement relatif au PPRIF approuvé par A.P. du 30 janvier**  
**2008**










PREFECTURE DE L'HERAULT

# PPRif

## PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES D'INCENDIES DE FORÊT

### COMMUNE DE JUVIGNAC

### *Règlement*

PRESCRIPTION PAR	<b>A. P. N° 2005 -01- 1855</b>	<b>DU 26 JUILLET 2005</b>
ENQUÊTE PUBLIQUE PAR	<b>A. P. N° 2007 -01-1059</b>	<b>DU 1<sup>ER</sup> JUIN 2007</b>
APPROBATION PAR	<b>A. P. N° 2008 -01-194</b>	<b>DU 30 JANVIER 2008</b>
 DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT	ETABLI PAR LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT  Place Chaptal CS 69506 34960 MONTPELLIER Cedex 2 Tél. : 04.67.34.28.63 – Fax : 04.67.34.29.66	

**Sommaire :**

<i>Préambule</i>	<i>Page 3</i>
<b>1 Zone A</b>	<b>Page 4</b>
1.1 Projets nouveaux	Page 4
1.1.1 Constructions nouvelles interdites	Page 4
1.1.2 Constructions admises avec prescriptions	Page 4
1.1.3 Reconstruction d'un bâtiment existant	Page 4
1.1.4 Règles de constructions	Page 6
1.2 Constructions existantes	Page 7
1.3 Débroussaillage	Page 8
<b>2 Zone B1</b>	<b>Page 9</b>
2.1 Projets nouveaux	Page 9
2.2 Mise en sécurité des projets nouveaux	Page 13
2.3 Mise en sécurité des constructions existantes	Page 16
2.4 Débroussaillage	Page 16
<b>3 Zone B2</b>	<b>Page 17</b>
3.1 Projets nouveaux	Page 17
3.2 Mise en sécurité des constructions existantes	Page 19
3.3 Débroussaillage	Page 19
<b>4 Recommandations indicatives</b>	<b>Page 20</b>
4.1 Applicables aux zones A, B1 et B2	Page 20
4.2 Applicable à la zone B2	Page 20
<b>Annexe I</b>	<b>Page 21</b>

## Préambule

**Les zones de « danger » (zone A)** concernent principalement les grands espaces naturels exposés aux incendies de forêt. De même, lorsque des zones d'aléa moindre, même nul, de petite superficie existent à l'intérieur des zones de danger, elles sont automatiquement considérées comme des zones de danger et classées en zone A.

Les zones A sont des zones où l'aléa est fort à très fort où l'implantation de nouvelles constructions est interdite.

S'il existe à l'intérieur de ces zones des constructions existantes, celles-ci doivent mettre en œuvre des prescriptions individuelles justifiées par leur exposition particulière au risque d'incendie de forêt.

**Les zones de « précaution forte » (zone B1)** sont des zones où l'aléa est fort et où les constructions isolées et l'habitat diffus sont proscrits.

Les zones B1 sont des zones tampon avec les zones de danger ou des zones potentiellement urbanisables en urbanisation non isolée. Implantés en continuation d'une urbanisation existante, les projets urbains sont autorisés suivant des prescriptions constructives précises et des normes d'accessibilité et d'hydrant bien définies. Une bande de 50 mètres, traitée afin d'en diminuer la combustibilité et la puissance d'un feu, sera positionnée chaque fois que cela se présentera en interface avec la zone A et à l'intérieur du périmètre urbanisé.

**Les zones de « précaution » (zone B2)** sont des zones où l'aléa est encore présent mais où l'urbanisation occupe la majeure partie de l'espace.

Les zones B2 sont des zones déjà fortement urbanisées où une densification urbaine est souhaitée. Une urbanisation totale de ces espaces avec une garantie de l'accessibilité et du réseau d'hydrants sera de nature à réduire significativement le risque.

**Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé** cités dans le présent règlement sont à réaliser selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral 2004-I-907 du 13 avril 2004 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2005-01-539 du 7 mars 2005 et complété par l'arrêté préfectoral n° 2007-1-703 du 4 avril 2007.



## **1. Zone A (zone de danger)**

### **1.1 Projets nouveaux :**

- 1.1.1 La zone A (rouge) correspond à la zone de danger, avec un aléa feu de forêt fort pouvant générer un risque potentiellement fort **où toutes les constructions nouvelles, l'implantation nouvelle d'habitations légères de loisirs et les nouveaux stationnements de caravanes sont interdits ;**
- 1.1.2 Cependant, peuvent être **admis avec prescriptions** sous réserve d'être réalisés conformément aux prescriptions constructives et de ne pas créer de nouveaux logements, ce qui aggraverait le risque :
  - 1.1.2.1 Les aménagements, travaux et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
  - 1.1.2.2 Les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les incendies de forêt ;
  - 1.1.2.3 Les locaux techniques nécessaires à l'exploitation agricole (y compris sylvicole) sauf locaux d'habitation ou d'accueil du public ;
  - 1.1.2.4 Les travaux d'entretien et de gestion courante ainsi que les travaux de mise aux normes de confort des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent plan ;
  - 1.1.2.5 Les changements de destination des constructions ou leur extension ;
  - 1.1.2.6 Les annexes des bâtiments d'habitation, sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et qu'elles se situent à moins de 20 mètres du bâtiment d'habitation ;
  - 1.1.2.7 Les infrastructures publiques (réseaux routiers, ferrés, de transport et de distribution téléphonique ou électrique) ;
  - 1.1.2.8 Les réparations effectuées sur un bâtiment partiellement sinistré ;
  - 1.1.2.9 Les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics (cimetières, déchetteries ...) à l'exclusion de tout bâtiment abritant une activité humaine permanente.
- 1.1.3 La reconstruction d'un bâtiment existant détruit est subordonnée à la réalisation préalable des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie (voir ci-dessous 1.1.3.1) ainsi qu'à l'accessibilité depuis une voie ouverte à la circulation publique (voir ci-dessous 1.1.3.2). Les règles de construction précisées au 1.1.4 seront alors applicables.
  - 1.1.3.1 Sont considérés comme **disposant d'une défense extérieure contre l'incendie**, les constructions dont l'entrée est **située à moins de 150 mètres** (cent cinquante mètres) mesurés suivant l'axe de la voie ou du chemin qui

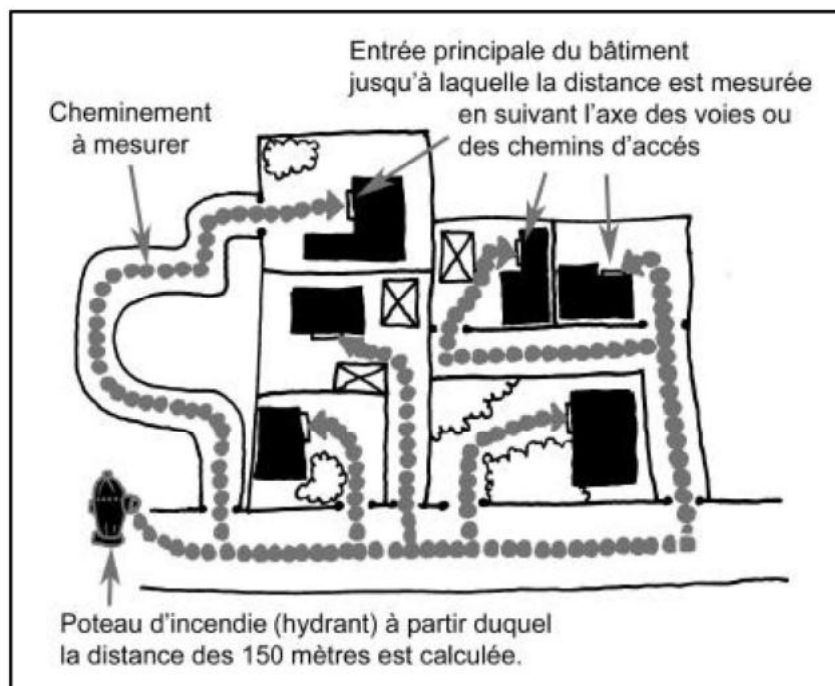
relie l'entrée principale de la construction à **un point d'eau réglementaire** (cf. schéma n°1).

Un point d'eau réglementaire est constitué indifféremment soit par un poteau ou bouche d'incendie (hydrant) relié à un réseau de distribution d'eau permettant de réaliser un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant 2 heures, soit un réservoir doté d'une prise d'eau normalisée, accessible aux véhicules de lutte contre l'incendie et capable de fournir un volume de 120 m<sup>3</sup> pendant deux heures.

Les hydrants devront être distants entre eux de 200 mètres maximum par les voies carrossables.

### Schéma n° 1

Mode de calcul de la desserte par le réseau de distribution d'eau.



1.1.3.2 Sont considérées comme accessibles depuis une voie ouverte à la circulation publique, les constructions **situées à moins de 100 mètres** (cent mètres mesurés suivant l'axe de la voie ou du chemin qui relie l'entrée de la construction à la voie ouverte à la circulation publique accessible aux engins de secours - cf. schéma n°2) d'une **voirie ouverte à la circulation publique** normalisée.

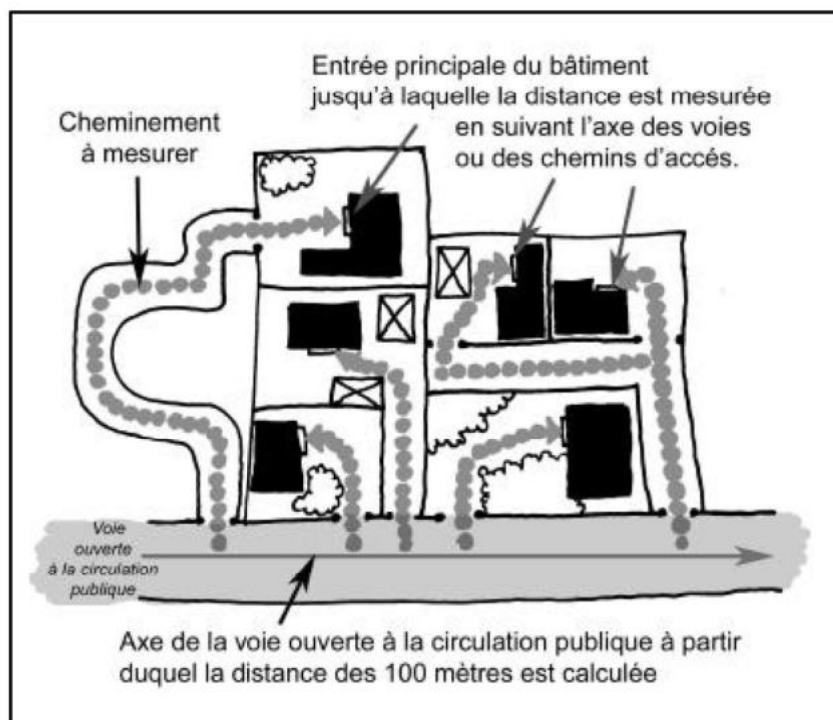
Est considérée comme normalisée une voie ouverte à la circulation publique présentant les caractéristiques suivantes :

- Largeur minimale de la bande de roulement : 4 mètres (bandes réservées au stationnement exclues) ;
- Force portante pour un véhicule de 160 kilos-newtons avec un maximum de 90 kilos-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum ;
- Résistance au poinçonnement : 80 newtons/cm<sup>2</sup> sur une surface maximale de 0,20 m<sup>2</sup> ;
- Rayon intérieur des tournants de 9 mètres minimum ;
- Pente inférieure à 15 % ;



- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 4 mètres de hauteur.
- Ces voies se termineront sur un **point de retournement**, calculé sur la base des prescriptions techniques générales du SDIS de l'Hérault (Té de retournement, placette circulaire, comportant des tournants dont le rayon intérieur doit être supérieur ou égal à 9 mètres ;
- Débroussaillage et maintien en état débroussaillé.

**Schéma n° 2**  
Mode de calcul de la desserte par les voies ouvertes à la circulation publique.



#### 1.1.4 Règles de construction :

**Enveloppes :** Enveloppes des bâtiments constituées par des murs en dur présentant une durée coupe feu d'une demi-heure. Revêtements de façades présentant un critère de réaction au feu MO\*, parties de façades incluses dans le volume des vérandas comprises.

**Ouvertures :** Ensemble des ouvertures occultables par des dispositifs présentant une durée coupe feu d'une demi-heure.

Jointures assurant un maximum d'étanchéité, parties de façades incluses dans le volume, vérandas comprises.

**Couvertures :** Revêtements de couvertures classés en catégorie MO\*, partie de couverture incluse dans le volume des vérandas comprises.

Toutefois, les revêtements de couvertures classés en catégorie M1\*, M2\*, M3\* peuvent être utilisés s'ils sont établis sur un support continu en matériau incombustible ou en panneaux de bois ou tout autre matériau reconnu équivalent par le comité d'étude et de classification des matériaux (CECM) et des éléments de construction par rapport au danger d'incendie.

Pas de partie combustible à la jonction entre la toiture et les murs.



*Conduits extérieurs des cheminées :*

- Equipés dans leur partie située au-delà de leur débouché en toiture d'un clapet coupe feu d'une demi-heure et actionnables depuis l'intérieur de la construction ;
- Réalisés en matériau MO\* et présentant une durée coupe feu d'une demi-heure depuis leur débouché en toiture jusqu'au niveau du clapet coupe feu et munis d'un pare-étincelles en partie supérieure.

*Conduites et canalisations diverses :* Conduites et canalisations desservant l'habitation et apparentes à l'extérieur présentant une durée coupe feu de traversée d'une demi-heure.

*Gouttières et descentes d'eau :* Gouttières et descentes d'eau réalisées en matériaux M1\* minimum.

*Auvents :* Toitures réalisées en matériaux M1\* minimum et ne traversant pas les murs d'enveloppe de la construction.

*Barbecues :* Barbecues fixes, constituant une dépendance d'habitation, équipés de dispositifs pare étincelles et de bac de récupération des cendres situés hors de l'aplomb de toute végétation.

*\* Norme technique de classement de la résistance au feu des matériaux. L'arrêté ministériel du 30 juin 1983 modifié par les arrêtés ministériels des 28 août 1991, 21 novembre 2002 (JO n°304 du 31 décembre 2002) rectificatif annexes 3 et 4 (JO du 15 février 2003) et du 13 août 2003 (JO du 5 septembre 2003), établit ce classement.*

## 1.2 Constructions existantes :

Les réserves de combustibles extérieures sont interdites à moins de 10 mètres des constructions.

Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies à une profondeur permettant une durée coupe-feu d'une demi-heure (aucun passage à l'air ne sera maintenu).

Toutefois si l'enfouissement des citernes et des canalisations s'avère techniquement difficilement réalisable (sol rocheux...), celles-ci devront être ceinturées par un mur de protection en maçonnerie pleine de 0,1 mètres d'épaisseur au moins (ou tout autre élément incombustible présentant une résistance mécanique équivalente), et dont la partie supérieure dépasse de 0,5 mètres au moins celles des orifices des soupapes de sécurité. Le périmètre situé autour des ouvrages devra être exempt de tout matériau ou végétal combustible sur une distance de 4 mètres mesurée à partir du mur de protection.

L'ensemble des travaux de mise en sécurité des constructions existantes est à la charge du propriétaire et doit être réalisé dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPR, et sans excéder les cinq ans prévus à l'article 5 du Décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par le Décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005.

### 1.3 Débroussaillage

Sur l'ensemble de la zone de danger, la profondeur de débroussaillage est autorisée à 100 mètres (cent mètres) mais obligatoire à 50 mètres (cinquante mètres) autour des constructions de toute nature, habitations et bâtiments d'accueil du public à la charge du propriétaire des constructions de toute nature, des habitations et des bâtiments d'accueil du public même s'il faut débroussailler sur la propriété d'autrui.

Le débroussaillage de mise en sécurité dans la zone de danger doit être réalisé dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPR, et sans excéder une année. Le maintien en état débroussaillé sera constant.

Article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par le Décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005.



## Zones B1 et B2 (zones de précaution)

La zone bleue, ou zone de précaution, est subdivisée en deux zones :

- B1 (bleu foncé) - précaution forte : nouvelles constructions isolées interdites, autres constructions autorisées sous prescriptions ;
- B2 (bleu clair) - précaution : constructions autorisées sous prescriptions.

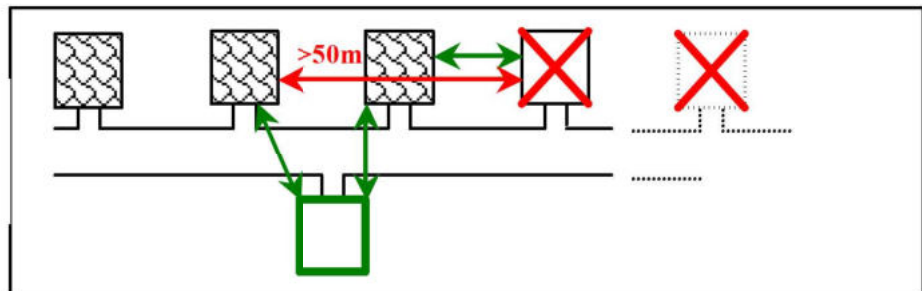
### 2. Zone B1 – zone de précaution forte :

#### 2.1 Projets nouveaux

2.1.1 Tout nouveau bâtiment **individuel isolé** est interdit :

*Un bâtiment n'est pas isolé lorsqu'il se situe à moins de 50 mètres (cinquante mètres) d'au moins deux bâtiments existants (cf. schéma n°3).*

**Schéma n° 3**  
Définition du  
bâtiment isolé



2.1.1.1 Toutefois, dans le périmètre de ZAC, de lotissement ou de projet d'urbanisation groupée, cette règle d'isolement n'est pas obligatoire dans la mesure où « l'étude de risque d'incendie de forêt » (conforme à l'annexe I - page 20) démontre explicitement que le projet n'aggrave pas le risque (voir § 2.2.1).

2.1.1.2 Cependant, peuvent être **admis avec prescriptions** sous réserve d'être réalisés conformément aux prescriptions constructives et de ne pas créer de nouveaux logements, ce qui aggraverait le risque :

- 2.1.1.2.1 Les aménagements, travaux et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
- 2.1.1.2.2 Les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les incendies de forêt ;
- 2.1.1.2.3 Les locaux techniques nécessaires à l'exploitation agricole (y compris sylvicole) sauf locaux d'habitation ou d'accueil du public ;
- 2.1.1.2.4 Les travaux d'entretien et de gestion courante ainsi que les travaux de mise aux normes de confort des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent plan ;

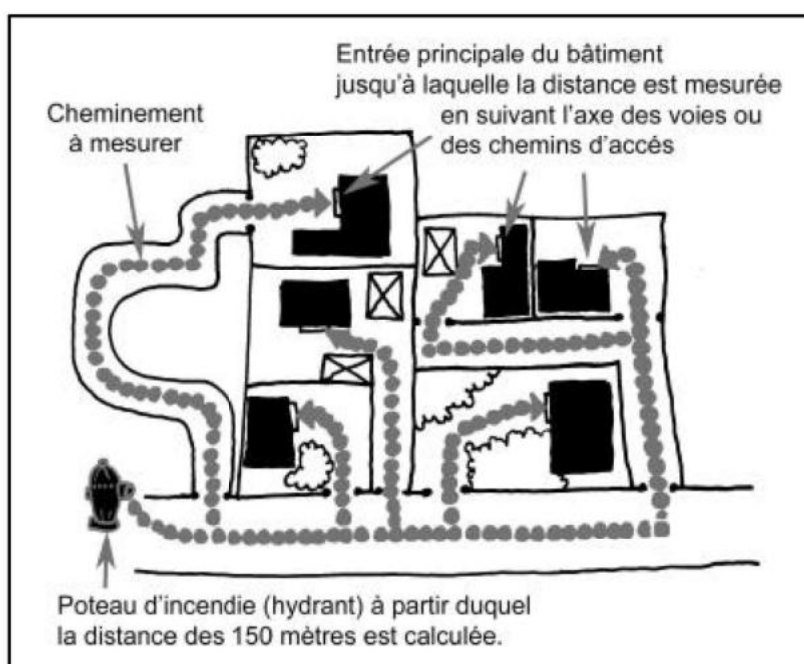
- 2.1.1.2.5 Les changements de destination des constructions ou leur extension ;
  - 2.1.1.2.6 Les annexes des bâtiments d'habitation, sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et qu'elles se situent à moins de 20 mètres du bâtiment d'habitation ;
  - 2.1.1.2.7 Les infrastructures publiques (réseaux routiers, ferrés, de transport et de distribution téléphonique ou électrique) ;
  - 2.1.1.2.8 Les réparations effectuées sur un bâtiment partiellement sinistré ;
  - 2.1.1.2.9 Les équipements et constructions nécessaires au fonctionnement des services publics (cimetières, déchetteries ...) à l'exclusion de tout bâtiment abritant une activité humaine.
- 2.1.2 Les constructions nouvelles ne disposant pas d'une défense extérieure contre l'incendie **sont interdites**.

Sont considérés comme **disposant d'une défense extérieure contre l'incendie**, les constructions dont l'entrée est **située à moins de 150 mètres** (cent cinquante mètres), mesurés suivant l'axe de la voie ou du chemin qui relie l'entrée principale de la construction, d'un **point d'eau réglementaire** (cf. schéma n°4).

*Un point d'eau réglementaire est constitué indifféremment soit par un poteau ou bouche d'incendie (hydrant) relié à un réseau de distribution d'eau permettant de réaliser un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant 2 heures, soit un réservoir doté d'une prise d'eau normalisée, accessible aux véhicules de lutte contre l'incendie et capable de fournir un volume de 120 m<sup>3</sup> pendant deux heures.*

*Les hydrants devront être distants entre eux de 200 mètres maximum par les voies carrossables.*

**Schéma n° 4**  
Mode de calcul  
de la desserte  
par le réseau  
de distribution  
d'eau.



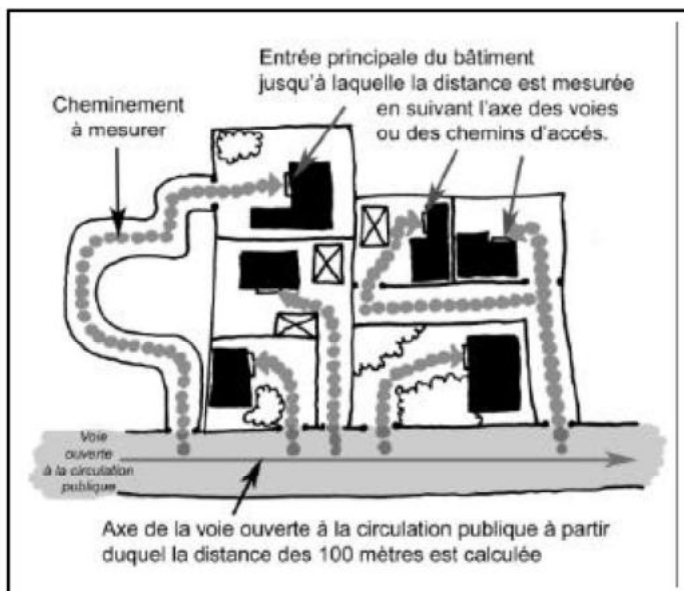


2.1.3 Les constructions nouvelles situées à plus de 100 mètres d'une voirie ouverte à la circulation publique normalisée\* (cent mètres mesurés suivant l'axe de la voie ou du chemin qui relie l'entrée de la construction à la voie ouverte à la circulation publique accessible aux engins de secours – cf. schéma n°5) **sont interdites**.

*Est considérée comme normalisée une voie ouverte à la circulation publique présentant les caractéristiques suivantes :*

- Largeur minimale de la bande de roulement : 4 mètres (bandes réservées au stationnement exclues) ;
- Force portante pour un véhicule de 160 kilos-newtons avec un maximum de 90 kilos-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum ;
- Résistance au poinçonnement : 80 newtons/cm<sup>2</sup> sur une surface maximale de 0,20 m<sup>2</sup> ;
- Rayon intérieur des tournants de 9 mètres minimum ;
- Pente inférieure à 15 % ;
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 4 mètres de hauteur.
- Ces voies se termineront sur un point de retournement, calculé sur la base des prescriptions techniques générales du SDIS de l'Hérault (Té de retournement, placette circulaire, comportant des tournants dont le rayon intérieur doit être supérieur ou égal à 9 mètres ;
- Débroussaillage et maintien en état débroussaillé

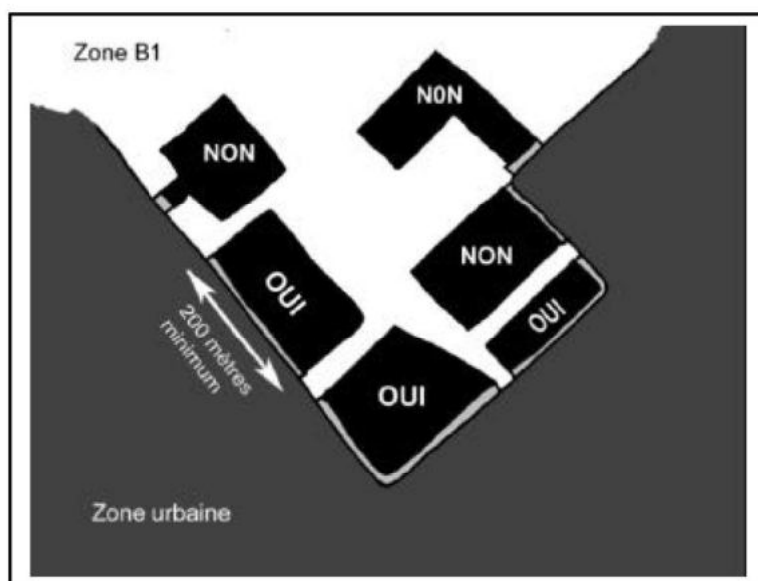
**Schéma n° 5**  
Mode de calcul de la desserte par les voies ouvertes à la circulation publique.



2.1.4 La création, l'installation ou l'extension des campings, villages de vacances, colonies de vacances, habitations légères de loisirs et caravanes **sont interdites**.

- 2.1.5 Les installations aériennes de réserves d'hydrocarbures liquéfiés ou liquides, ainsi que le passage à l'air libre des canalisations alimentant les constructions **sont interdites**.
- 2.1.6 Les opérations d'urbanisme collectives non visées au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme ou les opérations d'urbanisme visées au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme et qui ne seraient pas en continuité directe avec une zone déjà urbanisée **sont interdites** (la continuité directe s'entend avec une zone de contact d'au minimum de 200 mètres et au minimum au moins égale au tiers de son périmètre – cf. schéma n°6).

**Schéma n° 6**  
Exemples de continuité autorisées ou non en fonction du périmètre total et de la longueur de la zone de contact.



- 2.1.7 Les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) **sont autorisées sous réserve** que l'étude de danger de l'ICPE démontre explicitement que celle-ci ne présente pas de **risque global d'incendie de forêt\*** ou prévoit les parades pérennes permettant de limiter ce risque.
- 2.1.8 Les ERP (établissements recevant du public) **sont autorisés sous réserve** qu'une **étude de risque d'incendie de forêt**, réalisée suivant les critères listés en annexe I et validée par la DDAF, justifie de la non-aggravation du risque global d'incendie de forêt\* ou propose des mesures de réduction de l'aléa pérennes permettant de limiter ce risque.

\* Le risque global d'incendie de forêt est défini comme le risque d'augmenter la probabilité d'éclosion d'un feu ainsi que d'aggraver les conséquences du passage possible d'un incendie de forêt.

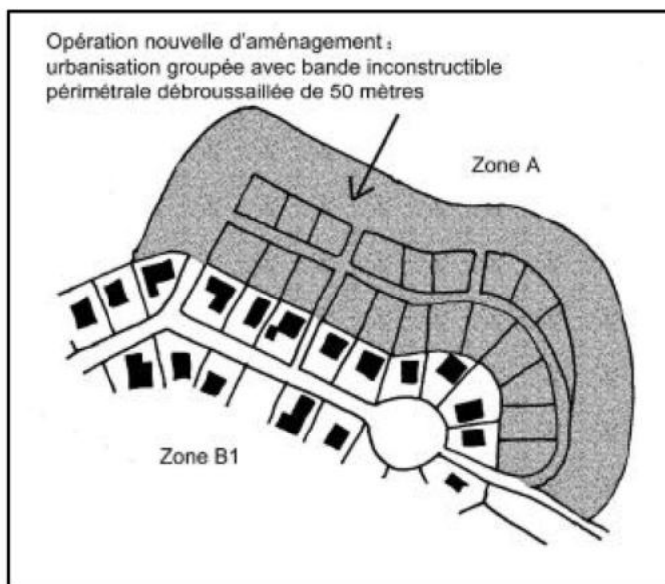


**2.1.9 La reconstruction d'un bâtiment existant détruit** est subordonnée à la réalisation préalable des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie (voir ci-dessus (2.1.2) ainsi qu'à l'accessibilité depuis une voie ouverte à la circulation publique (voir ci-dessus 2.1.3). Les règles de construction précisées au 2.2.2 ci-après sont alors applicables.

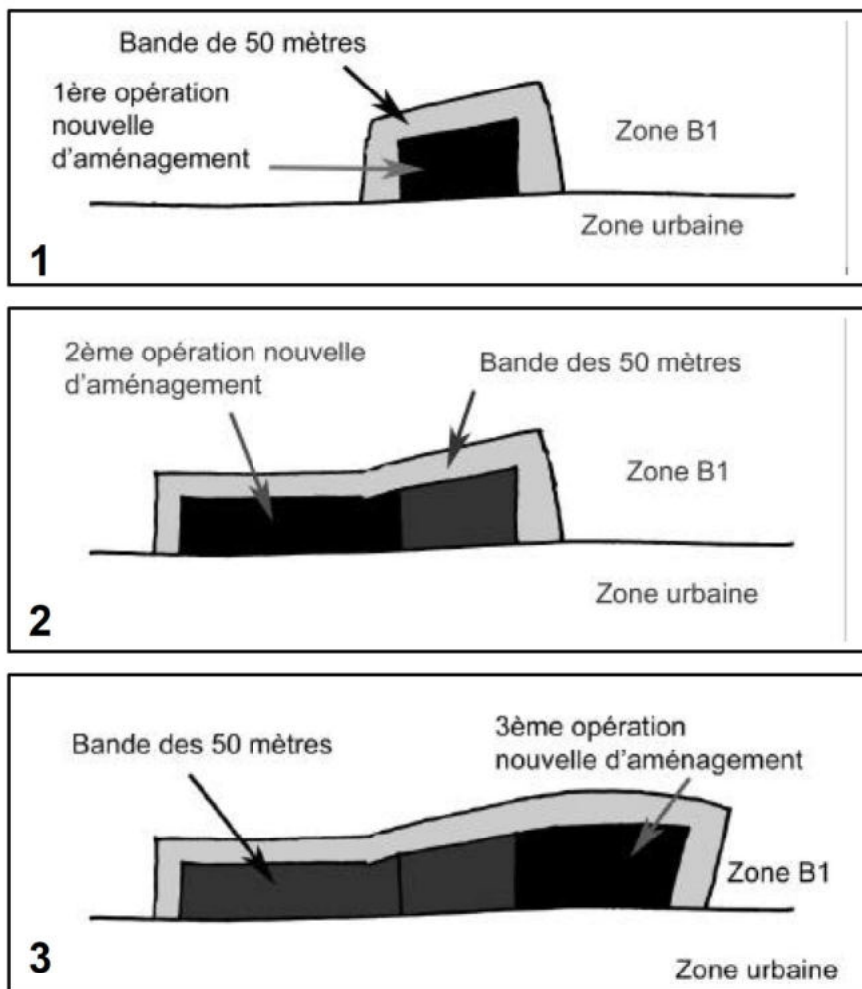
## 2.2 Conditions de mise en sécurité des projets nouveaux :

**2.2.1** Toute opération nouvelle d'aménagement visée au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme (ZAC ou lotissements), comportera obligatoirement dans le périmètre en contact avec la zone naturelle ou la zone A, une bande de terrain inconstructible de 50 (cinquante) mètres à maintenir en état débroussaillé isolant les constructions des terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations forestières ou reboisements. La bande inconstructible ne doit pas englober la totalité de l'aménagement, mais doit se situer à l'interface (c'est-à-dire en bordure des terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations forestières ou reboisements), et l'isoler du peuplement combustible – cf. schéma n°7.

**Schéma n° 7**  
*Définition de la bande de 50 mètres d'inconstructibilité dans le périmètre de l'opération d'urbanisme en imposant son débroussaillage à la charge des propriétaires des constructions (protection individuelle).*



**Schéma n° 8**  
Jumelage et  
extension  
d'opérations  
d'urbanisme  
et maintien de  
la bande des  
50 mètres.



Deux ou plusieurs opérations nouvelles d'aménagement visées au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme (ZAC ou lotissements) pourront se jumeler dans la mesure où la continuité de la bande de 50 mètres isolant les constructions des terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations forestières ou reboisements est réalisée sur toute la zone d'interface – cf. schéma n°8.

Des passages réservés aux véhicules de prévention et de lutte contre les incendies de forêt seront aménagés perpendiculairement à la bande inconstructible de 50 mètres et tous les 150 mètres maximum, afin d'obtenir une communication entre l'espace naturel et la zone ouverte à la circulation publique.

Si possible, la position de ces passages devra coïncider avec l'implantation des hydrants.

Les opérations d'aménagement visées au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme non directement en continuité avec une zone déjà urbanisée mais bénéficiant d'une « étude de risque d'incendie de forêt » réalisée par l'aménageur



(conforme à l'annexe I - page 21) seront autorisées après avis favorable de la DDAF.

Toutefois, dans le cadre d'une ZAC, une « étude de risque d'incendie de forêt » concernant la totalité du périmètre de la ZAC pourra être réalisée. Cette étude vaudra « étude de risque incendie de forêt » pour l'ensemble des opérations à réaliser dans le périmètre de la ZAC à l'exception des ICPE.

Pour chaque ICPE qui s'installera dans le périmètre de la ZAC, l'étude de danger de l'ICPE devra démontrer explicitement que celle-ci n'aggraverait pas le risque global d'incendie de forêt.

### 2.2.2 Règles de construction :

*Enveloppes* : Enveloppes des bâtiments constituées par des murs en dur présentant une durée coupe feu d'une demi-heure. Revêtements de façades présentant un critère de réaction au feu MO\*, parties de façades incluses dans le volume des vérandas comprises.

*Ouvertures* : Ensemble des ouvertures occultables par des dispositifs présentant une durée coupe feu d'une demi-heure.

Jointures assurant un maximum d'étanchéité, parties de façades incluses dans le volume, vérandas comprises.

*Couvertures* : Revêtements de couvertures classés en catégorie MO\*, partie de couverture incluse dans le volume des vérandas comprises.

Toutefois, les revêtements de couvertures classés en catégorie M1\*, M2\*, M3\* peuvent être utilisés s'ils sont établis sur un support continu en matériau incombustible ou en panneaux de bois ou tout autre matériau reconnu équivalent par le comité d'étude et de classification des matériaux (CECM) et des éléments de construction par rapport au danger d'incendie.

Pas de partie combustible à la jonction entre la toiture et les murs.

#### *Conduits extérieurs des cheminées :*

- Equipés dans leur partie située au-delà de leur débouché en toiture d'un clapet coupe feu d'une demi-heure et actionnables depuis l'intérieur de la construction ;
- Réalisés en matériau MO\* et présentant une durée coupe feu d'une demi-heure depuis leur débouché en toiture jusqu'au niveau du clapet coupe feu et munis d'un pare-étincelles en partie supérieure.

*Conduites et canalisations diverses* : Conduites et canalisations desservant l'habitation et apparentes à l'extérieur présentant une durée coupe feu de traversée d'une demi-heure.

*Gouttières et descentes d'eau* : Gouttières et descentes d'eau réalisées en matériaux M1\* minimum.

*Auvents* : Toitures réalisées en matériaux M1\* minimum et ne traversant pas les murs d'enveloppe de la construction.



*Barbecues* : Barbecues fixes, constituant une dépendance d'habitation, équipés de dispositifs pare étincelles et de bac de récupération des cendres situés hors de l'aplomb de toute végétation.

*\* Norme technique de classement de la résistance au feu des matériaux. L'arrêté ministériel du 30 juin 1983 modifié par les arrêtés ministériels des 28 août 1991, 21 novembre 2002 (JO n°304 du 31 décembre 2002) rectificatif annexes 3 et 4 (JO du 15 février 2003) et du 13 août 2003 (JO du 5 septembre 2003), établit ce classement.*

### 2.3 Conditions de mise en sécurité des constructions existantes

Les réserves de combustibles extérieures sont interdites à moins de 10 mètres des constructions.

Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies à une profondeur permettant une durée coupe-feu d'une demi-heure (aucun passage à l'air ne sera maintenu).

Toutefois si l'enfouissement des citernes et des canalisations s'avère techniquement difficilement réalisable (sol rocheux...), celles-ci devront être ceinturées par un mur de protection en maçonnerie pleine de 0,1 mètres d'épaisseur au moins (ou tout autre élément incombustible présentant une résistance mécanique équivalente), et dont la partie supérieure dépasse de 0,5 mètres au moins celles des orifices des soupapes de sécurité. Le périmètre situé autour des ouvrages devra être exempt de tout matériau ou végétal combustible sur une distance de 4 mètres mesurée à partir du mur de protection.

L'ensemble des travaux de mise en sécurité des constructions existantes est à la charge du propriétaire et doit être réalisé dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPR, et sans excéder les cinq ans prévus à l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995.

### 2.4 Débroussaillage :

Sur l'ensemble de la zone de précaution forte, la profondeur de débroussaillage est autorisée à 100 mètres (cent mètres) mais obligatoire à 50 mètres (cinquante mètres) autour des constructions de toute nature, habitations et bâtiments d'accueil du public à la charge du propriétaire des constructions de toute nature, des habitations et des bâtiments d'accueil du public même s'il faut débroussailler sur la propriété d'autrui.



### **3 Zone B2 – zone de précaution :**

#### **3.1 Constructions nouvelles :**

3.1.1 Les constructions nouvelles ne disposant pas d'une défense extérieure contre l'incendie **sont interdites**.

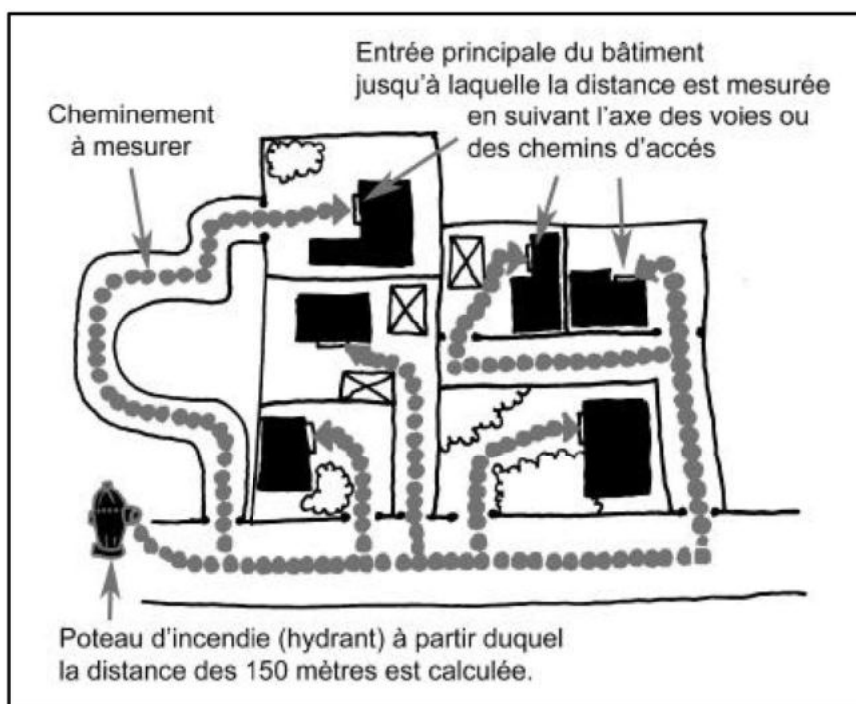
Sont considérés comme **disposant d'une défense extérieure contre l'incendie**, les constructions dont l'entrée est **située à moins de 150 mètres** (cent cinquante mètres mesurés suivant l'axe de la voie ou du chemin qui relie l'entrée principale de la construction) d'un **point d'eau réglementaire** (cf. schéma n°9).

*Un point d'eau réglementaire est constitué indifféremment soit par un poteau ou bouche d'incendie (hydrant) relié à un réseau de distribution d'eau permettant de réaliser un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant 2 heures, soit un réservoir doté d'une prise d'eau normalisée, accessible aux véhicules de lutte contre l'incendie et capable de fournir un volume de 120 m<sup>3</sup> pendant deux heures.*

*Les hydrants devront être distants entre eux de 200 mètres maximum par les voies carrossables.*

#### **Schéma n° 9**

*Mode de calcul de la desserte par le réseau de distribution d'eau.*



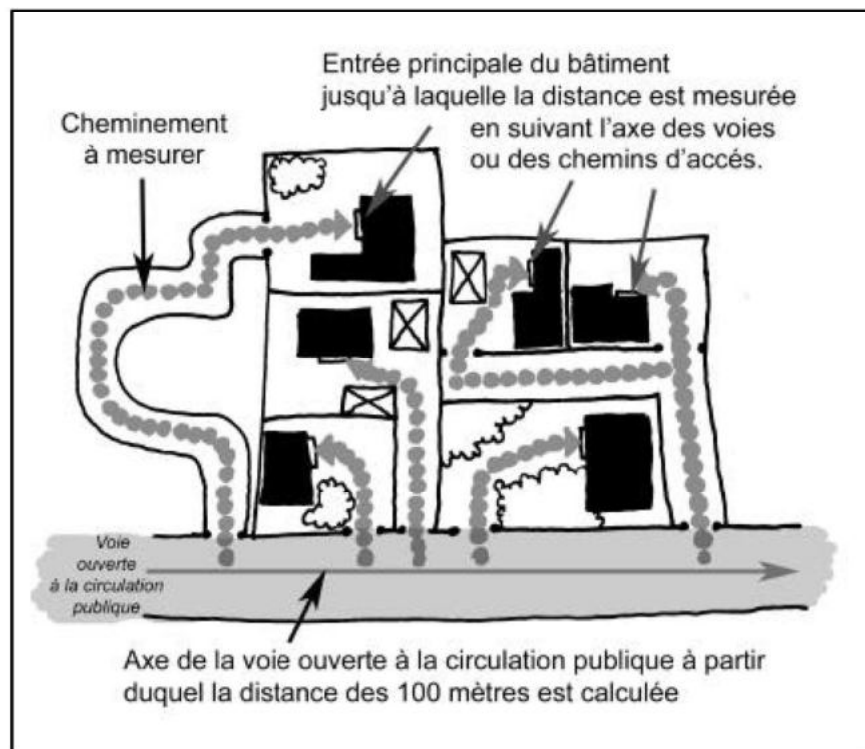
3.1.2 Les constructions nouvelles situées à plus de 100 mètres d'une voirie ouverte à la circulation publique normalisée **sont interdites** (cent mètres

mesurés suivant l'axe de la voie ou du chemin qui relie l'entrée de la construction à la voie ouverte à la circulation publique accessible aux engins de secours – cf. schéma n°10).

*Est considérée comme normalisée une voie ouverte à la circulation publique présentant les caractéristiques suivantes :*

- *Largeur minimale de la bande de roulement : 4 mètres (bandes réservées au stationnement exclues) ;*
- *Force portante pour un véhicule de 160 kilos-newtons avec un maximum de 90 kilos-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum ;*
- *Résistance au poinçonnement : 80 newtons/cm<sup>2</sup> sur une surface maximale de 0,20 m<sup>2</sup> ;*
- *Rayon intérieur des tournants de 9 mètres minimum ;*
- *Pente inférieure à 15 % ;*
- *Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 4 mètres de hauteur.*
- *Ces voies se termineront sur un point de retournement, calculé sur la base des prescriptions techniques générales du SDIS de l'Hérault (Té de retournement, placette circulaire, comportant des tournants dont le rayon intérieur doit être supérieur ou égal à 9 mètres ;*
- *Débroussaillage et maintien en état débroussaillé.*

**Schéma n° 10**  
Mode de calcul  
de la desserte  
par les voies  
ouvertes à la  
circulation  
publique.





3.1.3 La création, l'installation ou l'extension des campings, villages de vacances, colonies de vacances, habitations légères de loisirs et caravanes **sont interdites**.

3.1.4 Les installations aériennes de réserves d'hydrocarbures liquéfiés ou liquides, ainsi que le passage à l'air libre des canalisations alimentant les constructions **sont interdites**.

3.1.5 Les **ICPE** (installations classées pour la protection de l'environnement) **sont autorisées sous réserve** que l'étude de danger de l'ICPE démontre explicitement que celle-ci ne présente pas de **risque global d'incendie de forêt\*** ou prévoit les parades pérennes permettant de limiter ce risque.

***\* Le risque global d'incendie de forêt est défini comme le risque d'augmenter la probabilité d'éclosion d'un feu ainsi que d'aggraver les conséquences du passage possible d'un incendie de forêt.***

### 3.2 Conditions de mise en sécurité des constructions existantes :

Les réserves de combustibles extérieures sont interdites à moins de 10 mètres des constructions.

Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies à une profondeur réglementaire (aucun passage à l'air ne sera maintenu). Toutefois si l'enfouissement des citernes et des canalisations s'avère techniquement difficilement réalisable (sol rocheux...), celles-ci devront être ceinturées par un mur de protection en maçonnerie pleine de 0,1 mètres d'épaisseur au moins (ou tout autre élément incombustible présentant une résistance mécanique équivalente), et dont la partie supérieure dépasse de 0,5 mètres au moins celles des orifices des soupapes de sécurité. Le périmètre situé autour des ouvrages devra être exempt de tout matériau ou végétal combustible sur une distance de 4 mètres mesurée à partir du mur de protection.

<p>L'ensemble des travaux de mise en sécurité des constructions existantes est à la charge du propriétaire et doit être réalisé dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPR, et sans excéder les cinq ans prévus à l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995.</p>
---



### 3.3 Débroussaillage :

Sur l'ensemble de la zone de précaution, la profondeur de débroussaillage est obligatoire à 50 mètres (cinquante mètres) autour des constructions de toute nature, habitations et bâtiments d'accueil du public à la charge du propriétaire des constructions de toute nature, des habitations et des bâtiments d'accueil du public même s'il faut débroussailler sur la propriété d'autrui..

## **4 . Recommandations indicatives de nature à réduire le risque**

### 4.1 Applicables aux zones A, B1 et B2 :

- Réserves de combustibles solides et tas de bois placés à plus de 10 mètres des bâtiments.
- Elargissement des voies privées desservant les bâtiments pour permettre en tout point le croisement de 2 véhicules sans ralentissement, ni manœuvre.
- Equipement des habitations disposant d'une réserve d'eau (piscine, bassin, réservoir) d'une motopompe de 15 m<sup>3</sup>/h de débit, actionnée par un moteur thermique, susceptible d'alimenter une lance de 40/14 avec l'aide de trois tuyaux de 45 mm de diamètre et de 20 m de longueur.  
Remise de cet équipement dans un coffre ou une construction incombustible.
- Curage régulier, et avant la saison estivale, des gouttières (aiguilles et feuillages) pour prévenir les risques de mise à feu des toitures.

### 4.2 Applicables à la zone B2 :

- Règles de construction :

*Enveloppes* : Enveloppes des bâtiments constituées par des murs en dur présentant une durée coupe feu d'une demi-heure. Revêtements de façades présentant un critère de réaction au feu MO\*, parties de façades incluses dans le volume, vérandas comprises.

*Ouvertures* : Ensemble des ouvertures occultables par des dispositifs présentant une durée coupe feu d'une demi-heure.

Jointures assurant un maximum d'étanchéité, parties de façades incluses dans le volume des vérandas comprises.

*Couvertures* : Revêtements de couvertures classés en catégorie MO\*, partie de couverture incluse dans le volume des vérandas comprises.

Toutefois, les revêtements de couvertures classés en catégorie M1\*, M2\*, M3\* peuvent être utilisés s'ils sont établis sur un support continu en matériau incombustible ou en panneaux de bois ou tout autre matériau reconnu équivalent par le comité d'étude et de classification des matériaux (CECM) et des éléments de construction par rapport au danger d'incendie.

Pas de partie combustible à la jonction entre la toiture et les murs.



*Cheminées* : Conduits extérieurs :

- Equipés dans leur partie située au-delà de leur débouché en toiture d'un clapet coupe feu d'une demi-heure et actionnables depuis l'intérieur de la construction ;
- Réalisés en matériau MO\* et présentant une durée coupe feu d'une demi-heure depuis leur débouché en toiture jusqu'au niveau du clapet coupe feu et munis d'un pare-étincelles en partie supérieure.

*Conduites et canalisations diverses* : Conduites et canalisations desservant l'habitation et apparentes à l'extérieur présentant une durée coupe feu de traversée d'une demi-heure.

*Gouttières et descentes d'eau* : Gouttières et descentes d'eau réalisées en matériaux M1\* minimum.

*Auvents* : Toitures réalisées en matériaux M1\* minimum et ne traversant pas les murs d'enveloppe de la construction.

*Barbecues* : Barbecues fixes, constituant une dépendance d'habitation, équipés de dispositifs pare étincelles et de bac de récupération des cendres situés hors de l'aplomb de toute végétation.

\* *Norme technique de classement de la résistance au feu des matériaux. L'arrêté ministériel du 30 juin 1983 modifié par les arrêtés ministériels des 28 août 1991, 21 novembre 2002 (JO n°304 du 31 décembre 2002) rectificatif annexes 3 et 4 (JO du 15 février 2003) et du 13 août 2003 (JO du 5 septembre 2003), établit ce classement.*

## ANNEXE I

Afin d'être **autorisés en zone B1**, les projets d'urbanisation groupée et les ERP susceptibles d'aggraver le risque global d'incendie de forêt et les opérations visées au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme non directement en continuité avec une zone déjà urbanisée doivent être validés par la DDAF sur la base d'une étude de risque d'incendie de forêt, qui comportera à minima les points suivants :

***Sur un périmètre d'étude de 200 (deux cents) mètres autour du projet :***

1. Cartographie de l'aléa incendie de forêt ;
2. Cartographie des enjeux existants ;
3. Détermination du risque actuel ;
4. Cartographie des enjeux futurs ;
5. Détermination du risque futur ;
6. Mesures de réduction de l'aléa proposées en cas d'aggravation du risque ;
7. Pérennité des mesures proposées ;
8. Délais et modalités de mise en œuvre en cas d'acceptation.





### **Annexe 3.**

## **Aléa "retrait-gonflement des argiles"**



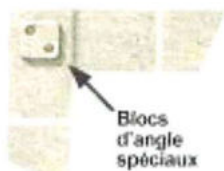


## DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ADAPTÉES SELON LES MISSIONS GÉOTECHNIQUES

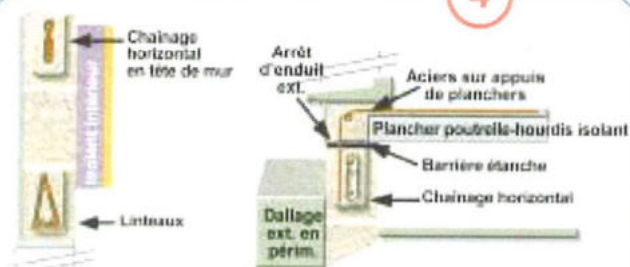
Le PPR préconise la réalisation de la maison individuelle à partir des missions G0 (sondages, essais et mesures) + G12 (exemples de prédimensionnement des fondations), définies dans la norme NF P 94-500.

ou

- mettre en œuvre des chaînages horizontaux et verticaux des murs porteurs liaisonnés selon les préconisations du DTU 20.1 ④ - en particulier au niveau de chaque plancher ainsi qu'au couronnement des murs ; la continuité et le recouvrement des armatures de chaînage concourants en un même nœud permettent de prévenir la rotation de plancher. Ainsi, la structure résistera mieux aux mouvements différentiels ;



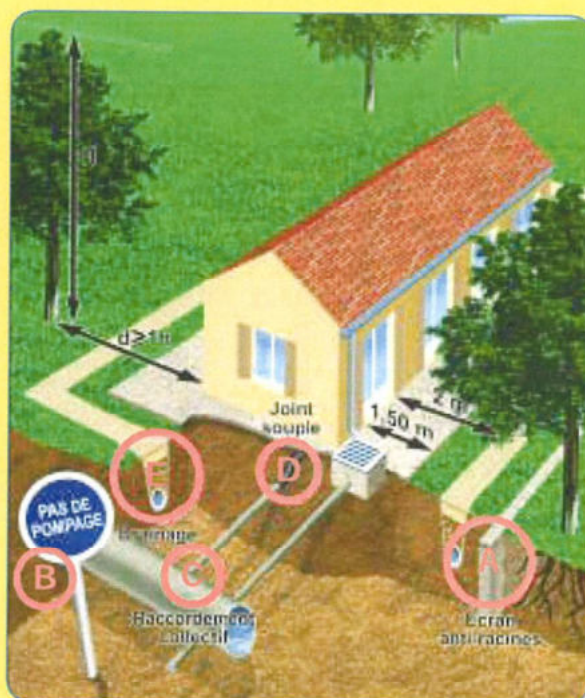
4



- adapter le dallage sur terre plein, à défaut de la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total. La présence d'une couche de forme en matériaux sélectionnés et compactés est nécessaire pour assurer la transition mécanique entre le sol et le corps du dallage. Le dallage sur terre plein doit être réalisé en béton armé, selon les préconisations du DTU 13.3 ;
- prévoir un dispositif spécifique d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol ; ⑤
- mettre en place un trottoir périphérique et/ou une géomembrane d'1.50 m de large pour limiter l'évaporation à proximité immédiate des murs de façade. ⑥

## DISPOSITIONS RELATIVES À LA VIABILITÉ ET À L'ENVIRONNEMENT

- Certaines dispositions sont **interdites** telles que :
  - toute plantation d'arbre ou d'arbuste à une distance inférieure à la hauteur adulte H (1 H pour les arbres isolés et 1,5 H pour les haies) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ; ①
  - le pompage dans une nappe superficielle à moins de 10 m de la construction ; ②
- Certaines dispositions sont **prescrites** telles que :
  - les rejets d'eaux usées en réseau collectif ou à défaut, un assainissement autonome conforme aux dispositions de la norme XP P 16-603, référence DTU 64.1. Les rejets d'eaux pluviales doivent se faire à distance suffisante de la construction ; ③
  - l'étanchéité des canalisations d'évacuation et la mise en œuvre de joints souples aux raccordements ; ④
  - le captage des écoulements superficiels
    - avec une distance minimum de 2 m à respecter entre la construction et la présence éventuelle d'un drain, mis en place selon le DTU 20.1 ; ⑤
  - sur une parcelle très boisée, le respect d'un délai minimal d'un an entre l'arrachage des arbres ou arbustes et le début des travaux de construction.





# SINISTRALITÉ ET OUTILS DE PRÉVENTION

## ■ Phénomène naturel

Les variations de teneur en eau dans le sol induisent des variations de volume, à l'origine des tassements différentiels.

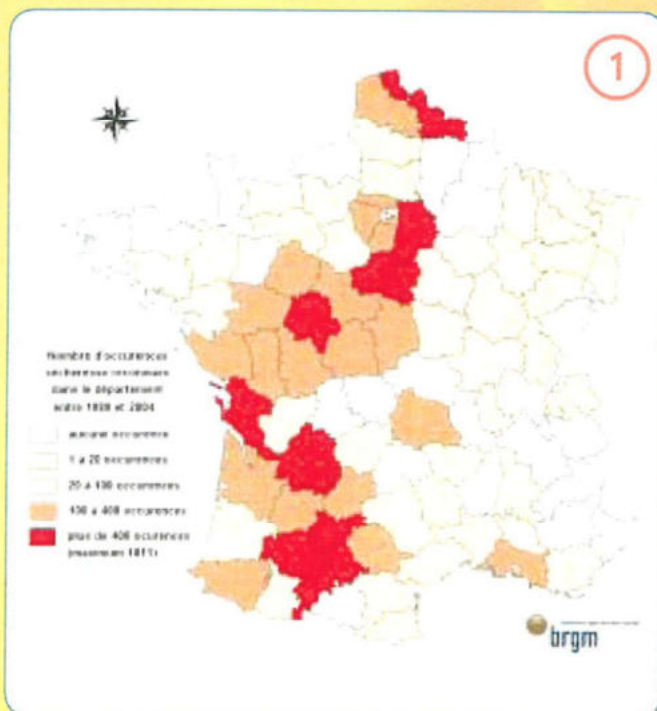
## ■ Dispositions constructives vulnérables

L'exemple type de la construction sinistrée par la sécheresse est une maison individuelle, avec sous-sol partiel ou à simple rez-de-chaussée et avec dallage sur terre plein, fondée sur semelles continues, peu ou non armées, pas assez profondes (moins de 80 cm voire moins de 40 cm) et reposant sur un sol argileux, avec une structure en maçonnerie, sans chaînage horizontal. Ce type de structure ne peut pas accepter sans dommages de mouvements différentiels supérieurs à 2 mm/m.

## ■ Sinistralité : combien et où?

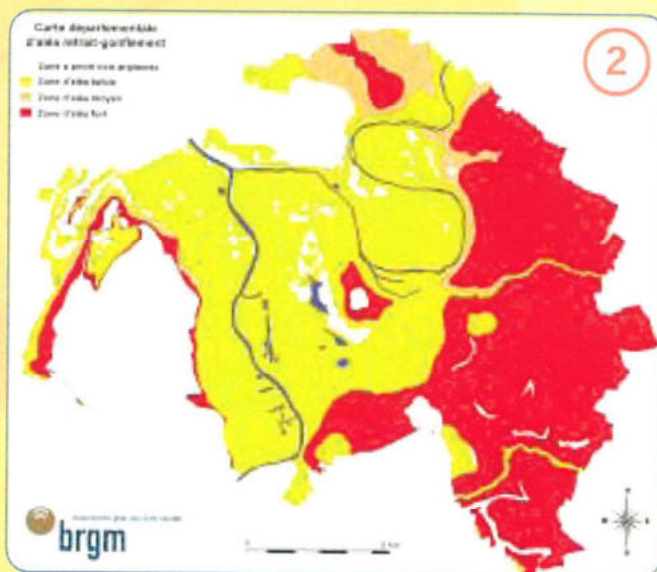
- Principales périodes de sécheresse : 1989/92 et 1996/97 - 5 000 communes dans 75 départements ; 2003 - 7 000 communes demandent leur classement en état de catastrophe naturelle. ①
- Coût global : 3.3 milliards d'euros de 1989 à 2002 hors coûts pris en charge par l'assurance construction.
- Coût moyen d'un sinistre : 10 000 €.

La sécheresse répétée, identifiée depuis 1976, a eu d'importantes répercussions sur le comportement de certains sols argileux et par voie de conséquence, de nombreuses constructions fondées sur ces terrains ont subi des dommages plus ou moins graves. C'est un phénomène peu spectaculaire, qui ne met pas en danger de vie humaine mais qui a touché 300 000 maisons entre 1989 et 2002.



## ■ Qu'est-ce qu'une carte départementale d'aléa? ②

Un programme de cartographie de l'aléa retrait-gonflement est en cours sur une quarantaine de départements, les plus touchés par le phénomène. Établies par le BRGM, à la demande du ministère de l'Écologie et du développement durable et des préfetures, ces cartes départementales d'aléa, accessibles sur Internet (<http://www.argiles.fr>) au fur et à mesure de leur parution, visent à délimiter les zones qui sont susceptibles de contenir, dans le proche sous-sol, des argiles gonflantes et qui peuvent donc être affectées par des tassements différentiels par retrait, en période de sécheresse.



## ■ Plans de Prévention des Risques (PPR): quelles contraintes?

À partir des cartes d'aléa, les PPR retrait-gonflement des argiles ont pour objectif de faciliter la prise en compte du risque au stade de la conception des projets de construction dans les communes les plus affectées par le phénomène. Comme indiqué en pages centrales, ils contiennent : des prescriptions constructives simples, des exigences réglementaires peu contraignantes et n'entraînent pas d'inconstructibilité ; des recommandations pour une gestion de l'environnement proche de la maison afin de limiter les mouvements différentiels dus aux variations hydriques.

## Pour en savoir plus

- *Qualité Construction*, n° 87 nov/déc. 2004, éd. AQC.
- *Sinistres liés à la sécheresse*, éd. CEBTP, 2001.
- *La construction économique sur sols gonflants*, P. Mouroux, P. Margron et J.-C. Pinte, *Manuels et Méthodes* n° 14, éd. BRGM, 1988.
- *Guide de la Prévention Sécheresse et Construction* ministère de l'Écologie et du développement durable, éd. La documentation française, 1993.

## Sites Internet

- <http://www.qualiteconstruction.com>
- <http://www.prim.net>
- <http://www.brgm.fr>
- <http://www.argiles.fr>
- <http://www.mrn-gpsa.org>



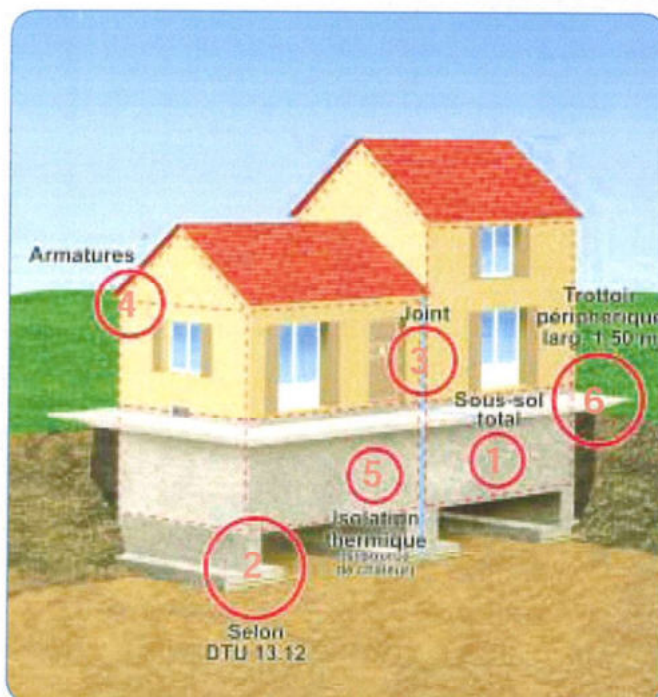
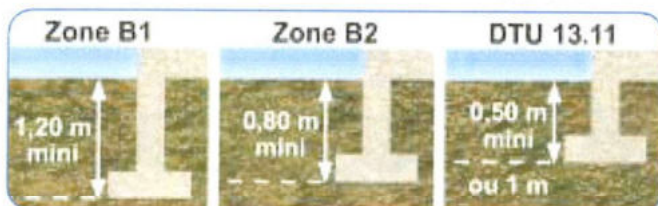
## Dispositions préventives : 2 cas

❶ Pour réaliser des maisons individuelles - hors permis groupé - en zones classées sensibles, le Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement prévoit la construction selon les missions géotechniques ou à défaut, le respect de dispositions constructives forfaitaires.

❷ Pour tous les autres projets de construction - hors bâtiments annexes non accolés et bâtiments à usage agricole - les missions géotechniques sont obligatoires afin d'adapter la réalisation en fonction des caractéristiques du sol.

### DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES FORFAITAIRES

Le PPR distingue deux zones réglementaires caractérisées par des niveaux d'aléa croissants. Dans ces zones, pour les maisons individuelles, les dispositions constructives forfaitaires se distinguent par les profondeurs minimales de fondation préconisées en l'absence d'étude de sol : 1,20 m minimum en zone B1 (aléa fort) et 0,80 m minimum en zone B2 (aléa moyen à faible) - sauf rencontre de sols durs non argileux. Les conditions de dépassement sont relatives à l'exposition à un risque exceptionnel ou à l'examen du fond de fouille.



Avec ces profondeurs de fondations, il convient dans les deux zones de respecter les règles suivantes :

▪ Certaines dispositions sont **interdites**, telles que : exécuter un sous-sol partiel sous une même partie de bâtiment. ❶ Sous un sous-sol total, le sol d'assise est le même, ce qui limite le risque de tassement différentiel.



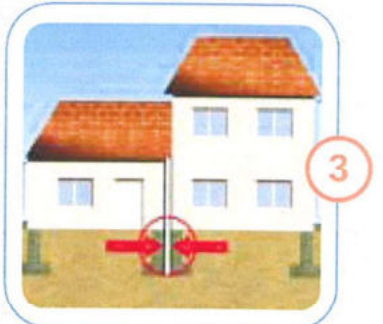
▪ Certaines dispositions sont **prescrites**, telles que :

- sur terrain en pente, descendre les fondations plus profondément à l'aval qu'à l'amont, afin de garantir l'homogénéité de l'ancrage ; ❷



- réaliser des fondations sur semelles continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations du DTU 13.12 (Fondations superficielles) ;

- désolidariser les parties de construction fondées différemment au moyen d'un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ; ❸





# SÉCHERESSE ET CONSTRUCTION SUR SOL ARGILEUX :

## réduire les dommages



Les désordres aux constructions consécutifs à la sécheresse touchent plus de 75 départements. Ils présentent un coût élevé pour la collectivité et gênent de très nombreux habitants. Cependant l'ampleur de cette sinistralité et des indemnités peut être largement limitée par le respect des règles de construction et par la prise en compte des conditions géologiques locales.

En effet, le coût d'adaptation au sol, garant de la pérennité de la maison, est sans rapport avec les frais et les désagréments des désordres potentiels. C'est pourquoi agir pour la prévention est l'intérêt de tous.

**Vous êtes constructeur : votre responsabilité peut être engagée.** Même si la sécheresse était imprévisible, vous devez justifier d'avoir pris toutes les mesures utiles pour empêcher les dommages. La jurisprudence précise qu'un événement relevant de la catégorie des catastrophes naturelles, au sens de la loi du 13/07/1982, ne constitue pas nécessairement pour autant un cas de force majeure exonératoire de la responsabilité des constructeurs. En effet, les deux conditions posées par l'article L 125-1 du code des assurances sont " que la cause déterminante des dommages soit l'intensité anormale d'un agent naturel et que les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'aient pu empêcher leur survenance " (Cour de Cassation, CIV 1<sup>ère</sup> chambre 09/06/1998 et 07/07/1998, 3<sup>ème</sup> CIV 27/06/2001).

**Ensemble: mobilisés pour réduire les futurs dommages dus au retrait-gonflement.** Cette brochure présente des recommandations préventives pour réaliser des bâtiments neufs sur sol argileux. En les mettant en œuvre, vous limitez le risque de désordres. De plus, lorsque la commune sur laquelle vous construisez est dotée d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement, ces recommandations sont réglementaires et connues du grand public.

Les techniques de réparation des constructions endommagées par la sécheresse ne sont pas abordées ici.








## Commune de JUVIGNAC

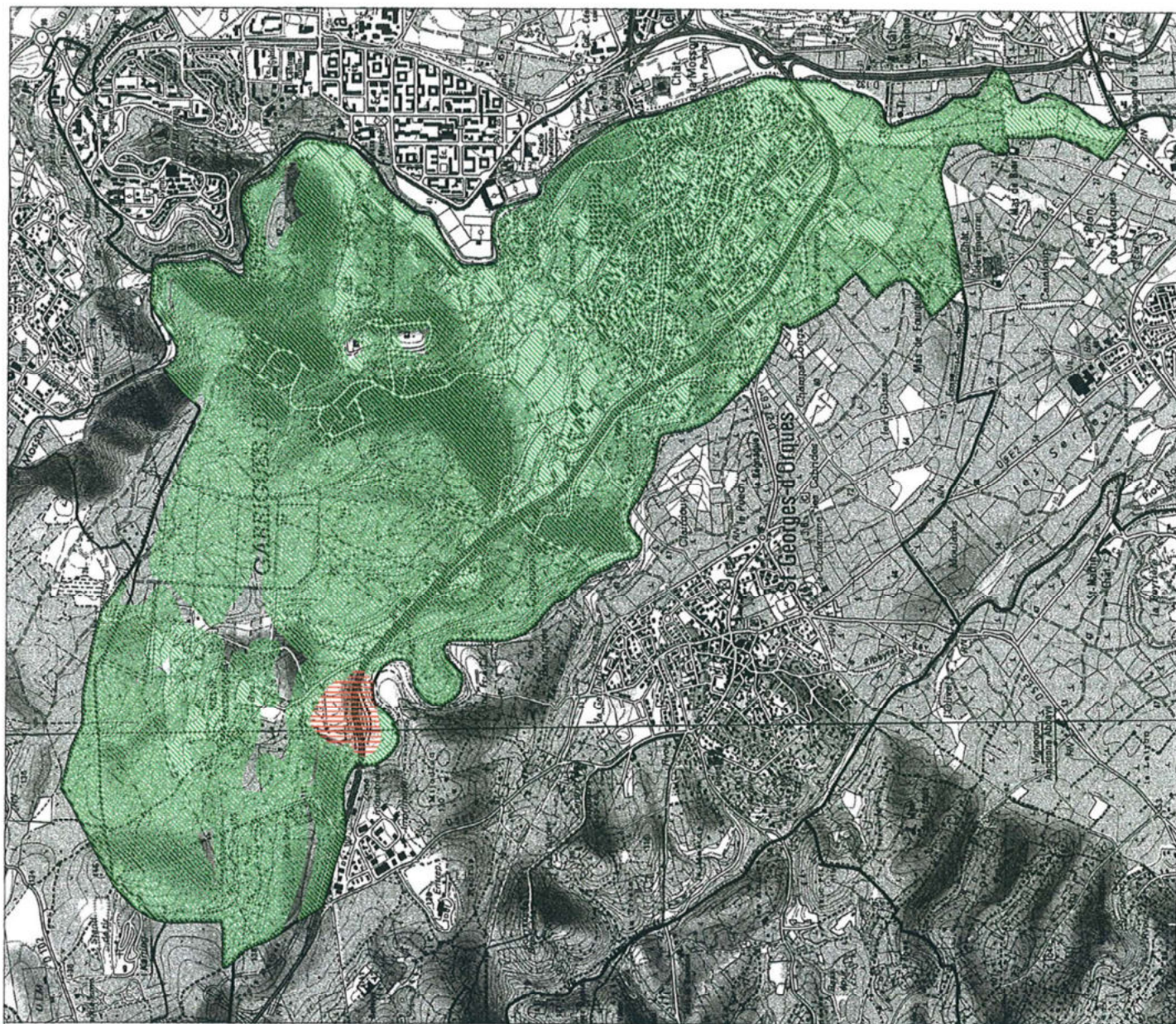
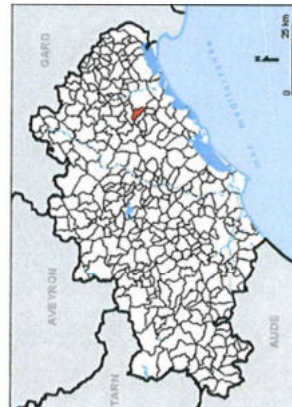
### "RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES"

#### Cartographie de l'Aléa

##### Légende :

-  Zone fortement exposée (B1)
-  Zone faiblement à moyennement exposée (B2)
-  Zone à priori non argileuse

Echelle : 1/12 500°









**Annexe 4.**  
**Prescriptions relatives à la lutte contre l'incendie et à la**  
**protection civile**







SERVICE DEPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS

-----  
Groupement Gestion des Risques  
Service Prévision  
-----

Le directeur départemental

à

Madame le Maire  
Hôtel de ville  
Avenue de l'Europe  
34990 JUVIGNAC

Vos références : Avis demandé par la Mairie le 15/11/2011

Nos références : 22546 du 14/12/2011 – CR/PR/PW

N° départ : 23308

Objet : Projet de révision du Plan Local d'Urbanisme – commune de JUVIGNAC

Suivi par : Commandant Pascal Winnicki

Téléphone : 04-67-13-18-18

Courriel : pascal.winnicki@grpe.sdis34.fr

### AVIS TECHNIQUE

Dans le cadre du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme sur la totalité du territoire de la commune citée en objet, vous questionnez le Service Départemental d'Incendie et de Secours au titre de la consultation des services publics associés.

Le S.D.I.S. porte à votre connaissance ses **prescriptions techniques générales et particulières** actualisées relatives aux contraintes minimales liées à l'accessibilité des engins de secours, à la défense extérieure contre le risque d'incendie et à la prise en compte des risques majeurs.

**Ces prescriptions devront trouver leur traduction dans le règlement du P.L.U. de la commune.**

Le présent avis technique annule et remplace tous les avis antérieurs. **Il comporte 43 pages, l'avis technique du SDIS est page 37.**

Le service Prévision de la Direction du S.D.I.S. est chargé du suivi de ce dossier, toutes les correspondances et les convocations aux réunions auxquelles nous souhaitons participer doivent être envoyées à Monsieur le Directeur du S.D.I.S. de l'Hérault, Service Prévision Départemental à l'adresse ci-dessous.

.../...

# SOMMAIRE

Pages

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES :

<b><u>I - ACCESSIBILITÉ</u> : Règles générales :</b>	3
« A - aux habitations individuelles classées en 1 <sup>ère</sup> et/ou en 2 <sup>ème</sup> famille » :	5
« B - aux habitations de 2 <sup>ème</sup> famille collectif » :	5
« C - aux habitations de 3 <sup>ème</sup> , 4 <sup>ème</sup> famille et IGHA » :	5
« D - aux établissements recevant du public du 1 <sup>er</sup> groupe » :	5
« Voie-engins » :	6
« Voie-échelles » :	6
« Ralentisseurs » :	7
« Espace libre » (E.R.P. seulement) :	8
« Voie en impasse » :	8
« Aire de retournement » :	8
« Chemins » :	9
« Voie privée pour l'accès aux habitations de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> famille » :	9
« Voie privée pour l'accès aux établissements recevant du public » :	10
« Voie privée permettant l'accès aux installations classées » :	10
« Portails, bornes escamotables et barrière divers à fonctionnement automatiques » :	10
« Plantations et mobiliers urbains » :	11
« Stationnements des véhicules » :	12
« Recalibrage des voies – travaux de voirie » :	12

## **II – DEFENSE EXTERIEURE CONTRE LE RISQUE INCENDIE :**

« Risque courant – types de construction » :	12
« Calcul des besoins en eau pour la défense incendie du risque courant » :	13
« Risque particulier - définition » :	14
« Calcul des besoins en eau pour la défense incendie du risque particulier » :	14
« Risque particulier moyen - types de constructions et répartition des points d'eau » :	15
« Risque particulier fort - types de constructions et répartition des points d'eau » :	16
« Poteaux et bouches d'incendie » :	18
« Réseau public de distribution d'eau potable » :	19
« Réseau privé de distribution d'eau brute » :	20
« Points d'eau naturels aménagés » :	20
« Réserve d'eau artificielle » :	21

## **III – RISQUES GÉNÉRÉS PAR LES INSTALLATIONS PHOTOVOLTAIQUES EN TOITURE :**

## **IV - CONSULTATION DU SDIS :**

## **V - PRISE EN COMPTE DU RISQUE FEU DE FORET :**

## **VI - PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION :**

### **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES :**

<b><u>I - Besoins en eau pour les immeubles d'HABITATIONS et de BUREAUX :</u></b>	30
<b><u>II - Besoins en eau pour les ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC :</u></b>	31
<b><u>III - Besoins en eau pour les INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT soumises à autorisation et pour tous les entrepôts :</u></b>	34
<b><u>IV - Besoins en eau pour les CAMPINGS :</u></b>	34
<b><u>V - Prescriptions spécifiques selon le zonage PLU :</u></b>	34

## **REGLEMENTATION VISEE :**

## **AVIS TECHNIQUE DU SDIS :**

## **ANNEXES :**

<b><u>ANNEXE 1 – AIRES DE RETOURNEMENT VOIE ENGINS :</u></b>	40
<b><u>ANNEXE 2 – AIRES DE RETOURNEMENT VOIE DE DESSERTE HAB. INDIVIDUELLES :</u></b>	42
<b><u>ANNEXE 3 – VOIES PRIVEES DE DESSERTE HAB. INDIVIDUELLES DE 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> FAM. :</u></b>	43



## PRESRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

RELATIVES AUX CONTRAINTES LIÉES À L'ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS, À L'ORGANISATION DE LA DÉFENSE INCENDIE ET À LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES MAJEURS

### I - ACCESSIBILITÉ :

*Note : Les espaces extérieurs comme les bâtiments construits doivent être accessibles en permanence aux engins de secours aux personnes et de lutte contre l'incendie.*

*Le Code de l'Urbanisme, le Code de la Construction et de l'Habitation, le Code du Travail, précisent notamment les règles générales d'implantation de tous les bâtiments ainsi que les principes de leur desserte dès la demande du permis de construire ou de la demande de permis d'aménager. (Voir les principales références réglementaires en fin de document).*

*Lorsque des modifications interviennent sur les sites tels que l'agrandissement des espaces, les constructions nouvelles, la création de voies ou d'espaces destinés aux activités diverses, etc., il y a lieu de vérifier systématiquement l'accessibilité des engins de secours et de lutte contre l'incendie.*

- 1.0. – Pour les projets de construction d'établissements recevant du public (E.R.P.), d'immeuble de Grande hauteur, (I.G.H.), **le nombre et les caractéristiques des accès aux constructions seront déterminés par la Commission de Sécurité compétente ;**

Pour les projets de construction d'immeubles d'habitation, les établissements soumis au Code du Travail, les établissements classés pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.), **le nombre et les caractéristiques des accès aux constructions seront déterminés par le S.D.I.S.** en fonction de la catégorie de l'établissement, lors de l'étude des dossiers d'autorisation d'urbanisme ou d'autorisation d'exploiter.

### REGLES GENERALES

- 1.1. – En application des dispositions de la réglementation spécifique attachée aux constructions selon leur destination ou leur distribution intérieure, celles-ci doivent être desservies par une **voie répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé**. Selon le cas, cette voie devra également permettre l'accès au point d'eau nécessaire à la défense extérieure contre l'incendie.

En particulier, l'accessibilité aux types de constructions suivants : habitations individuelles de 1<sup>ère</sup> ou de 2<sup>ème</sup> famille, habitations collectives de 2<sup>ème</sup> famille, de 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> famille, établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, fait l'objet de prescriptions spécifiques détaillées ci-après.

Les accès aux constructions ne devront présenter aucun risque pour la **sécurité des usagers** des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès dont les **personnes handicapées**. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu notamment, de leur position, de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

La chaussée des voiries projetées devra permettre des conditions de circulation des engins de secours et de lutte contre l'incendie compatibles avec les impératifs de rapidité d'acheminement et de sécurité pour les autres usagers de ces voies notamment les piétons.

---



Ainsi :

- A - Si la nouvelle voie dessert exclusivement que des bâtiments d'habitation individuelle classés en 1<sup>ère</sup> et/ou en 2<sup>ème</sup> famille, elle devra répondre aux caractéristiques minimales ci-après :
- largeur minimale de la bande de roulement (chaussée moins bandes réservées aux pistes cyclables ou au stationnement) :
    - **3,00 mètres** (sens unique de circulation),
    - **5,00 mètres** (double sens de circulation ou voie en impasse afin de permettre le passage de front ou le croisement de deux engins de secours),
  - force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de **3,60 mètres** au minimum,
  - résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm<sup>2</sup>** sur une surface maximale de **0,20m<sup>2</sup>**,
  - rayon intérieur des tournants : **R = 9 mètres** au minimum,
  - sur-largeur extérieure : **S = 12,2/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres, (S et R étant exprimés en mètres),
  - pente inférieure à **15%**,
  - hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50m** de hauteur (passage sous voûte).
- B - Si la nouvelle voie dessert un bâtiment d'habitation de 2<sup>ème</sup> famille collectif elle devra respecter les caractéristiques minimales suivantes :
- largeur minimale de la bande de roulement : (bandes réservées au stationnement exclues)
    - **3,00 mètres** (sens unique de circulation),
    - **6,00 mètres** (double sens de circulation ou voie en impasse afin de permettre le passage de front ou le croisement de deux engins de secours),
  - force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
  - résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm<sup>2</sup>** sur une surface maximale de **0,20 m<sup>2</sup>**,
  - rayon intérieur des tournants : **R = 11 mètres** minimum,
  - sur-largeur extérieure : **S = 15/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
  - pente inférieure à **15%**,
  - hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50 mètres** de hauteur (passage sous voûte).
- C - Si la nouvelle voie dessert un bâtiment d'habitation de 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> famille elle devra respecter les caractéristiques minimales définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/1986 modifié, (mêmes caractéristiques que la voie définie au point **B** ci-dessus).
- D - Si la nouvelle voie dessert un établissement recevant du public du premier groupe, un immeuble de grande hauteur, une installation classée pour la protection de l'environnement ou tout autre construction identifiée comme présentant un risque particulier d'incendie, cette voie devra respecter les caractéristiques minimales de la « **voie-engins** » ou de la « **voie-échelles** » telles que définies par l'article CO2 de l'arrêté ministériel du 25/06/1980 modifié. (Voir point 1.2 ci-dessous).

## « Voie-engins » :

1.2. - Les voies publiques permettant aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie d'accéder aux constructions mentionnées au point 1.1. §D ci-dessus devront respecter les caractéristiques minimales de la « **voie engins** » définies par l'article CO<sub>2</sub> de l'arrêté ministériel du 25/06/1980 modifié : (voir également l'annexe II)

- largeur minimale de la voie : **8 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement : (bandes réservées au stationnement exclues)
  - **3,00 mètres** (si la voie est en sens unique de circulation),
  - **6,00 mètres** (si la voie est à double sens de circulation ou voie en impasse),
  - **6,00 mètres** (dans tous les cas, pour une voie dont la largeur exigée est égale ou supérieure à 12 m),
- force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de **3,60 mètres** au minimum,
- résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm<sup>2</sup>** sur une surface maximale de **0,20 m<sup>2</sup>**,
- rayon intérieur des tournants : **R = 11 mètres** minimum,
- sur-largeur extérieure : **S = 15/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- pente inférieure à **15%**,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50m** de hauteur (passage sous voûte).

## « Voie-échelles » :

1.3. - Une voie dénommée « **voie échelles** » est nécessaire pour permettre l'accès des sapeurs-pompiers et les sauvetages par l'extérieur aux étages des bâtiments **dont le plancher bas du dernier niveau est à au moins 8 mètres de hauteur par rapport au niveau de la chaussée accessible aux véhicules de lutte contre d'incendie.**

Les constructions concernées peuvent être : les immeubles d'habitation de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> famille, les immeubles de grande hauteur (I.G.H.), les établissements recevant du public (E.R.P.), les constructions soumises aux dispositions du Code du travail ou bâtiments industriels telles que les installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E) **dont la hauteur du faîtage atteint 12 mètres.**

Cette voie utilisée pour la mise en station des échelles aériennes **est une partie de la « voie engins »** aux caractéristiques complétées comme suit :

- si cette section de voie n'est pas une voie publique, elle doit lui être raccordée par une « voie engins » accessible en permanence par les engins de secours.
- longueur minimale : **10 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement :
  - **≥ à 4 mètres si la voie est à sens unique** (bandes réservées au stationnement exclues),
  - **≥ à 7,00 mètres si la voie est à double sens de circulation ou en impasse** afin de permettre le passage de front ou le croisement d'un engin de secours avec la grande échelle mise en station,
- pente inférieure ou égale à **10%**,
- caractéristiques supplémentaires selon la position par rapport à la façade du bâtiment :



**A - Les voies échelles réalisées perpendiculairement aux bâtiments devront répondre aux caractéristiques supplémentaires suivantes :**

- o distance entre le bord de cette voie et la projection horizontale de l'élément le plus saillant de façade du bâtiment et susceptible de supporter le poids des personnes à évacuer : **<1 mètre**,
- o cette voie échelles devra être judicieusement implantée de manière à ce **qu'au moins 1 baie ouvrante ou facilement destructible par logement**, puisse être atteinte par une grande échelle,
- o la projection horizontale de la baie accessible la plus proche, ou le point d'accès permettant d'atteindre par un parcours sûr (balcon filant, passerelle, terrasse) une baie ou un accès au logement, **ne peut pas dépasser 6 mètres** de chaque côté de cette voie échelle. (Voir les cas particuliers de voie échelles définis à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 18 août 1986).

**B - Les voies échelles réalisées parallèlement aux bâtiments devront répondre aux caractéristiques supplémentaires suivantes :**

- o longueur minimale de la bande de roulement : **de préférence toute la longueur du bâtiment**, mais de telle sorte que la distance maximale entre deux points d'accès n'excède pas **20 mètres**. Cette disposition est à évaluer par rapport à la façade desservie et devant permettre à l'échelle aérienne d'atteindre un point d'accès (balcon filant, coursives, etc.), à partir duquel les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder aux différents ouvrants.
- o distance entre le bord de cette voie et la façade du bâtiment : **>1 mètre et <8 mètres selon le type de grande échelle équipant le centre de secours le plus proche**, (se renseigner à la Direction du S.D.I.S.)

*Note : Compte tenu des deux prescriptions ci-dessus relatives à la force portante et à la résistance au poinçonnement, l'emploi de certains revêtements de chaussée est à écarter systématiquement ; notamment l'utilisation de dalles de type « Evergreen », donnant l'impression de verdure permanente qui **feront l'objet d'un avis défavorable systématique du SDIS**, même si la preuve pouvait être apportée que les caractéristiques de ces dalles, ainsi que leur mise en œuvre remplissent les conditions de stabilité et de résistance requises pour les voies engins et échelles. En effet, l'aspect de verdure est de nature à dissuader les conducteurs et écheliers, surtout de nuit, à y engager leurs engins, et le maintien des caractéristiques de stabilité dans le temps n'est pas garanti.*

**« Ralentisseurs » :**

- 1.4. – Le projet de mise en place d'un dispositif ralentisseur **sur les voies publiques et privées utilisées par les moyens de secours** doit figurer sur le plan de masse ou de voirie et décrit dans le programme des travaux pour tout nouveau projet d'urbanisme.

**Les ralentisseurs constituent les aménagements d'infrastructure routière les plus contraignants pour la circulation des engins de secours en intervention.**

Parmi les moyens disponibles, destinés à obtenir la réduction souhaitée de la vitesse ou du trafic des véhicules, existent de nombreux autres dispositifs d'alerte et de modération.

En conséquence, la solution ralentisseurs ne peut être choisie **qu'en dernier recours**, avec beaucoup de discernement et au terme d'une réflexion préalable sur la sécurité du site, prenant en compte les mesures de vitesse, les risques de danger pour les

habitants, l'observation des comportements, l'analyse du trafic sur la zone considérée et les zones adjacentes, l'analyse de l'accidentologie et la localisation des points sensibles.

Les ralentisseurs admis sont de type « dos d'âne » ou « trapézoïdal » et doivent être conformes aux dispositions du décret n°94-447 du 27/05/1994 et à la norme NF P 98-300 du 16/05/1994 (AFNOR Tour Europe Cedex 7 92049 PARIS-LA-DEFENSE).

La mise en place de ralentisseurs sur les VOIES ECHELLES est interdite ainsi que sur toutes les voies à moins de 500 mètres des casernes de sapeurs-pompiers.

« Espace libre » : (E.R.P. seulement) :

1.5. - Lorsque cette disposition est acceptée par la Commission de Sécurité compétente, « l'espace libre » doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- plus petite dimension de « l'espace libre » > 8 mètres,
- aucun obstacle à l'écoulement du public ou à l'accès et à la mise en œuvre des matériels nécessaires pour opérer les sauvetages et combattre le feu,
- distance entre les issues du bâtiment et la « voie-engins » : < 60 mètres,
- largeur minimale de l'accès à « l'espace libre » depuis la « voie-engins » :
  - 1,80 mètres lorsque le plancher bas du dernier niveau accessible au public est de 8 mètres au plus au-dessus du sol,
  - 3 mètres lorsque le plancher bas du dernier niveau accessible au public est à plus de 8 mètres au-dessus du sol.

« Voies en impasse » :

1.6. – Les voies en impasse représentent une difficulté particulière pour l'acheminement et la mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie, notamment pour le nécessaire demi-tour des engins de lutte contre l'incendie.

1.7. – Tous les projets d'urbanisme comportant la création d'une voie en impasse dûment autorisée, doivent respecter les dispositions techniques édictées aux points 1.1, 1.2 et 1.3 ci-dessus.

« Aire de retournement » :

1.8. – Lorsque la création d'une voie en impasse est autorisée par le règlement du POS ou du PLU, le SDIS impose au concepteur d'aménager à son extrémité une aire de retournement utilisable par les véhicules d'incendie. Elle peut être réalisée sous forme d'une placette circulaire, un T ou un Y de retournement (n'est admise que la manœuvre de retournement comportant une seule et courte marche arrière).

- Si cette voie en impasse est d'une longueur  $\geq 120$  mètres et qu'elle dessert exclusivement que des **immeubles d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> et/ou de 2<sup>ème</sup> famille**, cette plate-forme pourra répondre aux caractéristiques de la voie définie au point 1.1 § A ci-dessus et devra notamment comporter des tournants dont le rayon intérieur devra être  $\geq 9$  mètres et le rayon extérieur  $\geq 13,10$  mètres (2°).

(2°) : (Calcul du rayon extérieur minimum : rayon intérieur 9 mètres + bande de roulement de 3 mètres + sur-largeur de : 12,2/11 soit 1,10m = au total : 13,10 mètres - voir croquis en ANNEXE 2).



- Si cette voie en impasse est d'une longueur  $\geq 100$  mètres et qu'elle dessert un **autre type de construction**, cette plate-forme devra répondre à toutes les caractéristiques de la « voie engins » et doit notamment comporter des tournants dont le rayon intérieur devra être  $\geq 11$  mètres et le rayon extérieur  $\geq 15,40$  mètres (1°).

(1°) : (Calcul du rayon extérieur minimum : rayon intérieur 11 mètres + bande de roulement de 3 mètres + sur-largeur de : 15/11 soit 1,36m = au total : 15,36 mètres arrondis à 15,40m - voir croquis en ANNEXE 1).

#### « Chemins » :

- 1.9. – Quand il est nécessaire de réaliser des **chemins** (privés ou non) reliant les voiries aux bâtiments ou plusieurs bâtiments entre eux dans une même enceinte et **lorsque ces chemins doivent être nécessairement utilisés par les services de secours** (ex. : pour la mise en place des établissements de tuyaux d'incendie, pour l'acheminement des matériels de sauvetage, l'évacuation des personnes, etc...), ceux-ci doivent répondre aux caractéristiques figurant dans le tableau ci-après :

Caractéristiques	Habitations	E.R.P.	I.G.H.	I.C.P.E.
Largeur	$\geq 1,80$ mètres	$\geq 1,80$ mètres	$\geq 1,80$ mètres	$\geq 1,80$ mètres
Longueur	1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> famille : $\leq 60$ mètres 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> famille : $\leq 50$ mètres	$\leq 60$ mètres	$\leq 30$ mètres	$\leq 100$ mètres
Résistance	Sol compact et stable			
Pente	$\leq 15\%$	$\leq 10\%$	$\leq 10\%$	$\leq 10\%$
Marches (escalier)	Interdit			

#### « Voie et chemin PRIVÉS aménagés pour l'accès des moyens de secours aux habitations individuelles de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> famille » : (Voir croquis en ANNEXE 3)

- 1.10. - Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille implantés à **100 mètres et plus** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, il devra être conservé un accès au bâtiment de caractéristiques identiques à la voie définie au point 1.1.A. ci-dessus. ; (Voie aux caractéristiques atténuées)

Lorsque un bâtiment d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille est implanté à **120 mètres et plus** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, une aire de retournement devra être aménagée à son extrémité conformément au point 1.8.

- 1.11. - Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille implantés à une distance comprise **entre 60 et 100 mètres** de l'accès le plus proche depuis la voie publique utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie (ambulance, véhicule du SAMU, véhicule médicalisé), **une voirie légère** devra être aménagée, aux caractéristiques définies ci-dessous, **jusqu'à la construction ou au moins jusqu'à une distance maximale de 60 mètres de celle-ci.**

Cette voie devra répondre aux dispositions suivantes :

- largeur minimale de la bande de roulement : **3,00 mètres**,

- force portante suffisante pour supporter un véhicule de **35 kilo-Newtons**,
- **rayon intérieur des tournants : R=9 mètres au minimum**,
- pente inférieure à 15%,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,00 mètres** de hauteur (passage sous voûte).

1.12 - Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille implantés à une distance **inférieure ou égale à 60 mètres** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, il devra être réalisé un **accès au bâtiment de type chemin**, défini au point 1.9 ci-dessus.

**« Voie privée permettant l'accès à un établissement recevant du public » :**

Application des dispositions des points 1.0. à 1.9.

**« Voie privée permettant l'accès à une installation classée pour la protection de l'environnement » (I.C.P.E.) :**

- 1.13. - Il est essentiel afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, qu'une ou plusieurs « **voies-engins** » soient maintenues libres à la circulation sur le **demi-périmètre** au moins des bâtiments de stockage ou de l'activité selon le classement. Cette disposition doit permettre l'attaque d'un sinistre sous deux angles différents en tenant compte notamment de la direction des vents dominants sur notre région. Ces voies doivent permettre l'accès des engins-pompes des sapeurs-pompiers, et en outre, si elles sont en cul-de-sac, les **demi-tours et croisements** de ces engins.
- 1.14. - Pour toute hauteur de bâtiment **≥ à 12 mètres**, des accès aux caractéristiques de la « **voie échelles** » doivent être prévus pour chaque façade accessible. Cette disposition est également applicable pour les entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher (même mezzanine) situé à une hauteur **≥ à 8 mètres** par rapport au niveau de l'accès de l'engin de secours.
- 1.15. - Ces voies devront être **maintenues dégagées** en permanence, le stationnement prolongé des véhicules y sera interdit en tout temps par panneaux réglementaires et cette interdiction rappelée par une **consigne** affichée dans les locaux du personnel. Ces voies devront être matérialisées au sol. (Par un tracé à la peinture par exemple).
- 1.16. - À partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir **accéder à toutes les issues** des bâtiments par un **chemin** (voir définition au point 1.9.) et sans avoir à parcourir plus de **100 mètres**.
- 1.17. - Également, des espaces laissés libres de **10 mètres** de largeur, en périphérie des flots de stockage devront permettre également la circulation des moyens de secours (dévidoirs) et la **mise en place aisée des établissements de tuyaux** incendie.

**« Portails, bornes escamotables et barrières divers à fonctionnement automatique » :**

- 1.18. – Les projets d'installation de bornes rétractables, d'un portail automatique, d'une barrière ou tout autre dispositif interdisant temporairement ou non la circulation des engins de secours, l'accès des dévidoirs et des personnels à pied sur les voies ou chemins publics ou privés **nécessairement utilisés** par les Sapeurs-Pompiers ou d'autres services publics, lors des interventions de secours, et permettant l'accès aux immeubles d'habitations (lotissements, immeubles collectifs), aux établissements recevant du public, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux constructions assujetties aux dispositions du Code du Travail, **doivent répondre aux prescriptions techniques du S.D.I.S. ci-dessous.**



1.19. – Il est impossible au SDIS d'accepter un quelconque transfert de responsabilité et de nous substituer aux obligations qui relèvent des propriétaires, locataires ou de leur mandataire (syndics, chefs d'établissement, gérants ou exploitants). En outre, des centres de secours différents sont susceptibles d'intervenir en fonction des disponibilités opérationnelles des véhicules ou des effectifs et il est inconcevable que le SDIS prenne en charge l'ensemble des dispositifs d'ouverture très diversifiés qui se mettent en place de plus en plus dans le département.

En conséquence, le SDIS ne signera plus de convention avec les maîtres d'ouvrage ou les aménageurs et refuse catégoriquement de prendre en charge tout nouveau dispositif d'ouverture (clé, télécommande, carte, code, etc...) des dispositifs mentionnés ci-dessus.

Désormais, l'ouverture des bornes rétractables, portails automatiques, barrières et autres dispositifs à fonctionnement électrique ou non, devra pouvoir se faire **directement de l'extérieur au moyen des tricoises** dont sont équipés tous les sapeurs-pompiers, (**clé  $\Delta$  de 11 mm**). **Des dispositifs sécables** peuvent éventuellement être installés après avis du S.D.I.S.

1.20. - Les bornes rétractables, barrières, portails ou autres dispositifs à fonctionnement électrique **doivent être déverrouillés automatiquement en cas de coupure d'électricité et permettre ainsi leur ouverture manuellement**, (sécurité positive).

1.21. - Le SDIS demande l'installation, pour tous les types de barrièrage à fonctionnement électrique, d'une platine « **POMPIERS** » accessible de l'extérieur (par exemple sur l'un des montants du portail). La manœuvre de ce verrou (**clé  $\Delta$  de 11 mm**) devra réaliser soit l'ouverture automatique du portail, soit la coupure de l'alimentation électrique du portail et en conséquence permettre son ouverture manuelle immédiate.

1.22. - Par ailleurs, il est rappelé que **l'accueil des secours** doit être assuré, à l'entrée des ensembles immobiliers d'habitations ou autres types d'établissements, **par l'appelant des secours, le gardien, ou la personne désignée**, pour toute intervention.

Il appartient donc aux gestionnaires, exploitants et syndics de rédiger dans les règlements intérieurs et d'afficher, dans les immeubles, à la vue de tous les occupants, des consignes précisant cette obligation.

#### « Plantations et mobiliers urbains » :

1.23. - Les lotisseurs ou maîtres d'ouvrage veilleront à ce qu'aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours tels que plantations, mobilier urbain, bornes anti-stationnement, etc., en prenant toutes les mesures structurelles nécessaires.

1.24. - L'implantation des mobiliers urbains et des plantations doit préserver :

- l'accès aux façades pour les échelles aériennes, (pour les bâtiments assujettis),
- l'accès aux aires de mise en œuvre du matériel des sapeurs-pompiers,

ceci impose le contrôle de la croissance des arbres et de leur élagage périodique, comme prévu par la réglementation en vigueur.

## « Stationnements des véhicules » :

*Note : Les aménageurs et lotisseurs devront s'attacher à mettre en œuvre toutes les solutions structurelles possibles afin d'assurer le stationnement des véhicules hors des voies publiques.*

- 1.25. - Lorsqu'elle est nécessaire, l'interdiction du stationnement doit être réglementairement signalisée. La pose des panneaux de stationnement interdit doit toujours être complétée par des **dispositifs structurels anti-stationnements** judicieusement choisis.
- 1.26. - Les règlements de zones, de lotissements, de copropriétés, etc... devront indiquer clairement **l'interdiction du stationnement 'sauvage' des véhicules** quels qu'ils soient, **au droit des poteaux et bouches d'incendie**, sur les trottoirs, accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet et **de nature à empêcher ou même seulement retarder l'accès des moyens de secours publics aux hydrants ou aux constructions.**
- 1.27. – **Les voies en impasse** doivent être interdites au stationnement des véhicules quels qu'ils soient, sur les parties de la chaussée non prévues à cet effet, afin de permettre la circulation et les manœuvres des véhicules de secours en tout temps.
- 1.28. – **L'aire de retournement** exigée pour certaines voies en impasse doit être interdite au stationnement afin de permettre la circulation et la manœuvre de retournement des véhicules de secours en tout temps.

## « Recalibrage des voies – travaux de voirie » :

- 1.29. – Lorsque le recalibrage des voies est rendu nécessaire en raison des modifications du site concerné tels que :
- réaménagement de voie, création de piste cyclable ou de zone piétonne,
  - création d'emplacement de stationnement pour les véhicules, pose de bornes,
  - aménagements des carrefours,
  - etc.,

ces travaux, de nature à modifier la distribution des secours, doivent faire l'objet d'un dossier spécifique soumis à l'avis technique du S.D.I.S.

Le maintien des caractéristiques des « voies-engins » et « voies-échelles », le maintien, **voir autant que possible l'amélioration** de l'accès en tout temps des engins de lutte contre l'incendie, aux hydrants, aux constructions et aux aires de mise en œuvre des matériels, **doivent être élevés au rang de règle absolue.**

## II – DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE : (D.E.C.I.)

Pour le dimensionnement des besoins en eau dans le cadre de la D.E.C.I., le SDIS distingue les établissements à **risque incendie bâtementaire courant et particulier.**

### « Risque courant » :

- 2.0. – Les constructions susceptibles d'être classées par le SDIS 34 à **risque courant** sont :
- les immeubles d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille de surface développée inférieure à 250 m<sup>2</sup>, (au-delà il y a lieu de faire une étude spécifique),
  - les immeubles d'habitation collectifs de 2<sup>ème</sup> famille, après analyse des risques,



- les immeubles de bureaux, dont la surface du plus grand local délimité par des murs CF 1 h est de **< 500 m<sup>2</sup>**,
- les immeubles hébergeant une activité soumise à l'application seule des dispositions du **Code du travail** dont la hauteur du plancher bas du niveau le plus haut par rapport au seuil de référence est  $\leq$  à 8 mètres et dont la plus grande surface non recoupée par des murs CF 1 h est **< 300 m<sup>2</sup>**,
- les établissements recevant du public (E.R.P.) de Classe 1, de classes 2 et 3 sprinklés  **$\leq$  1000 m<sup>2</sup>**, (voir la définition des classes d' E.R.P. au chapitre « Prescriptions particulières » - point 2),
- les établissements recevant du public (E.R.P.) de Classe 2 et de classe 3 non sprinklé  **$\leq$  500 m<sup>2</sup>**, (voir la définition des classes d' E.R.P. au chapitre « Prescriptions particulières » - point 2).

#### **« Calcul des besoins en eau pour la défense incendie du risque bâtementaire courant » :**

2.1. - Pour tous les projets d'urbanisme classés par le SDIS en **risque d'incendie bâtementaire courant**, les besoins en eau seront dimensionnés, **au cas par cas** lors de la réalisation de l'analyse du risque.

Le SDIS met en œuvre les dispositions réglementaires en vigueur, (voir le point VI). Il en résulte toujours actuellement que les sapeurs-pompiers doivent pouvoir disposer en tout endroit et en tout temps d'un minimum de **120 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en 2 heures**.

Ce besoin en eau peut être satisfait **indifféremment**, soit :

- par un poteau ou bouche d'incendie normalisé (hydrant)<sup>(\*)</sup> de diamètre 100mm, piqué sur le réseau public de distribution d'eau potable, et délivrant conformément à la norme NF S 61-213 (art. 7.2.1.3) un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique maintenue à 1 bar et pendant au moins 2 heures,
- à partir d'un point d'eau naturel aménagé autorisé et agréé par le S.D.I.S. en mesure de fournir un volume de 120 m<sup>3</sup> disponible en 2 heures,
- à partir d'une réserve artificielle de 120 m<sup>3</sup> agréé par le S.D.I.S.,

*NOTE : (\*) On appelle « hydrant » un poteau d'incendie ou une bouche d'incendie.*

La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption, tout en assurant la sécurité des personnels exige que cette quantité puisse être trouvée **sans déplacement des engins**. **L'accessibilité au point d'eau doit être permanente**.

Quelle que soit la solution mise en œuvre, **la pérennité dans le temps et dans l'espace du dispositif choisi devra être garanti**. Par exemple, son efficience ne doit pas être réduite ou annihilée par les conditions météorologiques (cas du point d'eau naturel en période de sécheresse ou de crue). **L'interruption de la fourniture de l'eau ne peut être admise en aucun cas**.

Si besoin, le choix de la ressource en eau nécessitera une **étude spécifique diligentée par le Maire** avec comparaison économique des diverses solutions envisagées. Le S.D.I.S. se tient naturellement à la disposition de la commune et du service gestionnaire pour apporter le **conseil technique** nécessaire.

La commune de **Juvignac** étant une **commune urbaine**, la solution « hydrant » reste privilégiée par le SDIS. Ils doivent être installés dans le respect des dispositions des **normes en vigueur**. La densité d'implantation, la distance entre deux hydrants et

entre l'hydrant et le risque courant à couvrir, sont déterminés dans les **prescriptions techniques particulières** ci-après.

Concernant les écarts des communes urbaines, si le réseau public de distribution d'eau potable n'est pas capable d'alimenter réglementairement un hydrant normalisé ou que la mise en place de ce réseau entraîne une dépense excessive pour la commune ou si une difficulté technique empêche cette réalisation (exemple : problème de qualité sanitaire de l'eau), il conviendra de **choisir entre la réalisation d'un point d'eau naturel ou la mise en place d'une réserve artificielle.**

Il est important de noter que les infrastructures de type point d'eau naturel ou réserve artificielle ne sont pas normalisées. **En conséquence ces projets devront répondre aux exigences techniques définies avec précision aux points 2.21 à 2.44 ci-après.** Un **CAHIER DES CHARGES** à l'attention des aménageurs est disponible à la Direction du SDIS sur simple demande. **Le projet retenu devra être impérativement soumis à l'avis technique du SDIS afin d'obtenir son agrément.**

#### **« Risque particulier » :**

- 2.2. - Le risque particulier d'incendie** est apprécié par le SDIS lors de l'analyse des risques, en fonction de la nature du ou des installations, de l'environnement de l'établissement, de la nature de(s) l'activité(s) exercée(s), du ou des produits stockés, des sources de dangers, des flux et des enjeux ciblés.

Le risque particulier peut être défini comme un incendie nécessitant pour son extinction une réponse combinée d'au moins deux engins pompe pour l'attaque directe et la protection des autres installations ou des tiers.

Le SDIS distingue les établissements ou installations à **risque particulier moyen** et à **risque particulier fort**.

Les projets de construction de ces établissements ou installations doivent être soumis à l'avis technique du S.D.I.S.

#### **« Calcul des besoins en eau pour la défense incendie du risque bâtimentaire particulier » :**

- 2.3. -** Pour tous les projets d'urbanisme classés par le SDIS en risque particulier, **les besoins en eau seront dimensionnés, au cas par cas, par le S.D.I.S.** lors de la réalisation de **l'analyse des risques**.

Le S.D.I.S. 34 utilise pour son étude les définitions du « **Guide pratique D9** » édition 09.2001 co-édité par l'Institut National d'Études de la Sécurité Civile (INESC), la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) et le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP).

Ce document, au travers des méthodes qu'il propose, permet d'évaluer, lors de l'analyse du risque incendie, les besoins en eau minimum nécessaires pour une intervention efficace des services de secours extérieurs. Il ne se substitue pas à la réglementation et prend en compte les moyens de prévention et de protection existants, prévus ou à mettre en place est téléchargeable gratuitement sur le site Internet suivant :

<http://www.cnpp.com/indexd9.htm>



- 2.4. – Le volume d'eau total nécessaire à l'extinction de l'incendie sera alors calculé en adéquation avec les moyens indispensables à l'extinction de l'incendie généralisé de la cellule(\*) la plus défavorisée, et cela, sur une période de 2 heures minimum.

*NOTE : (Attention cette disposition ne s'applique pas aux dépôts d'hydrocarbures ou de produits inflammables ainsi qu'aux installations définies comme présentant un risque spécial – classement RS dans l'annexe 1 du guide méthodologique D9 du CNPP). Le S.D.I.S., après analyse des risques spécifique, peut être amené à déterminer une durée moyenne d'extinction à débit constant supérieure à 2 heures pour le calcul des besoins en eau nécessaires à l'extinction d'autres installations présentant des caractéristiques extrêmes.*

*(\*) On appelle « cellule », la superficie à défendre en cas d'incendie, déterminée par la plus grande surface de la zone non recoupée au sens réglementaire du terme, soit par un mur coupe feu de degré 1 heure minimum pour les E.R.P. ou **coupe feu 2 heures minimum** pour les I.C.P.E. (conformes à l'arrêté du 3/08/1999) ou un **espace libre (allée) d'une largeur de 10 mètres minimum**. Cette distance pourra être majorée par le S.D.I.S. compte tenu des flux thermiques, de la hauteur des stockages, de la hauteur relative des bâtiments voisins et du type de construction.*

*Il est précisé que la surface de la « cellule » pourra être majorée par le S.D.I.S. qui prendra en compte une surface développée lorsque les planchers hauts ou bas ne présentent pas le degré coupe feu exigé ; C'est notamment le cas des installations en mezzanine.*

- 2.5. - En complément des hydrants existants, en concordance avec les possibilités du réseau de distribution d'eau et selon la géométrie des bâtiments, **l'implantation de nouveaux P.I. ou B.I. pourra être exigée par le S.D.I.S.** y compris des hydrants à gros débit (PI ou BI de 2 x 100mm - 2000 litres/minute).

Le réseau de distribution d'eau devra être capable de fournir les **débits simultanés** nécessaires aux hydrants défendant chacun des établissements concernés ainsi que leurs **systèmes d'extinction automatique à eau** tels que les sprinklers s'ils dépendent de la même source. **Le tiers des besoins en eau totaux doit être fourni dans tous les cas par le réseau de distribution d'eau public.**

Si le réseau de distribution d'eau ne permet pas de satisfaire les besoins en eau calculés par le S.D.I.S., il sera demandé au concepteur du projet, la mise en place **d'une ou de plusieurs réserves artificielles d'eau réservées à la lutte contre l'incendie. Cette réserve ne pourra** donc couvrir au maximum que les **2/3** des besoins en eau totaux pour la défense incendie du site.

L'utilisation de cette solution technique **n'est pas autorisée** pour la défense incendie des **E.R.P.** du 1<sup>er</sup> groupe et des **I.G.H.**, et doit rester exceptionnelle pour les autres types d'installations à risque particulier.

#### « Risque particulier moyen » :

- 2.6. - Les constructions classées par le SDIS 34 à risque particulier moyen sont :

- les **installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumises à déclaration**, (voir le point 2.6),
- les **établissements recevant du public (E.R.P.) dit « à risque courant »** selon la définition de l'arrêté du 25/06/1980 (sauf ceux classés en risque particulier conformément aux dispositions de l'article CO<sup>6</sup>), (voir le point 2.6) et conformément aux dispositions du guide D9 : les E.R.P. de **classe 1 surface >**

1000 m<sup>2</sup> et classe 2 surface > 500 m<sup>2</sup>, les E.R.P. de classe 3 si le risque est sprinklé,

- les habitations collectives de 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> famille et I.G.H. habitation,
- les immeubles de bureaux soumis aux dispositions du Code du Travail d'une surface :  $500 \text{ m}^2 < S < 2000 \text{ m}^2$ ,
- les immeubles hébergeant une activité soumise à l'application seule des dispositions du **Code du travail** dont la hauteur du plancher bas du niveau le plus haut par rapport au seuil de référence est > à 8 mètres ou dont la plus grande surface non recoupée par des murs CF 1 h est  $S \text{ } 300 \text{ m}^2 < S < 1000 \text{ m}^2$ ,
- les constructions à risque courant présentant des difficultés particulières pour l'intervention des services de secours.

**« Besoins en eau et répartition des points d'eau pour le risque particulier moyen » :**

2.7. – La couverture contre le risque incendie **particulier moyen** nécessite un **débit d'eau de 120 m<sup>3</sup>/h pendant au moins 2 heures**. Cette durée reste une moyenne. La durée exacte de la fourniture de l'eau pour chaque projet sera appréciée par le S.D.I.S. lors de l'analyse des risques.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

- un 1<sup>er</sup> hydrant de diamètre 100 mm à **150 mètres au maximum de l'accès principal à la construction ou à la cellule la plus défavorisée**, (voir définition de la cellule au point 2.3.), La distance doit être mesurée en empruntant l'axe des chemins et voies nécessairement utilisés par les sapeurs-pompiers pour l'établissement des tuyaux d'incendie.
- un 2<sup>ème</sup> hydrant de diamètre 100 mm à **300 mètres** au maximum de l'entrée de la parcelle, (*distance mesurée en empruntant l'axe des voies engins*),
- l'éventuelle implantation d'un seul poteau d'incendie de 2x100 mm (au débit unitaire de 120 m<sup>3</sup>/h) devra être soumis à l'avis technique du S.D.I.S,
- si la défense extérieure contre l'incendie n'est assurée que par deux hydrants de **Ø100 mm, la simultanéité des débits sur deux hydrants consécutifs**, devra donc être au minimum de **120 m<sup>3</sup>/h minimum pendant 2 heures**, la pression dynamique étant maintenue à 1 bar sur chaque hydrant.
- la solution mixte consistant à l'implantation d'un seul hydrant et de la mise en place d'une réserve artificielle couvrant le besoin en eau non assuré est agréée par le SDIS. Le volume nominal de la réserve artificielle sera égal au débit d'eau non assuré par le 2<sup>ème</sup> hydrant pendant 2 heures, soit **120 m<sup>3</sup>**. L'implantation de la réserve doit être soumise à l'étude technique du S.D.I.S.
- **réseau de distribution de l'eau public bouclé ou maillé vivement recommandé**,
- l'implantation des hydrants comme des réserves d'eau artificielles devra être réalisée **en dehors des zones de dangers Z2 des flux thermiques et de surpression**.

Il est rappelé que le nombre d'hydrants et leur implantation seront déterminés par le SDIS et **peuvent dépendre également de la géométrie des bâtiments et des vents dominants** sur le site.

**« Risque particulier fort » :**

2.8. - Les établissements classés par le SDIS 34 à risque particulier fort sont :



- les ERP de type M, S, et T (classe 3 pour le dimensionnement des besoins en eau selon le guide D9) non équipés d'un dispositif d'extinction automatique autonome, dimensionné en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants (article CO<sup>6</sup> de l'arrêté ministériel du 25/06/80) ;
- les immeubles d'habitation de 3<sup>ème</sup> fam B, 4<sup>ème</sup> fam et les I.G.H.A,
- les immeubles de bureaux d'une surface > 2000 m<sup>2</sup>,
- les immeubles hébergeant une activité soumise à l'application seule des dispositions du **Code du travail** dont la hauteur du plancher bas du niveau le plus haut par rapport au seuil de référence est > à 8 mètres et dont la plus grande surface non recoupée par des murs CF 1 h est > 1000 m<sup>2</sup>,
- toutes les **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement** (I.C.P.E.) **soumises à autorisation** d'exploiter (Code de l'Environnement Livre V – Titre 1) ;
- tous les **entrepôts** (I.C.P.E.) même ceux soumis à déclaration ;
- d'autres établissements dont l'analyse des risques met en évidence des difficultés particulières d'intervention des services de secours.

« Besoins en eau et répartition des points d'eau pour le risque particulier fort » : (Attention ces dispositions ne s'appliquent pas aux dépôts d'hydrocarbures).

2.9. – La couverture contre le risque incendie **particulier fort** nécessite au minimum un **débit de 180 m<sup>3</sup>/h pendant une durée ≥ 2 heures**. Cette durée reste une moyenne. La durée exacte de la fourniture de l'eau pour chaque projet sera appréciée par le S.D.I.S. lors de l'analyse des risques et peut donc dépasser 2 heures.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

- un 1<sup>er</sup> hydrant de diamètre 100 mm (ou de 2x100 mm sur avis du SDIS) doit être positionné à **100 mètres au maximum de l'accès à la cellule la plus défavorisée**, (voir définition de la cellule au point 2.3.). La distance doit être mesurée en empruntant l'axe des chemins et voies nécessairement utilisés par les sapeurs-pompiers pour l'établissement des tuyaux d'incendie.
- ensemble des points d'eau (hydrants ou réserves artificielles) nécessaires doivent être situés dans un **rayon de 300 mètres** au maximum de l'entrée du site, (*distance mesurée en empruntant l'axe des voies engins*),
- si la défense extérieure contre l'incendie n'est assurée que par des hydrants, **la simultanéité des débits sur les hydrants consécutifs nécessaires** sera donc de **180 m<sup>3</sup>/h minimum pendant 2 heures**, la pression dynamique étant maintenue à 1 bar sur chaque hydrant. Il est possible d'implanter par exemple, un premier poteau d'incendie de Ø100 mm à 100 mètres + un autre poteau d'incendie de 2x100 mm à 300 mètres au maximum ou bien 3 poteaux d'incendie de 100 mm, etc...
- 1/3 des besoins en eau devra obligatoirement être réalisé par un ou plusieurs hydrants,
- la quantité d'eau non fournie par des hydrants sera obtenue par la mise en place d'une réserve artificielle d'eau incendie. Son implantation et le volume nominal seront définis lors de l'étude technique du S.D.I.S. (voir le point 2.33).
- il est indispensable que le **réseau de distribution** de l'eau sur lequel sont piqués les hydrants soit **bouclé** ou mieux encore **maillé**, **des vannes de sectionnement** peuvent également être imposées afin de sécuriser l'alimentation des engins sur le site,

- l'implantation des hydrants et des réserves d'eau artificielles devra être réalisée **en dehors des zones de dangers Z2 des flux thermiques et de surpression.**

Il est rappelé que le nombre des points d'eau et leur implantation seront déterminés par le SDIS et **peuvent dépendre également de la géométrie des bâtiments et des vents dominants** sur le site.

**« Poteaux et bouches d'incendie » :**

- 2.10. – Les poteaux et bouches d'incendie doivent être d'un **diamètre minimum de 100<sup>mm</sup>** et être **conforme à la norme NF S 61-213** (poteaux d'incendie) **NF S 61-211** (bouches d'incendie) **pour les spécifications techniques et à la norme NF S 62-200 pour les règles d'implantation.** Notamment, les règles de volume de dégagement et de positionnement par rapport à la chaussée accessible aux engins de lutte contre l'incendie devront être strictement respectées. (cf. § 5 et 6 de la norme NF S62-200).
- 2.11. - Les travaux de pose (ou de déplacement) des poteaux et bouches d'incendie ne se feront qu'après consultation écrite du S.D.I.S. avec fourniture des plans appropriés. Le S.D.I.S. sera destinataire de l'attestation de conformité délivrée par l'installateur (cf. § 7 de la norme NF S62-200), complété par la mesure du débit constaté à la pression dynamique de 1 bar.
- 2.12. – L'implantation d'hydrants à l'intérieur des propriétés privées doit rester une solution exceptionnelle soumise aux mêmes normes et règles d'implantation mentionnées ci-dessus. En outre, le propriétaire (ou le syndic de copropriété) de ces hydrants devra désigner un installateur compétent qui procédera **chaque année** aux opérations d'entretien et de vérifications techniques. Il devra communiquer au SDIS le relevé du débit constaté à la pression dynamique de 1 bar.

## « Réseau public de distribution d'eau potable » :

- 2.13. – (Rappel du point 2.4.) - Le réseau public de distribution d'eau devra être capable de fournir les débits simultanés nécessaires aux hydrants défendant chacun des établissements concernés ainsi que leurs systèmes d'extinction automatique à eau tels que les sprinklers s'ils dépendent de la même source.

Si le réseau de distribution d'eau ne permet pas de satisfaire les besoins en eau calculés par le S.D.I.S., il sera demandé au concepteur du projet, la mise en place d'une ou de plusieurs réserves d'eau pouvant couvrir au maximum les 2/3 des besoins en eau totaux pour la défense incendie du site. En conséquence, **le tiers** des besoins en eau totaux restant à constituer **devra donc être fourni dans tous les cas par le réseau de distribution public.**

- 2.14. - Les canalisations devront, pour alimenter efficacement en débit et en pression les hydrants considérés et dans le respect d'une vitesse d'écoulement compatible, être au minimum d'un diamètre de 110<sup>mm</sup>.
- 2.15. - Les canalisations devant alimenter simultanément plusieurs hydrants ou notamment des poteaux d'incendie à gros débit, devront être d'un diamètre spécialement calculé de manière à assurer le débit total correspondant avec une vitesse d'écoulement dans les canalisations compatible.
- 2.16. - Les réservoirs (châteaux d'eau) et le réseau lui-même devront contenir un volume d'eau suffisant et/ou, avec la mise en œuvre éventuelle de pompes ou de surpresseurs, fournir l'eau permettant d'assurer le débit simultané demandé aux hydrants défendant la zone considérée **pendant 2 heures au minimum.**

Il est rappelé que le réseau doit pouvoir fournir au minimum 120 m<sup>3</sup> d'eau disponibles en 2 heures pour alimenter réglementairement 1 seul hydrant de diamètre 100mm.

- 2.17. - Le maillage du réseau de distribution est vivement souhaité par le SDIS 34 dans les zones aménagées (ZAC – ZAE) et dans les zones urbaines centrales.

Dans les autres zones U et AU péri-urbaines le maillage du réseau de distribution reste conseillé par le SDIS car il évite qu'une avarie mineure sur une canalisation élimine la défense incendie de tout un secteur.

- 2.18. - Les dépenses **d'investissement, d'entretien et notamment la vérification technique au minimum annuelle** du maintien des spécifications des normes, **dont la mesure** du couple débit-pression des poteaux et bouches d'incendie **publics**, sont des dépenses obligatoires qui relèvent du budget général de la commune. Ces opérations demeurent de la responsabilité du maire.
- 2.19. – Les dépenses **d'investissement, d'entretien et notamment la vérification technique au minimum annuelle** du maintien des spécifications des normes, **dont la mesure** du couple débit-pression des poteaux et bouches d'incendie **privés**, sont des dépenses obligatoires qui relèvent des propriétaires. Toutefois, le maire doit faire contrôler la mise en place des nouveaux hydrants privés, vérifier régulièrement leur bon entretien et être destinataire des attestations de conformité aux normes complétées du relevé du couple débit-pression.
- 2.20. - Les résultats chiffrés des contrôles des débits et pression aux sorties des hydrants publics et privés qui pourraient être effectués par les Sapeurs-Pompiers, ne sont pas diffusés. Les relevés des défauts d'entretien et de non-conformité aux normes sont transmis respectivement par le SDIS uniquement aux maires et aux propriétaires.



2.21. - La commune devra, au fur et à mesure de l'évolution de la consommation d'eau, de la modification ou de l'extension des réseaux, des projets d'urbanisme et implantations industrielles, vérifier si le réseau public de distribution d'eau est toujours en mesure de satisfaire les besoins du service incendie.

**« Réseau privé de distribution privé d'eau brute » :**

2.22. - Les ressources privées en eau, (sociétés privées de distribution d'eau brute) sauf celles exclusivement destinées à la lutte contre l'incendie, ne peuvent pas être prises en compte par le S.D.I.S. **comme moyens en eau directement disponibles pour la lutte contre l'incendie** des constructions d'habitation, d'établissement recevant du public ou d'établissements soumis au Code du travail.

**En effet, la lutte contre l'incendie relève du service public obligatoire.**

La fourniture par ces sociétés d'une prestation de distribution d'eau brute pouvant servir d'appoint à la lutte contre l'incendie ne peut être que complémentaire à l'exercice de cette mission de service public. Elle ne peut aucunement s'y substituer.

Dans tous les cas, les contrats avec ces sociétés mentionnent le point ci-dessus et prévoient des **possibilités d'interruption de la fourniture de l'eau incompatible avec une permanence de protection.**

Toutefois, quand le réseau d'eau brute apparaît comme la seule ressource en eau disponible dans le secteur, **la solution de l'implantation d'une réserve artificielle, (voir points 2.29 et suivants), alimentée et/ou ré-alimentée, (avant, en cours et après utilisation), à partir du réseau d'eau brute, est retenue favorablement par le SDIS.**

**« Points d'eau naturels aménagés » :**

*Cette solution n'est envisageable que si un plan d'eau ou cours d'eau pérenne est situé à proximité de la construction. Elle est d'une mise en œuvre difficile dans notre département en raison du climat méditerranéen provoquant une situation d'étiage sévère voir d'assèchement des cours d'eau, de baisse trop importante du niveau des nappes phréatiques.*

2.23. - Les projets d'aménagement de points d'eau naturels destinés à la fourniture de l'eau **pour la défense extérieure contre l'incendie** doivent être soumis à l'avis du SDIS.

**Tous les points d'eau naturels aménagés doivent être destinés à l'usage exclusif des services de lutte contre l'incendie.** Le représentant du SDIS devra être invité par le maître d'ouvrage à la visite de réception et participera sur place à la vérification de la conformité de l'installation.

2.24. - L'aménageur devra constituer un dossier de demande d'agrément par le SDIS comprenant les pièces suivantes :

- un plan de situation,
- un plan de masse,
- une étude hydrogéologique réalisée par un organisme compétent, mettant en évidence que le point d'eau une fois aménagé sera en mesure, de fournir :
  - en tout temps,
  - au minimum **120 m3 d'eau pendant 2 heures,**

- une eau de qualité utilisable par les engins pompes (*bassin de lagunage interdit*),
- hauteur géométrique d'aspiration (*entre l'axe de la pompe et le niveau de plus basses eaux*) dans les conditions les plus défavorables : **au maximum de 6 mètres**,
- distance entre le bord de l'aire de manœuvre et le point d'aspiration : **au maximum de 8 mètres**,
- hauteur d'eau au point d'aspiration en toute saison : **minimum 1,60 mètre**.
- un programme de travaux respectant les prescriptions du SDIS (*voir points 2.23 et suivants*),
- les attestations, engagements et tous les documents utiles permettant de garantir la régularité administrative de sa réalisation, le libre accès en tout temps et l'usage exclusif du point d'eau aménagé par les services de secours (*Sapeurs-Pompiers, Forestier Sapeurs*),
- l'énumération des dispositions prises pour l'entretien au minimum annuel du point d'eau aménagé, de l'aire de manœuvre et éventuellement du puisard d'aspiration.

**2.25. –** Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault tient à la disposition des pétitionnaires un cahier rassemblant toutes les prescriptions spécifiques à mettre en œuvre pour la création d'un point d'eau de type « Point d'eau naturel aménagé ».

#### **« Réserve d'eau artificielle » :**

*Cette solution n'est envisageable que si une ressource en eau quelconque est disponible pour le remplissage de la réserve avant (éventuellement pendant) et après utilisation. Elle est d'une mise en œuvre relativement facile et encouragée par le SDIS au titre de la diversification des ressources en eau disponibles.*

**2.26. - Le nombre, l'implantation et le volume des réserves d'eau artificielles seront déterminés par le SDIS lors de l'analyse des risques du projet présenté.**

A défaut de pouvoir positionner des hydrants de Ø 100<sup>mm</sup> normalisés et alimentés par le réseau public de distribution de l'eau, le maître d'ouvrage devra créer une ou plusieurs **réserves d'eau artificielle**.

**Les réserves artificielles et leur branchement d'alimentation doivent être destinées à l'usage exclusif de la défense contre l'incendie.**

Les piscines des particuliers ne peuvent pas être prises en compte par le SDIS. Par contre, elles peuvent être utilisées pour réaliser une auto-protection de la construction par son propriétaire dans le cadre de la lutte contre un incendie du couvert végétal la menaçant.

Les réserves d'eau artificielles privées implantées à l'intérieur des propriétés seront reliées à la voie publique par une voie aux caractéristiques identiques à la voie engins (voir le point 1.2). L'implantation devra être réalisée hors des zones de flux thermique de 3kw/m<sup>2</sup> et dépendra également de la géométrie des bâtiments sur le site.

**La capacité nominale de la réserve d'eau artificielle est déterminée par le S.D.I.S. lors de l'analyse des risques. Elle doit être constituée d'un seul tenant.** Cette capacité peut être réduite dans les conditions fixées au point 2.29.

Le volume d'eau disponible dans les réserves artificielles **ne peut être supérieur au 2/3 des besoins en eau totaux** nécessaires à la couverture du risque incendie des

installations classées pour la protection de l'environnement, **1/3 des besoins en eau devra être réalisé obligatoirement à partir des hydrants.** En outre, les réserves artificielles doivent respecter toutes les spécifications techniques et les règles d'implantation définies par un cahier de prescriptions spécifiques fourni par la Direction du S.D.I.S. sur simple demande.

2.27. – **Un dossier de demande d'agrément** de réserve artificielle d'eau destinée à la lutte contre l'incendie devra être déposé au S.D.I.S. par le maître d'ouvrage. Ce dossier comprendra les pièces suivantes :

- le descriptif détaillé du réservoir envisagé,
- son implantation (extrait du plan de masse agrandi au 1/100<sup>ème</sup> ou échelle proche),
- le descriptif détaillé de l'alimentation précisant le débit du dispositif de remplissage après utilisation (captage, réseau de distribution public ou privé d'eau brute, etc.),
- les modalités prévues de l'entretien du réservoir,
- les dispositions prises au point de vue de l'hygiène et des risques d'accidents,
- un engagement à réaliser les travaux indiqués conformément aux prescriptions du SDIS et de fournir une attestation annuelle d'entretien,
- un engagement du maître d'ouvrage :
  - ✓ garantissant le maintien en tout temps de la quantité nominale de la réserve,
  - ✓ certifiant le débit du système mis éventuellement en place pour la ré-alimentation,
  - ✓ certifiant que la réserve sera positionnée hors de la zone du flux thermique de 3 kW/m<sup>2</sup>.
- pour les réserves artificielles d'un autre type que la solution citerne décrite ci-dessous, le pétitionnaire devra consulter le SDIS au préalable.

2.28. – **Le volume d'eau requis d'une réserve artificielle pourra être** obtenu en une seule capacité, ou par la réunion de deux ou trois capacités au maximum, **accouplées.** Dans le cas de citernes accouplées deux brides de liaison d'un diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub> minimum devront les relier en partie basse.

**Les réserves artificielles de grande capacité** ou d'un autre type que la solution citerne décrite ci-après feront l'objet d'une étude spécifique du SDIS, en particulier pour les bassins ouverts type bâches à eau.

Les réserves artificielles de grande capacité comporteront **autant de dispositif de puisage que de fraction de 120 m<sup>3</sup> d'eau stockée.** Les orifices des colonnes d'aspiration devront être positionnés dans l'axe de l'aire de manœuvre. Ils seront espacés en eux de 4 mètres et l'aire de manœuvre devra être dimensionnée pour autant d'engins pompe que de colonnes d'aspiration, (x fois 4m x 8 m) voir le point 2.44.

2.29. - Dans le cas où le maître d'ouvrage garanti par l'engagement inclus dans son dossier de demande d'agrément mentionné ci-dessus, un **apport d'eau** disponible en tout temps, (réseau A.E.P. ou privé d'eau brute), permettant la ré-alimentation automatique de la réserve artificielle, **le volume d'eau de celle-ci pourra être réduit** par le SDIS après étude du dossier de demande d'agrément présenté.

Cette réduction du volume d'eau sera égale au double du débit de la ressource en eau pérenne, **sans pour autant dépasser 25 %** du volume d'eau nominal de la réserve. (exemple : volume nominal 120 m<sup>3</sup> et ré-alimentation pérenne de 15 m<sup>3</sup>/h : 120 – (15x2) = 90 m<sup>3</sup>).



Le **dispositif de ré-alimentation** par le réseau public ou d'eau brute devra être réalisé au moyen d'un **robinet à flotteur**. Tout autre dispositif est proscrit.

---

- 2.30. - Le représentant du SDIS devra être invité par le maître d'ouvrage à la visite de réception et participera sur place à la vérification de la conformité de l'installation.
- 2.31. - Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault tient à la disposition des pétitionnaires un cahier des charges spécifique rassemblant toutes les prescriptions à mettre en œuvre pour la création d'un point d'eau de type « Réserve artificielle agréée ».

### **III – RISQUES GENERES PAR LES INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES EN TOITURE DES BATIMENTS :**

Compte tenu de l'avis de la Commission Centrale de Sécurité réunie en session plénière le 5 novembre 2009, avant toute installation photovoltaïque en toiture, que ce soit sur une installation ou un bâtiment existant ou en projet, il conviendra d'inciter les maîtres d'ouvrage et les services instructeurs des dossiers d'autorisation d'urbanisme, à **transmettre pour avis leur dossier complet à la Direction du S.D.I.S.**

Ce dossier devra comporter en particulier la description de l'installation, des réseaux électriques dédiés, préciser les modalités de coupure de l'énergie électrique et de l'utilisation des moyens d'extinction en cas d'incendie.

Le danger que représentent ces installations en cas d'incendie peut conduire le commandant des opérations de secours à privilégier de jour, les sauvetages, les mises en sécurité et la protection des bâtiments tiers, sans engager d'action de lutte directement sur le foyer en raison de la présence permanente de tension électrique dangereuse.

#### **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES**

- 3.1 – L'installation photovoltaïque devra être réalisée et installée de manière à ne compromettre aucune des dispositions réglementaires applicables au bâtiment concerné, notamment en ce qui concerne l'accessibilité des façades, l'isolement par rapport aux tiers, la protection de la couverture, l'application de la règle du C+D, le désenfumage, la stabilité au feu, etc.
- 3.2 – L'ensemble de l'installation devra être conçu selon les préconisations du guide UTE C15-712, en matière de sécurité et du guide des spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïque raccordées au réseau, coédité par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (A.D.E.M.E.) et le Syndicat des Énergies Renouvelables (S.E.R.) du 1/12/2008.
- 3.3 – Les dispositions nécessaires devront être prises pour éviter aux intervenants des services de secours et de lutte contre l'incendie, tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.
- 3.4 – **L'installation photovoltaïque réalisée en toiture, en façade, sur auvent, sur casquette pare-soleil, constituée de panneaux solaires ou de membranes solaires, devra être munie d'un ou de plusieurs organes de coupure d'urgence de type interrupteur / sectionneur DC destinés à réaliser l'interruption totale du flux électrique de courant continu provenant des modules solaires en cas d'intervention des sapeurs-pompiers.**

Ces dispositifs doivent être positionnés au plus près possible des panneaux ou membranes photovoltaïques,

Ils devront être manoeuvrables par télécommande à distance :

- par les sapeurs-pompiers,
- depuis le niveau d'accès des secours (palier du rez-de-chaussée),
- regroupée avec le dispositif de mise hors tension du bâtiment.

**IMPORTANT** : L'installation photovoltaïque comprenant soit :

- des cheminements de câbles DC entre les modules photovoltaïques en toiture et le local onduleur installés en extérieur avec protection mécanique et pénétrant directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment,
- des onduleurs à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules,
- des cheminement de câbles DC à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur réalisés dans un cheminement technique protégé, situé hors des locaux à risques particuliers, et de degré CF égal au degré de stabilité au feu du bâtiment avec un minimum de 30 minutes,
- des cheminements de câbles DC uniquement dans le volume, où se trouvent les onduleurs, inaccessibles, ni au public ni au personnel ou occupants non autorisés; le plancher bas de ce volume est SF° égal à la SF du bâtiment avec un minimum de 30 minutes,

*peut être dispensée, après étude du S.D.I.S., de l'installation des organes de coupure mentionnés ci-dessus.*

3.5 – Un dispositif de coupure d'urgence générale et simultanée de l'ensemble des onduleurs devra être positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifiée par la mention :

**« ATTENTION – PRESENCE DE DEUX SOURCES DE TENSION : »**

**A - réseau de distribution E.R.D.F.,**

**B - modules photovoltaïques,**

en lettres noires sur fond jaune.

3.6 – Un panneau d'information inaltérable complètera l'affichage ci-dessus.

Il devra indiquer :

- le plan synoptique de l'installation,
- la position des organes de coupure électrique DC et AC,
- les parties du réseau en toiture restant sous tension permanente avec indication des voltage et puissance crête,
- le danger persistant d'électrisation même après coupure des réseaux DC,
- l'interdiction de procéder à des « déconnexions en charge » des câbles électriques et connecteurs DC accessibles.

3.7 – Un cheminement d'au moins 50 cm de large devra être maintenu autour du ou des modules photovoltaïques installés en toiture,

3.8 – Le maître d'ouvrage devra justifier de la capacité de la structure porteuse (solidité à froid) à supporter la charge supplémentaire apportée par l'installation, par une attestation du contrôleur technique missionné,

3.9 – Les parois enveloppe des locaux techniques « onduleurs » devront être isolés des autres locaux par des parois coupe feu de degré égal à la stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes, la porte y donnant accès devra être pare-flamme de degré ½ heure,

- 3.10 – Les emplacements des locaux techniques onduleurs devront être signalés sur les plans du bâtiment facilitant l'intervention des secours.
- 
- 3.11 – Un pictogramme dédié au risque photovoltaïque, devra être positionné à l'extérieur du bâtiment, visible au niveau : de l'accès des secours; des accès aux locaux abritant les équipements relatifs à l'énergie photovoltaïque;
- 3.12 – Les matériaux constituant les boîtes de jonction ou de raccordement, les câbles de liaison DC, l'interrupteur général DC en amont de l'onduleur, **doivent être non propagateurs de la flamme. Tous ces éléments doivent être signalisés** en place par des étiquettes inaltérables mentionnant notamment le danger électrique ainsi que la présence de tension électrique permanente, Elles devront être visibles, fixées durablement et résister aux intempéries ainsi qu'au rayonnement ultraviolet.
- 3.13 – Les câbles électriques DC traversant le bâtiment **doivent être identifiés** et repérés **tous les 5 mètres sur leur cheminement entier** par une **signalisation inaltérable** (pictogramme dédié au risque photovoltaïque) afin de rester identifiables par les sapeurs-pompiers en cas d'incendie.
- 3.14 – Les locaux techniques contenant les onduleurs, transformateur et autres équipements électriques **devront être équipés d'extincteurs** adaptés à l'extinction d'un feu d'origine électrique, (Minimum 2 extincteurs à CO<sub>2</sub> de 2Kg),
- 3.15 – La partie « courant alternatif » (AC) de l'installation photovoltaïque devra répondre aux spécifications de la **norme NF C 15-100**. Notamment, un disjoncteur de **protection différentielle** de sensibilité  $\leq 30$  mA devra être installé. (Cette dernière prescription ne s'applique qu'aux immeubles d'habitation).
- 3.16 – Le maître d'ouvrage devra transmettre au SDIS une note précisant les **procédures d'intervention des services de secours** face au danger d'électrification que pourrait présenter une telle installation si elle était endommagée :
- par arrachement, (vent)
  - par effondrement de la structure,
  - lors d'un incendie.

#### **IV - CONSULTATION DU SDIS**

- 4.0. – En application des dispositions de l'article R.423-50 et suivants du Code de l'urbanisme, le S.D.I.S.34 demande à être consulté sur **les projets ou travaux ayant une influence notable sur la distribution des secours** tels que :

##### Projets d'urbanisme :

- Demande de P.A. pour création de zones industrielles, artisanales, parcs résidentiels de loisir, village de vacances, parc d'attraction de plus de 2 ha, aires publiques de stationnements de plus de 50 places, lotissement de plus de 2 lots,
- Demande de P.C. pour tout projet de construction d'une SHOB > 20m<sup>2</sup>,
- Demande de P.C. pour les projets éoliens > 12 mètres et photovoltaïques,
- Demande de P.C. pour les installations électriques  $\geq 3$  kV
- Demande de P.C. pour une Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation et entrepôts soumis à déclaration,
- Demande de P.C. pour Établissements Recevant du Public du premier groupe dont les monuments historiques,
- Demande de P.C. pour constructions soumises aux dispositions du Code du travail,



- Travaux de réhabilitation, rénovation, réaménagement ou changement de destination d'immeubles, avec ou sans augmentation des surfaces,
- Création de campings, dont les D.P. pour camping de moins de 6 emplacements et les P.A. pour camping de plus de 6 emplacements,
- Création des aires d'accueil et de stationnement des gens du voyage,

Autres projets :

- Implantation par la collectivité ou par les particuliers, de portails automatiques, bornes rétractables et tout autres barrières pouvant avoir une incidence sur l'acheminement des moyens de secours,
- Création et re-structuration de voirie de nature à modifier l'accessibilité des engins de secours, évolutions des schémas de circulation, notamment par la mise en sens unique de nouvelles voies dont l'arrêté municipal l'instituant doit préciser impérativement si cette mesure s'applique ou non aux véhicules prioritaires,
- Mise en place de dispositifs de modération de la vitesse et du trafic (ralentisseurs),
- Modification des réseaux de distribution d'eau potable,
- Projets d'implantation, de suppression ou de déplacement des hydrants (poteaux ou bouches d'incendie),
- **Tout autre projet, quand la question de la défense incendie, de la distribution des secours et de l'accessibilité des engins de lutte contre l'incendie peut être posée.**

4.1. – Sans aucune exception, les dossiers de consultation doivent être impérativement adressés à :

**Monsieur le Directeur**  
**du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault**  
 Service Prévision  
 150, rue Super Nova  
 34570 VAILHAUQUES,

Hors procédure, le S.D.I.S. se réserve la possibilité de demander aux pétitionnaires, la fourniture de documents supplémentaires afin de permettre aux instructeurs sapeurs-pompiers une réelle **ANALYSE DES RISQUES**, la vérification de la prise en compte par les constructeurs, aménageurs et architectes des dispositions réglementaires de sécurité.

Il pourra s'agir de :

- **Notice descriptive** du projet (activités, nature et quantité de produits stockés, hauteur de stockage, sources de dangers, flux et enjeux ciblés),
- **Notice de sécurité incendie** établie par un organisme de contrôle agréé permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité incendie édictée par le Code du travail, l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986 concernant les immeubles d'habitation,
- Un **plan de quartier** avec positionnement des **poteaux ou bouches d'incendie existants**,
- Un **plan intérieur** avec mention des surfaces,
- Un **plan du réseau Alimentation Eau Potable (AEP)** réseau actuel et réseau projeté, indiquant les diamètres des canalisations, le maillage, l'implantation des hydrants,
- Le **procès verbal de réception** des travaux de pose des hydrants avec mention des valeurs de pressions statique et de débits mesurés à la pression dynamique de 1 bar dans le respect de la norme NF S 62-200.

Cette **liste est non limitative** et le S.D.I.S. pourra demander au maître d'ouvrage de fournir d'autres pièces qu'il jugera utiles à l'étude ou à la réalisation des **plans d'interventions** des Sapeurs-pompiers, et du **plan d'établissement répertorié**. (Plan E.T.A.R.E.)

## RISQUES NATURELS

**NOTE :** Le SDIS rappelle que l'article L 121-1 §3 du Nouveau Code de l'Urbanisme (Loi S.R.U.) énonce les principaux objectifs que doivent atteindre les S.C.O.T., P.L.U. et CARTES COMMUNALES dans le domaine de la gestion des risques.

*En effet, l'équilibre entre le renouvellement urbain, la maîtrise de son développement et les espaces affectés aux activités d'une part, la préservation des espaces agricoles, la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, tout en respectant aussi les objectifs du développement durable, ne doivent pas occulter la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*

*De surcroît, l'article L.111-3-1 du Code de l'Urbanisme impose que des études préalables à la réalisation des projets d'aménagement, des équipements collectifs et des programmes de constructions, entrepris par la collectivité publique ou nécessitant une autorisation administrative et qui, par leur importance, leur localisation ou leurs caractéristiques propres peuvent avoir des incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, doivent comporter une étude de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences.*

## V - PRISE EN COMPTE DU RISQUE MAJEUR FEU DE FORET :

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.), (arrêté préfectoral du 11/02/2005) identifie le risque majeur feux de forêts pour toutes les communes du département. **Les zones exposées** sont définies comme étant les bois, les forêts, les plantations, les reboisements, ainsi que les landes, les garrigues et les maquis.

5.0. Sans préjudice de l'avis émis par le service de l'État concerné, le SDIS prescrit ce qui suit.

Sur les parties du territoire communal situées à l'intérieur ou à moins de 200 mètres des zones exposées, les mesures de débroussaillage sont fixées par :

- les dispositions du **Code Forestier** et en particulier de l'article L.322-3 (Loi du 9 juillet 2001)
- les dispositions de l'**arrêté préfectoral n°2004-01-907 du 13 avril 2004 modifié par les arrêtés préfectoraux n°2005-01-539 du 4 mars 2005 et n°2007.1.703 du 4 avril 2007** qui définissent les parties de territoire concernées ainsi que les modalités techniques liées au débroussaillage et à son maintien.

Conformément à l'arrêté préfectoral précité, le **débroussaillage sur la totalité des parcelles** doit être aussi réalisé :

- sur les terrains construits ou non, situés dans les zones urbaines (Zones U du plan local d'urbanisme),
- sur les terrains situés dans les zones définies dans le règlement du Plan de Prévention des Risques Incendie de Forêt (P.P.R.I.F.) approuvé,
- aux terrains destinés aux opérations de création de zones d'aménagement concerté (ZAC), **pour toute construction y compris les établissements recevant du public (E.R.P.)**, de lotissements, d'exploitation industrielle

(I.C.P.E.) ou artisanale, d'espaces verts liés à une association foncière urbaine (A.F.U.),

- sur la totalité de la surface des terrains aménagés pour le **camping** ou le **stationnement de caravanes ou de mobil home**.

Dans tous les cas, les opérations de débroussaillage et de maintien dans cet état doivent être accomplies **avant le 15 avril de chaque année**. Les produits issus du débroussaillage (rémanents) devront être éliminés avant cette date.

Les dispositions de **l'arrêté préfectoral permanent n° 2002 01 1932 du 25 avril 2002** définissant les contraintes liées à l'emploi du feu, notamment pour les opérations de débroussaillage, doivent être intégralement respectées.

Le récépissé du dépôt de la déclaration d'incinération effectuée par les propriétaires ou leurs ayants droits pour l'incinération des végétaux coupés ou sur pied, doit être envoyé par télécopie (recto seul), sans délai, par le Maire au S.D.I.S., Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS) Fax : 04-67-84-81-95 et à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

*Recommandation : Pour les habitations exposées au risque feu de forêt et disposant d'une réserve d'eau (piscine, bassin, réservoir) il est recommandé au propriétaire d'acquérir et de maintenir en bon état d'entretien une motopompe de 15 m<sup>3</sup>/h de débit, actionnée par un moteur thermique, susceptible d'alimenter une petite lance raccordée à des tuyaux de longueur suffisante, pour que tout point de la construction puisse être atteint par le jet de cette lance. Cet équipement sera remisé dans un coffre ou une construction incombustible.*

## **VI - PRISE EN COMPTE DU RISQUE MAJEUR INONDATION :**

Le dossier départemental des risques majeurs (arrêté préfectoral du 11 février 2005) identifie pour la commune de **Juvignac**, le **risque majeur d'inondation** de type **torrentielle de faible intensité** auquel est soumise une population sans cesse croissante. Voir le site Internet de la Préfecture de l'Hérault à l'adresse URL :

[http://www.herault.pref.gouv.fr/securite/Securite\\_civile/DDRM\\_2004/inondation.pdf](http://www.herault.pref.gouv.fr/securite/Securite_civile/DDRM_2004/inondation.pdf)

Des aléas gravissimes tels que les phénomènes météorologiques d'intensité croissante de type **RUISSELLEMENT URBAIN** depuis les vingt dernières années sont susceptibles de se reproduire dans des zones aux enjeux humains et économiques importants.

- 6.0. - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, le maître d'ouvrage devra prendre en compte le risque inondation lors de la conception de son projet.

Toutes les mesures nécessaires devront être prises par les maîtres d'ouvrage notamment concernant le **maintien de la viabilité des accès aux constructions futures** qui ne doivent pas se trouver isolées lors des précipitations locales orageuses ou des crues, les infrastructures routières créées devant rester hors d'eau en toute circonstances afin de **permettre aux habitants ou aux occupants d'évacuer** dans une direction judicieusement choisie où ils pourront être mis en sécurité rapidement,



Les maîtres d'ouvrage devront mettre en œuvre les mesures de **prévention, de protection et de sauvegarde individuelle** qui leur incombent, et notamment les mesures :

---

- o concernant **l'arrimage des cuves de gaz ou d'hydrocarbures enterrées ou non**, des citernes sous pression ainsi que tous les récipients contenant des engrais liquides, des pesticides et autres produits dangereux pour l'environnement ;
- o concernant le **balisage des bords de piscine** ou des cavités diverses afin d'en visualiser l'emprise en cas de recouvrement par les eaux, etc.

Si un **ouvrage de rétention** des eaux pluviales est exigé, lorsque le choix de la solution bassin de rétention est retenu, toutes les mesures structurelles nécessaires devront être prises afin de permettre à une personne ayant fait une chute dans le bassin d'en sortir d'elle-même sans difficulté grâce à la réalisation de pentes modérées réglées à 3/1 minimum, d'un escalier ou d'une main-courante, d'une rampe stabilisée permettant l'accès des secours. Les bords du bassin présentant un risque de chute en raison d'une dénivelée importante, mur de soutènement, enrochements ainsi qu'à l'aplomb de l'exutoire, devront être protégés par une glissière ou une barrière. Une signalétique devra être posée pour informer de la présence et de la fonction du bassin, ainsi que l'interdiction d'accès en cas d'événements pluvieux. Une vanne de sectionnement devra être installée sur la canalisation de fuite afin de pouvoir contenir toute pollution accidentelle ; pour plus d'informations, voir le site de la Préfecture de l'Hérault à l'U.R.L. suivant : [http://www.herault.pref.gouv.fr/grandsdossiers/bassins\\_retention/fiche\\_bassins.pdf](http://www.herault.pref.gouv.fr/grandsdossiers/bassins_retention/fiche_bassins.pdf)

-O-O-O-O-

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Le S.D.I.S. 34 utilise pour son étude les définitions du « Guide pratique D9 » édition 09.2001-édité par, la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) et le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP). : [www.cnpp.com](http://www.cnpp.com) URL : <http://www.cnpp.com/indexd9.htm>

### 1 - Besoins en eau pour les immeubles d'HABITATIONS et de BUREAUX

<div style="text-align: center;">Défense Incendie</div> <div style="text-align: center;">Type d'immeuble</div>	Densité minimale d' implantation des P.I. de 100 <sup>mm</sup>	Distance <sup>(1)</sup> entre le PI le plus proche et l'entrée du bâtiment <sup>(3)</sup> le plus défavorisé.	Distance <sup>(2)</sup> maximale entre 2 P.I. consécutif s	Débit horaire global exigé sur zone	OBSERVATIONS
Habitations individuelles de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> famille	1 par carré de 4 hectares	150 mètres	Entre 150 et 200 mètres	60 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	Dans les communes rurales, le P.I. peut être remplacé par une réserve d'eau centrale de 120 m <sup>3</sup> à moins de 400 mètres après étude par le SDIS.
Habitations collectives de 3 <sup>ème</sup> famille A	2	150 mètres		120 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Habitations collectives de 3 <sup>ème</sup> famille B	2	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>	150 mètres maximum	120 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	Réseau maillé vivement recommandé
Habitations collectives de 4 <sup>ème</sup> famille	3	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		180 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de Grande Hauteur habitations	3	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		180 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de bureaux H ≤ 8 m et S ≤ 500 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	1	150 mètres	Entre 150 et 200 mètres	60 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de bureaux H ≤ 28 m et S ≤ 2000 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	2	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>	150 mètres maximum	120 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de bureaux H ≤ 28 m et S ≤ 5000 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	3	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		180 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	

Immeuble de bureaux S > 5000 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	4 de 100 mm ou 2 de 100 mm + 1 de 150 mm	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		240 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de Grande Hauteur à usage de bureaux <sup>(4)</sup>	4 de 100 mm ou 2 de 100 mm + 1 de 150 mm	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		240 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	

- (1) – La distance doit être mesurée en empruntant l'axe de la chaussée ou du chemin stabilisé d'une largeur minimale de **1,80 mètre** praticables par un dévidoir.
- (2) – La distance doit être mesurée en empruntant l'axe des voies carrossables.
- (3) – Il s'agit soit de l'accès principal de l'habitation considérée, soit de l'escalier de l'immeuble, le plus éloigné de l'hydrant.
- (4) – H : Il s'agit de hauteur du plancher bas du niveau le plus haut par rapport au seuil de référence,  
S : Il s'agit de la surface développée non recoupée (la notion de surface est définie par la zone délimitée par des parois et/ou planchers **coupe feu de degré 1 heure** minimum, sauf pour les **I.G.H.** où le degré **coupe feu doit être de 2 heures**).
- (5) – Il s'agit de la distance maximale entre le PI et l'orifice de la colonne sèche de 65 mm lorsqu'elle est imposée – voir article 98 de l'arrêté ministériel du 31/01/1986 et la norme NF S 61 750.

## 2 - Besoins en eau pour les ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC :

Les établissements recevant du public sont spécialement répertoriés, pour le calcul des besoins en eau, en 4 classes :

**Classe 1 :** Type N – Restaurants,  
Type L – Salles de réunion, de spectacle (sans décor ni artifice),  
Type O – Hôtels,  
Type R – Établissements d'enseignement,  
Type X – Établissements sportifs couverts,  
Type U – Établissements sanitaires,  
Type J – Maisons de retraite,  
Type V – Établissements de culte.

**Classe 2 :** Type L – Salles de réunion (avec décor et/ou artifices),  
Type P – Boîtes de nuit, discothèques,  
Type Y – Musées.

**Classe 3 :** Type M – Magasins,  
Type S – Bibliothèques,  
Type T – Salles d'exposition.

**Classe 4 :** Classes 1,2 et 3 avec risque sprinklé.

Le S.D.I.S. considère le risque comme sprinklé si :



- une protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente dans l'exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;
- l'installation est entretenue et vérifiée régulièrement ;
- l'installation est en service en permanence.

Pour la définition des besoins en eau pour les E.R.P. de bureaux (Type W), se référer au tableau précédent.

Pour la définition des besoins en eau des autres E.R.P. de type EF, SG, CTS, REF, PS, OA, PA, GA et les campings, une étude spécifique doit être réalisée par le SDIS.

Dans le tableau ci-dessous, les valeurs ne sont données qu'à titre indicatif, une étude particulière de la défense incendie de chaque établissement doit être menée en collaboration avec le S.D.I.S.

La durée d'application de l'eau pour l'extinction de l'incendie est fixée à **2 heures**.

**Les réseaux alimentant les hydrants mentionnés doivent être impérativement maillés. Les poteaux et bouches d'incendie doivent être normalisés.**

Classe d'E.R.P.	Défense Incendie	Nombre de P.I. de 100 <sup>mm</sup> en fonction de la surface	Distance maximale <sup>(2)</sup> entre le PI le plus proche et l'entrée du bâtiment considéré <sup>(4)</sup> .	Distance <sup>(3)</sup> maximale entre 2 P.I. consécutifs	Débit horaire global des hydrants exigé sur zone, principe de calcul en fonction des surfaces <sup>(5)</sup> :
Classe 1		≤ 1000 m <sup>2</sup> : 1 > 1000 m <sup>2</sup> <sup>(1)</sup>	150 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(6)</sup>	200 mètres maximum	De 0 à 3 000 m <sup>2</sup> : 60 m <sup>3</sup> /h par fraction de 1 000 m <sup>2</sup> Au-delà : ajouter 30 m <sup>3</sup> /h par fraction de 1 000 m <sup>2</sup>
Classe 2		≤ 500 m <sup>2</sup> : 1 > 500 m <sup>2</sup> <sup>(1)</sup>			Même calcul que classe 1 X 1,25
Classe 3		≤ 500 m <sup>2</sup> : 1 > 500 m <sup>2</sup> <sup>(1)</sup>	100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(6)</sup>	150 mètres maximum	Même calcul que classe 1 X 1,5
Classe 4		≤ 1000 m <sup>2</sup> : 1 > 1000 m <sup>2</sup> <sup>(1)</sup>	150 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(6)</sup>	200 mètres maximum	De 0 à 4 000 m <sup>2</sup> : 60 m <sup>3</sup> /h par fraction de 1 000 m <sup>2</sup> avec un maximum de 180 m <sup>3</sup> /h. De 4 001 à 10 000 m <sup>2</sup> : 240 m <sup>3</sup> /h. Au-delà de 10 000 m <sup>2</sup> : ajouter 60 m <sup>3</sup> /h par fraction de 10 000 m <sup>2</sup>

- <sup>(1)</sup> – Le nombre, le type, l'emplacement des hydrants est déterminé par le SDIS lors de l'étude du dossier. (Se référer aux règles de calcul des débits en dernière de colonne de droite du tableau).
- 
- <sup>(2)</sup> – La distance doit être mesurée en empruntant soit une chaussée, soit un chemin stabilisé d'une largeur minimale de **1,80** mètre praticable par un dévidoir. Elle doit permettre la mise en œuvre aussi rapide que possible des lances des Sapeurs-Pompiers tout en évitant d'exposer dangereusement les engins d'incendie.
- <sup>(3)</sup> – La distance doit être mesurée en empruntant l'axe des voies carrossables.
- <sup>(4)</sup> – Il s'agit soit de l'accès principal de l'immeuble considéré, soit de l'escalier de l'immeuble, le plus éloigné de l'hydrant.
- <sup>(5)</sup> – Il s'agit de la surface développée non recoupée (la notion de surface est définie par la zone délimitée par des parois et/ou planchers **coupe-feu de degré 1 heures** minimum,
- <sup>(6)</sup> – Si la colonne sèche est imposée par la réglementation.

### **3 - Besoins en eau pour les INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT soumises à autorisation et pour tous les entrepôts :**

Le dimensionnement des besoins en eau pour couvrir le risque incendie dans les établissements industriels fera l'objet **dans tous les cas** d'une étude spécifique réalisée par le service Prévision du S.D.I.S.

### **4 – Besoins en eau pour la défense incendie des CAMPINGS :**

- Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.
- Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2007.01.2016 du 26 septembre 2007 relatif aux terrains de camping aménagés, aux aires naturelles de camping et aux parcs résidentiels de loisirs et définissant notamment les mesures de protection contre les risques d'incendie, les risques naturels et technologiques prévisibles, les contraintes liées à l'accès des secours et les ressources en eau pour la lutte contre les incendies devront être intégralement respectées.

### **5 - Prescriptions spécifiques selon le zonage PLU :**

**Zones U** : Zone urbaine à usage d'habitations, d'équipements collectifs, services et activités diverses, zone déjà urbanisée, zone où les équipements publics en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter :

**La totalité des prescriptions s'applique.**

**Zones AU** : Zones à caractère naturel destinées à être ouvertes à l'urbanisation :

- Défense incendie identique à la zone U.
- La totalité des prescriptions s'applique.**

**Zones A** : Zones agricoles comprenant des constructions et des installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ou liées à l'exploitation agricole :

**Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.**

- Besoins en eau pour la lutte contre l'incendie assurés si possible par un **hydrant normalisé ou si non par une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>** d'eau minimum utilisable en 2 heures, par tout temps et implantée à **400 mètres** au maximum du lieu à défendre,
- Si plusieurs points d'eau sont nécessaires : distance entre deux points d'eau de **300 mètres au maximum**,
- Les territoires communaux comportant de nombreuses parties au couvert végétal sensible à l'incendie, bien que non soumis au décret 92-273 du 23 mars 1992 requièrent la mise en place de moyens de secours adaptés définis par le S.D.I.S.

**Zones N** : Zones naturelles et forestières de richesse naturelle et économique, agricole comprenant des terrains réservés à l'exploitation agricole, élevage, exploitation des ressources du sous-sol ou de la forêt :

**Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.**

- La réalisation de tout bâtiment lié à l'exploitation agricole ou des ressources du sous-sol ou de la forêt doit entraîner une mise en place d'une défense incendie obligatoire par un hydrant normalisé ou à défaut par **une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> minimum**, utilisable par les Sapeurs-pompiers en tout temps et implantée à **400 mètres** au maximum du lieu à défendre.



- 
- Toutes les zones comportant des parties au couvert végétal combustible jouxtant des habitations devront être **débroussaillées** et entretenues comme telles conformément au Code Forestier et à l'Arrêté préfectoral du 13/04/2004.

## RÉGLEMENTATION VISÉE : (liste non exhaustive)

- Code de l'Urbanisme, (art. L111-2, L332-15, L443-2, L 460-3, R111-2, R111-4, R111-9, R123-24, R126-3, R315-29, R421-5-1, R421-50, R421-53, R460-3),
- Code de la Construction et de l'Habitation : art L.123-1 et L.123-2, LIVRE PREMIER - TITRE II, art. R 111-1 à R 111-17, et notamment :
  - le décret 69-596 du 14 juin 1969;
  - l'arrêté ministériel du 25/06/80 modifié (notamment les articles MS) pour la mise en œuvre des moyens de secours fixés par les dispositions particulières liées aux types d'E.R.P.;
  - l'arrêté ministériel du 18/10/77 modifié (articles GH) pour ce qui concerne les Immeubles de Grande Hauteur ;
  - l'arrêté ministériel du 31/01/86 modifié par les arrêtés du 18/05/1986 et 19/12/1988, concernant la sécurité incendie dans les immeubles d'habitations,
  - circulaire du 13/12/1982 relative à la sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration des bâtiments d'habitation existants. (J.O.N.C. du 28/01/1983 pages 1162 à 1166).
- Code de l'Environnement : LIVRE V art. L. 511-1 et suivant(s), L. 512-1 et suivant(s), L. 513-1, L. 514-1 et suivant(s), L. 515-1 et suivant(s), L. 516-1 et suivant(s) et L. 517-1 et suivant(s) et les différents textes relatifs aux I.C.P.E.,
- Code Forestier : LIVRE III - Titre 2, (Loi du 4/12/1985, Loi du 6/07/1992, Loi du 9/07/2001), articles L 321-5-3, L 322-3, L 322-9-2, R 322-6,
- Code du Travail, Livre 2, Titre III, (art. L.231-1 à L.231-2, L.233-1-1, L.233-3, L.235-1, L.235-19, R.232-1 à R.232-1-14, R.232-12 à R.232-12-29, R.235-3 à R.235-3-20, R.235-4 à R.235-4-18)
  - le décret du 31/03/1992,
- Circulaires interministérielles n°465 du 10/12/1951 et du 20/02/1957,
- Circulaires ministérielles du 30/03/1957 et du 9/08/1967,
- Circulaire ministérielle n°82-100 du 13/12/1982,
- Arrêté ministériel du 1/02/1978 relatif au règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers (pour la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> partie - pages 11 à 196 - articles non encore abrogés),
- Arrêté Préfectoral permanent du 25/04/2002 relatif à la prévention des incendies de forêts.
- Normalisation française (NF S 61-211, NF S 61 213, NF S 62-200, NF S 61 750, NF S 61-221 etc...)

*Mention légale à ajouter en fin de nos avis techniques : Conformément à la loi Informatique et Libertés en date du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression concernant les données qui vous concernent. En effet, les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement informatique et sont répertoriées dans une base de données. Vous pouvez exercer ce droit en nous contactant par mail à : [prevision@sdis34.fr](mailto:prevision@sdis34.fr)*

-O-O-O-O-O-O-

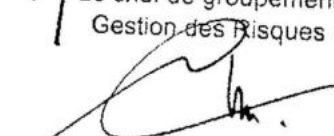
## **AVIS TECHNIQUE DU SDIS**

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours porte à votre connaissance qu'il n'y a pas sur la commune de **JUVIGNAC** de réseaux d'infrastructures actuels ou projetés, tels que relais radio et faisceaux hertzien associés, nécessaires au fonctionnement de nos services et susceptibles de constituer au titre des dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme une servitude d'utilité publique.

En outre, il n'y a aucun projet en cours relatif à la réalisation, à la transformation ou à l'agrandissement d'une installation du S.D.I.S., tels que les bâtiments d'un centre d'intervention et de secours ou autres constructions et installations nécessaires à notre service public et pouvant entrer dans la définition des projets d'intérêts généraux à porter à la connaissance du Maire.

Le SDIS émet, en ce qui le concerne, un **AVIS FAVORABLE** au projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Juvignac**.

Conformément aux dispositions de l'article L.126.1 1<sup>er</sup> paragraphe du Code de l'Urbanisme, nos prescriptions valent servitudes et devront être annexées au règlement du plan local d'urbanisme.

P / Le chef de groupement  
Gestion des Risques  
  
Commandant Gilbert ARNAL  
Lieutenant-colonel Pierre RAYNARD

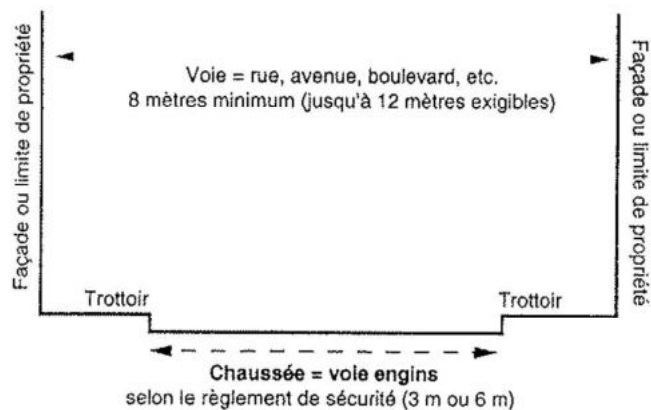


## ANNEXE 1

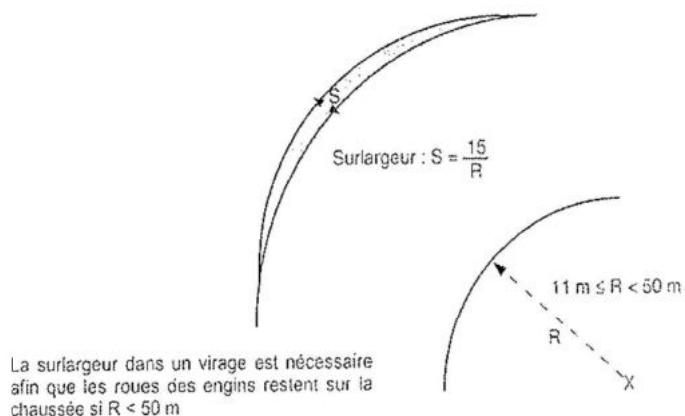
### AIRES DE RETOURNEMENT

IMPOSÉES POUR LES « VOIES ENGIN » EN IMPASSE DE PLUS DE 100 MÈTRES

#### Notion de voie



#### Règle de la surlargeur

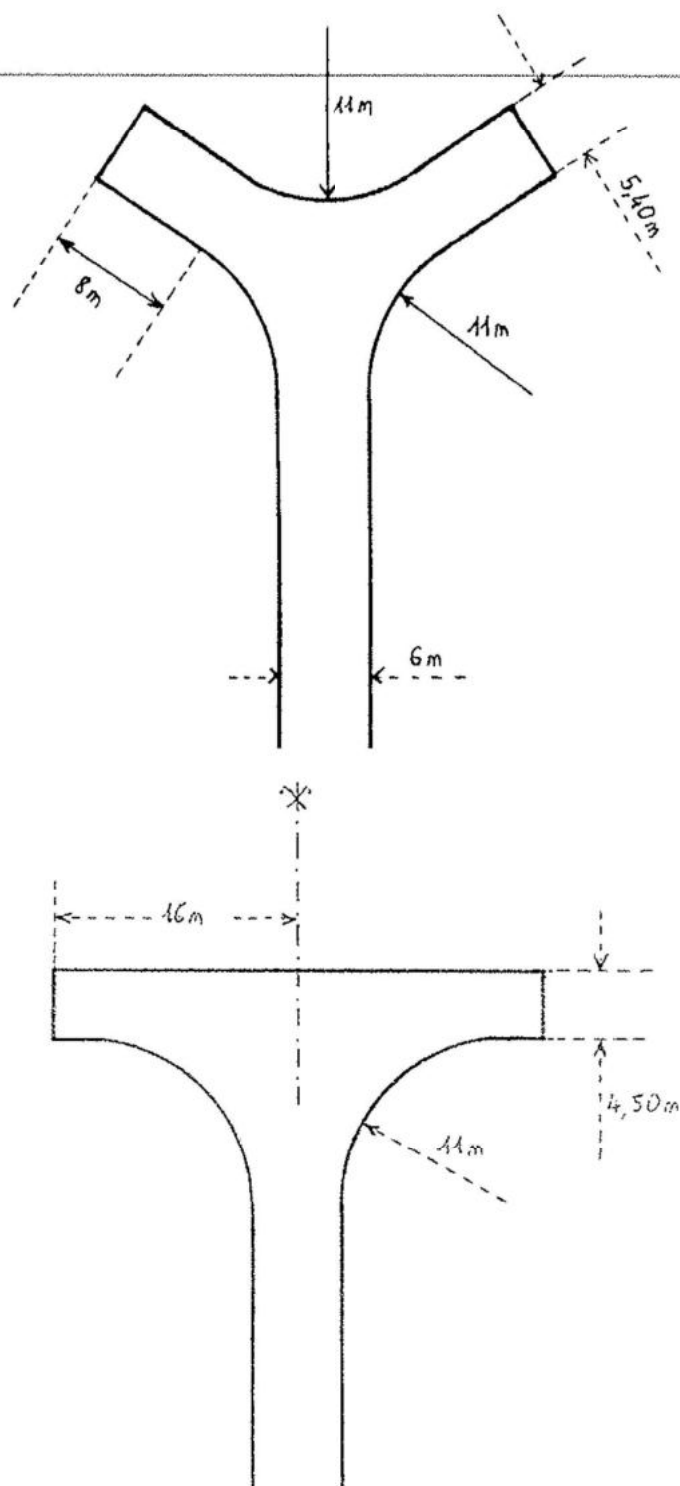


La surlargeur dans un virage est nécessaire afin que les roues des engins restent sur la chaussée si  $R < 50$  m

DESSERTE DES CONSTRUCTIONS AUTRES QUE LES HABITATIONS DE 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup>

#### FAMILLE

#### EXEMPLES



En V

Manœuvre de retournement  
avec une seule marche arrière

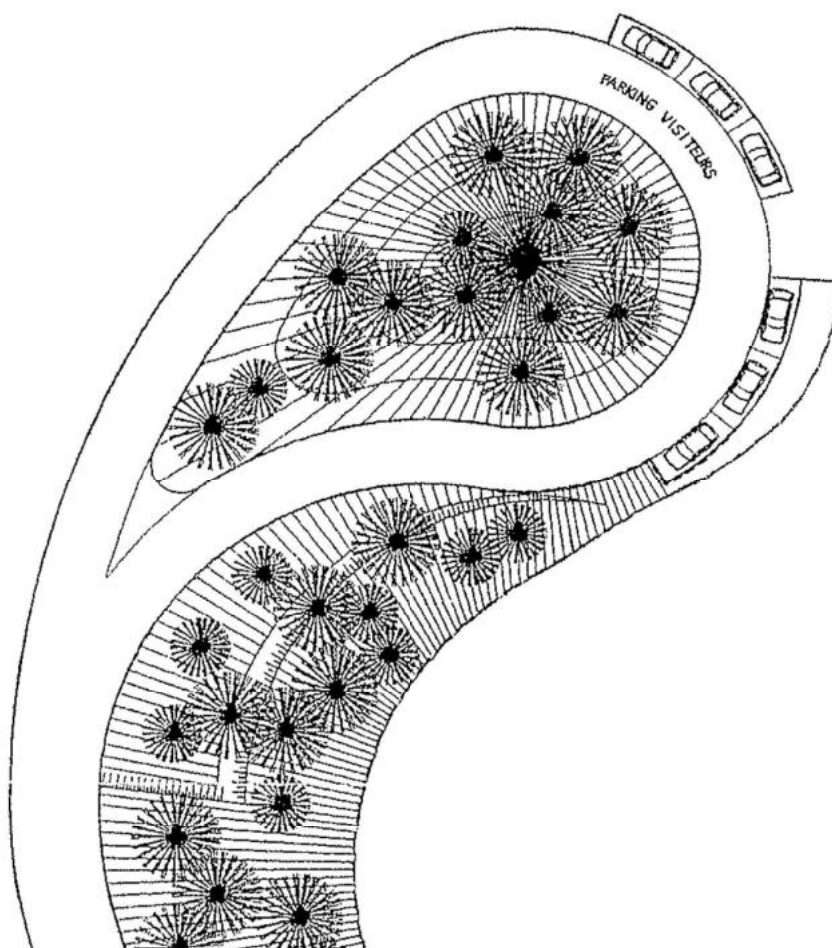
En T

**AIRES DE RETOURNEMENT**

IMPOSÉES POUR LES « VOIES ENGINS » EN IMPASSE DE PLUS DE 100 MÈTRES

DESSERTE DES CONSTRUCTIONS AUTRES QUE LES HABITATIONS DE 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup>  
FAMILLE

EXEMPLE DE RAQUETTE



Manœuvre de retournement  
sans marche arrière



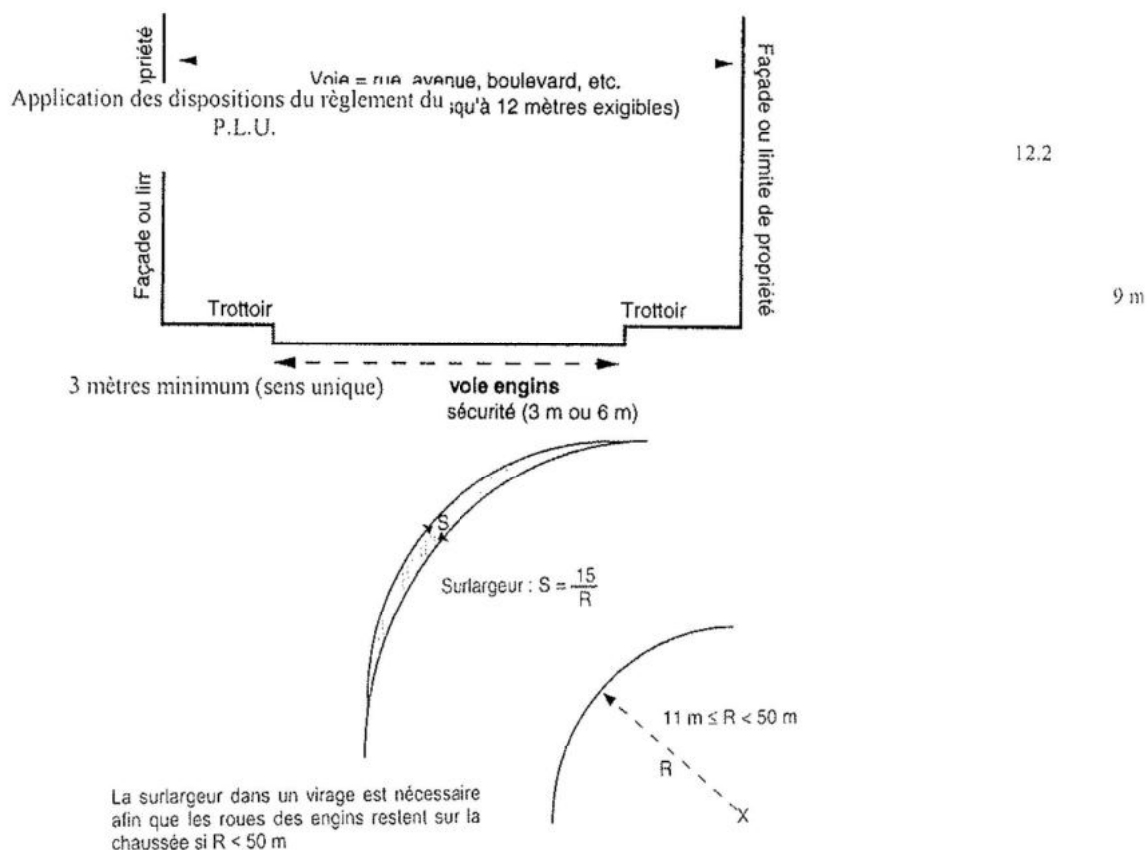
## ANNEXE 2

### AIRES DE RETOURNEMENT

POUR LES VOIES EN IMPASSE DE PLUS DE 120 MÈTRES  
DESSERVANT EXCLUSIVEMENT DES HABITATIONS  
INDIVIDUELLES DE 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> FAMILLE

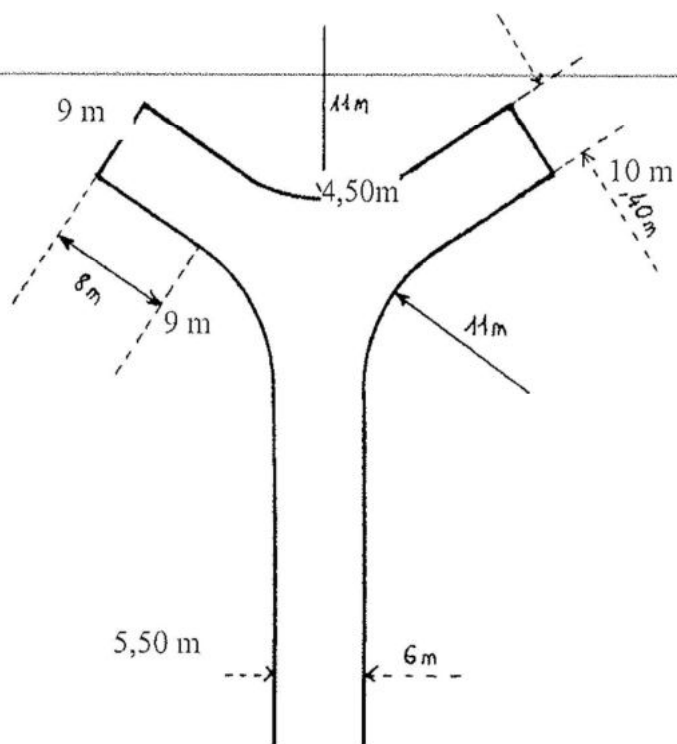
#### Notion de voie

#### Règle de la surlargeur



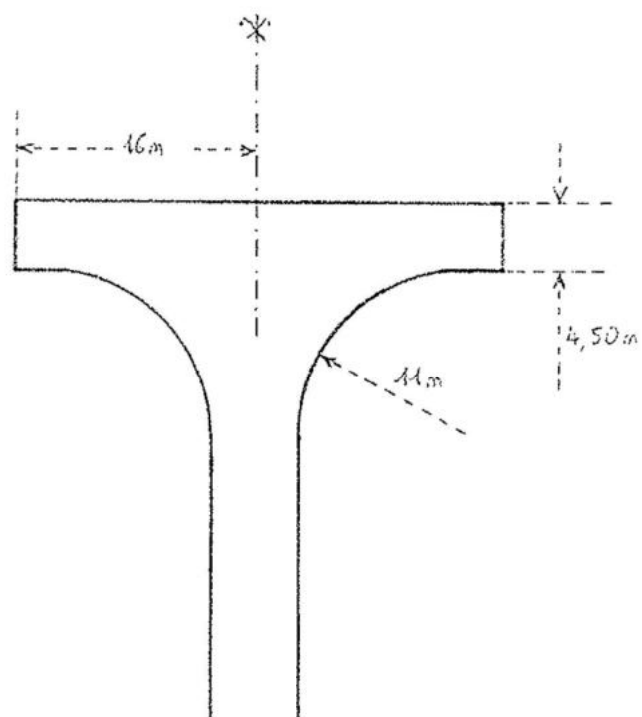
EXEMPLE D'AIRES DE RETOURNEMENT AVEC UNE COURTE MARCHE ARRIERE :

6 m



9 m

4.

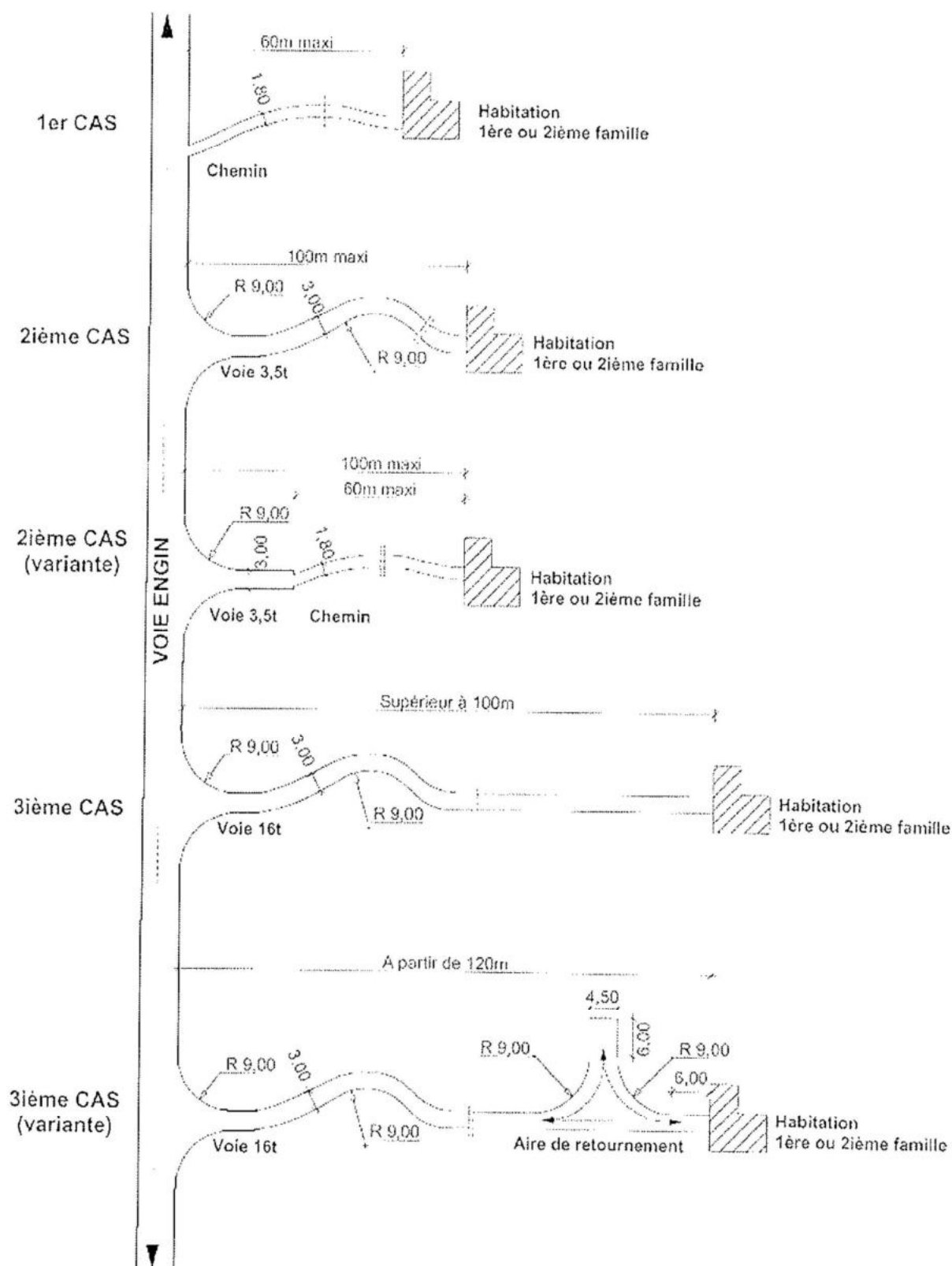


En Y

En T

## ANNEXE 3

### VOIES PRIVÉES PERMETTANT L'ACCÈS DES SECOURS AUX IMMEUBLES D'HABITATION INDIVIDUELLE DE 1ÈRE ET 2IÈME FAMILLE







**Annexe 5.**  
**Patrimoine archéologique (liste des sites archéologiques recensés)**

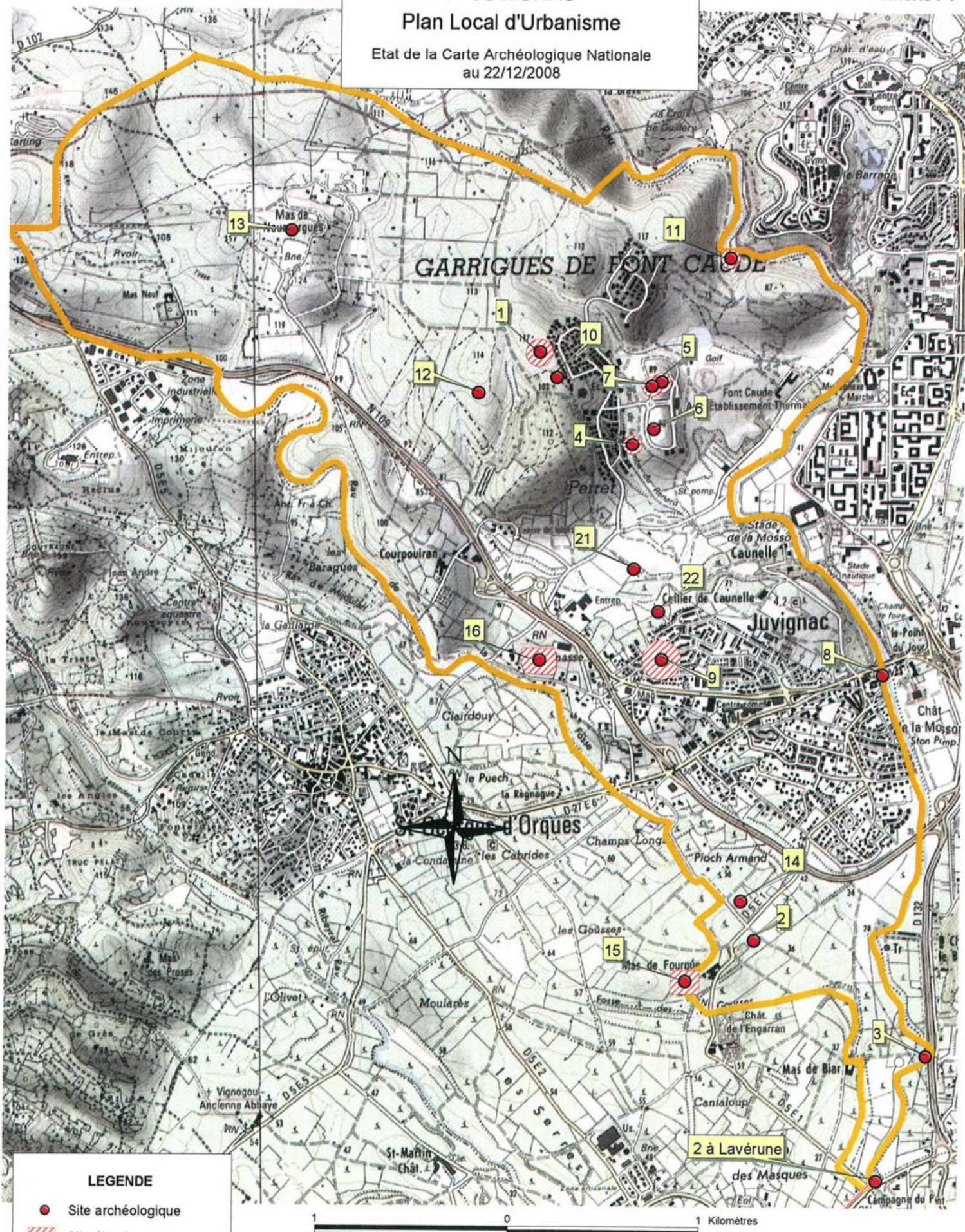




# 34 - JUVIGNAC Plan Local d'Urbanisme

Annexe : 1

Etat de la Carte Archéologique Nationale  
au 22/12/2008



## LEGENDE

- Site archéologique
- ▨ Site étendu
- Localisation incertaine
- Limites communales

1 0 1 Kilomètres

Fonds IGN SCAN25 - 2005

Service Régional de l'Archéologie  
D.R.A.C. Languedoc-Roussillon





état des données au 22/12/2008

PATRIARCHE : Listing des sites archéologiques de la commune de : JUVIGNAC (34123)

PATRIARCHE : Listing des sites archéologiques de la commune de : SAINT-JEAN-DE-VEDAS (34270)

N° de l'entité **34 123 0001**

coordonnées Lambert III X : 717710 Y : 3148810

Parcelles

Lieu-dit : ?

nom du site :

**GARRIGUES DE FONT-CAUDE**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
République	Haut-empire	occupation
République	Haut-empire	village

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0002**

coordonnées Lambert III X : 718850 Y : 3145790

Parcelles

Lieu-dit : ?

nom du site :

**MAS DE FOURQUES EST**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	bassin
Gallo-romain	Gallo-romain	exploitation agricole
Gallo-romain	Gallo-romain	mosaïque
Gallo-romain	Gallo-romain	villa

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0003**

coordonnées Lambert III X : 719755 Y : 3145205

Parcelles

Lieu-dit : TOUR ET CARASCAUDE

nom du site :

**FESCAU**

B 2371;B 2372;B 2373;B 2374;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Epoque moderne	Epoque contemporaine	pont
Epoque moderne	Epoque contemporaine	voie

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0004**

coordonnées Lambert III X : 718200 Y : 3148340

Parcelles

Lieu-dit :

nom du site :

**RAVIN DE LA CABANE DU RENARD**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	occupation

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0005**

coordonnées Lambert III X : 718350 Y : 3148660

Parcelles

Lieu-dit : ?

nom du site :

**STATION DE FONTCAUDE OUEST**

? ; ?;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Néolithique récent	Néolithique final	habitat

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0006**

coordonnées Lambert III X : 718310 Y : 3148420

Parcelles

Lieu-dit : ?

nom du site :

**INDICES DE FONTCAUDES OUEST 83**

? ; ?;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Néolithique récent	Néolithique final	occupation

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0007**

coordonnées Lambert III X : 718300 Y : 3148640

Parcelles

Lieu-dit : ?

nom du site :

**VILLA DE FONTCAUDE OUEST**

? ; ?;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
République	Haut-empire	exploitation agricole

Mode de protection



N° de l'entité **34 123 0008** coordonnées Lambert III X : 719510 Y : 3147160  
Lieu-dit : ? (+ 34 172 70H)  
nom du site :

**PONT DE CELLENEUVE**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	pont

Mode de protection classement sites (loi de 1930)

Parcelles

? :?;

28/2/1928

N° de l'entité **34 123 0009** coordonnées Lambert III X : 718360 Y : 3147230  
Lieu-dit : ?  
nom du site :

**LA GARRIGUE DE JUVIGNAC**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Néolithique récent	Néolithique final	occupation

Mode de protection

Parcelles

? :?;

N° de l'entité **34 123 0010** coordonnées Lambert III X : 717800 Y : 3148680  
Lieu-dit : ?  
nom du site :

**PERRET NORD**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	exploitation agricole

Mode de protection

Parcelles

? :?;

N° de l'entité **34 123 0011** coordonnées Lambert III X : 718700 Y : 3149300  
Lieu-dit : ?  
nom du site :

**MOULIN DU MARTINET**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Epoque moderne	Epoque moderne	moulin à eau

Mode de protection

Parcelles

? :?;

N° de l'entité **34 123 0012** coordonnées Lambert III X : 717390 Y : 3148600  
Lieu-dit : ?  
nom du site :

**BOIS DE PERRET OUEST**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Néolithique	Age du fer	occupation

Mode de protection

Parcelles

? :?;

N° de l'entité **34 123 0013** coordonnées Lambert III X : 716410 Y : 3149430  
Lieu-dit : ?  
nom du site :

**NAUSSARGUES EST**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	exploitation agricole

Mode de protection

Parcelles

? :?;

N° de l'entité **34 123 0014** coordonnées Lambert III X : 718780 Y : 3145990  
Lieu-dit : PIOCH ARMAND  
nom du site :

**PIOCH ARMAND**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
République	Haut-empire	habitat

Mode de protection

Parcelles

2001 :BH 82?;BH 83;BH 84?;

N° de l'entité **34 123 0015** coordonnées Lambert III X : 718495 Y : 3145580  
Lieu-dit : MAS DE FOURQUES  
nom du site :

**MAS DE FOURQUES**

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
République	Bas-empire	habitat

Mode de protection

Parcelles

2001 :BD 3;

N° de l'entité **34 123 0016**

coordonnées Lambert III X : 717718 Y : 3147223

Lieu-dit : LABOURNAS

Parcelles

nom du site :

**JARDIN DE PERRET**

? :BT 1;BT 21;BT 22;BT 5;BT 6;BT 8;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	trace agraire

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0021**

coordonnées Lambert III X : 718213 Y : 3147695

Lieu-dit : LA DRAYE

Parcelles

nom du site :

**SAINT-HUBERT I**

?

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	chemin

Mode de protection

N° de l'entité **34 123 0022**

coordonnées Lambert III X : 718340 Y : 3147478

Lieu-dit : LA DRAYE

Parcelles

nom du site :

**SAINT HUBERT II**

?

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	captage
Haut-empire	Haut-empire	drain
Haut-empire	Haut-empire	fossé

Mode de protection

N° de l'entité **34 270 0002**

coordonnées Lambert III X : 719500 Y : 3144570

Lieu-dit : A CHEVAL SUR LAVERUNE

Parcelles

nom du site :

**PONT DE LA MOSSON - VOIE DOMITIENNE**

HP;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Epoque moderne	pont

Mode de protection





## ANNEXE 3: Extraits de la législation relative à la sauvegarde du patrimoine archéologique:

### CODE DU PATRIMOINE (Partie Législative)

#### TITRE Ier : DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

##### Article L510-1

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel.

#### TITRE II : ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

##### Article L521-1

L'archéologie préventive, qui relève de missions de service public, est partie intégrante de l'archéologie. Elle est régie par les principes applicables à toute recherche scientifique. Elle a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

##### Article L522-1

L'Etat veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social. Il prescrit les mesures visant à la détection, à la conservation ou à la sauvegarde par l'étude scientifique du patrimoine archéologique, désigne le responsable scientifique de toute opération d'archéologie préventive et assure les missions de contrôle et d'évaluation de ces opérations.

##### Article L522-2

Les prescriptions de l'Etat concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont motivées. Les prescriptions de diagnostic sont délivrées dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier. Ce délai est porté à deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à une étude d'impact en application du code de l'environnement. Les prescriptions de fouilles sont délivrées dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de diagnostic. En l'absence de prescriptions dans les délais, l'Etat est réputé avoir renoncé à édicter celles-ci.

##### Article L522-3

Les prescriptions de l'Etat peuvent s'appliquer à des opérations non soumises à la redevance prévue à l'article L. 524-2. Lorsque l'intérêt des vestiges impose leur conservation, l'autorité administrative notifie au propriétaire une instance de classement de tout ou partie du terrain dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux monuments historiques.

##### Article L522-4

Hors des zones archéologiques définies en application de l'article L. 522-5, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir l'Etat afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. A défaut de réponse dans un délai de deux mois ou en cas de réponse négative, l'Etat est réputé renoncer, pendant une durée de cinq ans, à prescrire un diagnostic, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de la commune. Si l'Etat a fait connaître la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur peut en demander la réalisation anticipée par l'établissement public institué par l'article L. 523-1 ou un service territorial. Dans ce cas, il est redevable de la redevance prévue à l'article L. 524-2.

##### Article L522-5

Avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'Etat dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.

Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

##### Article L522-6

Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux ont communication d'extraits de la carte archéologique nationale et peuvent les communiquer à toute personne qui en fait la demande. Un décret détermine les conditions de communication de ces extraits ainsi que les modalités de communication de la carte archéologique par l'Etat, sous réserve des exigences liées à la préservation du patrimoine archéologique, à toute personne qui en fait la demande.

#### TITRE III : ARCHEOLOGIE PROGRAMMEE ET DECOUVERTES FORTUITES

##### Article L531-14

(relatif aux découvertes fortuites)

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

##### Article L114-2 du Code du Patrimoine

(Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 art. 78 XIV a 3° Journal Officiel du 06 décembre 2004)

Les infractions relatives aux destructions, dégradations et détériorations du patrimoine sont sanctionnées par les dispositions des articles 322-1 et 322-2 du code pénal ci-après reproduits :

"Art. 322-1 - La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger." Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable, sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain est puni de 3 750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger."

"Art. 322-2 - L'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et celle définie au deuxième alinéa du même article de 7 500 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger."

"1° Destinée à l'utilité ou à la décoration publiques et appartient à une personne publique ou chargée d'une mission de service public ;

"2° Un registre, une minute ou un acte original de l'autorité publique ;

"3° Un immeuble ou un objet mobilier classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des vestiges archéologiques ou un objet conservé ou déposé dans un musée de France ou dans les musées, bibliothèques ou archives appartenant à une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique ;

"4° Un objet présenté lors d'une exposition à caractère historique, culturel ou scientifique, organisée par une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique.

"Dans le cas prévu par le 3° du présent article, l'infraction est également constituée si son auteur est le propriétaire du bien détruit, dégradé ou détérioré."

Lorsque l'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est commise à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la personne propriétaire ou utilisatrice de ce bien à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, les peines encourues sont également portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende.

## **CODE DE L'URBANISME** **(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat)**

### **Article R111-4**

*(Décret n° 76-276 du 29 mars 1976 Journal Officiel du 30 mars 1976 date d'entrée en vigueur 1 AVRIL 1976)*

*(Décret n° 77-755 du 7 juillet 1977 Journal Officiel du 10 juillet 1977 date d'entrée en vigueur 1 janvier 1978)*

*(Décret n° 99-266 du 1 avril 1999 art. 1 Journal Officiel du 9 avril 1999)*

*(Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 art. 1 II Journal Officiel du 6 janvier 2007 en vigueur le 1er juillet 2007)*

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

### **DECRET n°2004-490 du 3 juin 2004**

#### **Décret relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.**

*(cf. CODE DU PATRIMOINE TITRE II)*

NOR: MCCX0400056D

version consolidée au 7 février 2008

### **Chapitre Ier : Dispositions générales.**

#### **Article 1**

Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations.

## Annexe 6.

### Les 8 orientations fondamentales du SDAGE

- **PRÉVENTION** : PRIVILÉGIER LA PRÉVENTION ET LES INTERVENTIONS À LA SOURCE POUR PLUS D'EFFICACITÉ
- **NON DÉGRADATION** : CONCRÉTISER LA MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE NON DÉGRADATION DES MILIEUX AQUATIQUES
- **VISION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE** : INTÉGRER LES DIMENSION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DANS LE MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX
- **GESTION LOCALE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** : ORGANISER LA SYNERGIE DES ACTEURS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE VÉRITABLES PROJETS TERRITORIAUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
- **POLLUTION** : LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS EN METTANT LA PRIORITÉ SUR LES POLLUTIONS TOXIQUES ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ
- **DES MILIEUX FONCTIONNELS** : PRÉSERVER ET DÉVELOPPER LES FONCTIONNALITÉS NATURELLES DES BASSINS ET DES MILIEUX AQUATIQUES
- **PARTAGE DE LA RESSOURCE** : ATTEINDRE ET PÉRENNISER L'ÉQUILIBRE QUANTITATIF EN AMÉLIORANT LA PARTAGE DE LA RESSOURCE EN EAU ET EN ANTICIPANT L'AVENIR
- **GESTION DES INONDATIONS** : GÉRER LES RISQUES D'INONDATION EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES COURS D'EAU





JORF n°0292 du 17 décembre 2009 page 21738  
texte n° 7

ARRETE

**Arrêté du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur  
d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant  
le programme pluriannuel de mesures**

NOR: DEVO0927244A

Le préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée,  
Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre  
pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;  
Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des  
incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;  
Vu la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des  
eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;  
Vu la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des  
normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;  
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4 à L. 122-11, L. 212-1 à L. 212-3, R.  
122-17 à R. 122-24 et R. 212-1 à R. 212-25 ;  
Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de  
l'environnement ;  
Vu l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de  
l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;  
Vu l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des  
eaux ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de  
l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des  
eaux souterraines ;  
Vu l'arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants  
dans les eaux souterraines ;  
Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 9 avril 2008 ;  
Vu les avis émis lors de la consultation du public du 15 avril au 15 octobre 2008 ;  
Vu les avis émis par les assemblées et organismes consultés ;  
Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 22 avril 2009 ;  
Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie en date du 7 avril 2009 ;  
Vu la délibération n° 2009-12 du 16 octobre 2009 du Comité de bassin Rhône-Méditerranée adoptant le  
schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée ;  
Vu la délibération n° 2009-13 du 16 octobre 2009 du Comité de bassin Rhône-Méditerranée portant avis  
favorable sur le programme de mesures du bassin Rhône-Méditerranée ;  
Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;  
Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes,  
délégué de bassin Rhône-Méditerranée,  
Arrête :

**Article 1**

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2009  
est approuvé.

**Article 2**

Le programme pluriannuel de mesures du bassin Rhône-Méditerranée est arrêté.

### Article 3 En savoir plus sur cet article...

La déclaration environnementale prévue à l'article L. 122-10 du code de l'environnement est annexée au présent arrêté.

### Article 4

Le SDAGE et ses documents d'accompagnement ainsi que le programme de mesures du bassin Rhône-Méditerranée sont consultables sur le site internet [www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr](http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr) du Comité de bassin Rhône-Méditerranée. Ils sont tenus à la disposition du public au siège du comité de bassin domicilié à l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, 2-4, allée de Lodz, 69363 Lyon Cedex 07 ainsi que dans les préfectures suivantes :

DÉPARTEMENT ET RÉGION	ADRESSE
Ain	45, avenue d'Alsace-Lorraine, 01012 Bourg-en-Bresse Cedex
Alpes-de-Haute-Provence	8, rue du Docteur-Romieu, BP 216, 04016 Digne Cedex
Hautes-Alpes	32, rue Saint-Arey, BP 100, 05011 Gap Cedex
Alpes-Maritimes	centre administratif départemental, route de Grenoble, 06286 Nice Cedex 03
Ardèche	4, rue Pierre-Filiat, BP 721, 07007 Privas Cedex
Ariège	2, rue de la Préfecture, BP 87, 09007 Foix Cedex
Aude	52, rue Jean-Bringer, 11012 Carcassonne Cedex
Aveyron	7, place Charles-de-Gaulle, 12000 Rodez
Bouches-du-Rhône et région Provence-Alpes-Côte d'Azur	1, boulevard Paul-Peytral, 13282 Marseille Cedex 20



Côte-d'Or et région Bourgogne	53, rue de la Préfecture, 21041 Dijon Cedex
Doubs et région Franche-Comté	8 bis, rue Charles-Nodier, 25035 Besançon Cedex
Drôme	3, boulevard Vauban, BP 1040, 26030 Valence Cedex 09
Gard	10, avenue Feuchères, 30045 Nîmes Cedex
Hérault et région Languedoc- Roussillon	34, place des Martyrs-de-la-Résistance, 34062 Montpellier Cedex 02
Isère	2, place de Verdun, BP 1046, 38021 Grenoble Cedex
Jura	55, rue Saint-Désiré, BP 648, 39021 Lons-le-Saunier Cedex
Loire	2, rue Charles-de-Gaulle, 42022 Saint- Etienne Cedex 01
Lozère	rue de la Rovère, 48005 Mende cedex
Haute-Marne	89, rue Victoire-de-la-Marne, 52011 Chaumont Cedex
Pyrénées-Orientales	24, quai Sadi-Carnot, 66951 Perpignan Cedex
Haut-Rhin	7, rue Bruat, BP 489, 68020 Colmar Cedex
Rhône et région Rhône-Alpes	106, rue Pierre-Corneille, 69419 Lyon

	Cedex 03
Haute-Saône	1, rue de la Préfecture, BP 429, 70013 Vesoul Cedex
Saône-et-Loire	196, rue de Strasbourg, 71021 Mâcon Cedex 09
Savoie	château des ducs de Savoie, BP 1801, 73018 Chambéry Cedex
Haute-Savoie	avenue d'Albigny, BP 2332, 74034 Annecy Cedex
Territoire de Belfort	place de la République, 90020 Belfort Cedex
Var	boulevard du 112e-Régiment- d'Infanterie, BP 1209, 83070 Toulon Cedex
Vaucluse	4, rue Viala, 84905 Avignon Cedex 09
Vosges	place Foch, 88000 Epinal Cedex
Région Alsace	5, place de la République, 67000 Strasbourg
Région Champagne-Ardenne	1, rue de Jessaint, 51036 Châlons- en-Champagne Cedex
Région Lorraine	place de la Préfecture, BP 71014, 57034 Metz Cedex 1
Région Midi-Pyrénées	place Saint-Etienne, 31038 Toulouse Cedex

## Article 5

L'arrêté du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse est abrogé.

## Article 6

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française, dans un journal de diffusion nationale et dans un ou plusieurs journaux régionaux ou locaux diffusés dans la circonscription du bassin Rhône-Méditerranée.

## Article 7

Les préfets de région et de département du bassin Rhône-Méditerranée et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, délégué de bassin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## Annexe

### A N N E X E

DÉCLARATION ENVIRONNEMENTALE ANNEXÉE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DEVO0927244A DU 20 NOVEMBRE 2009 PORTANT APPROBATION DU SDAGE DU BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE (ART. L. 122.10 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

#### Rappels sur la démarche d'évaluation réalisée

Conformément aux textes de transposition de la directive 2001/42/CE (ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 et décret n° 2005-613 du 27 mai 2005), le SDAGE appartient aux plans et programmes que la France a décidé de soumettre à une évaluation de leur incidence sur l'environnement.

Dans ce cadre, l'autorité environnementale a rendu son avis le 9 avril 2008 sur le projet de SDAGE soumis à la consultation du public en 2008 et des assemblées en 2009. La façon dont le projet de SDAGE a pris en compte l'environnement dans toutes ces composantes a ainsi été examinée.

Il en ressort notamment que l'autorité environnementale partage l'analyse et souligne la pertinence du rapport d'évaluation environnementale en termes de risques d'incidence.

En particulier, le mode d'élaboration du SDAGE, qui est un processus continu d'échange et de concertation, n'a pas amené à élaborer des scénarios alternatifs puis à en retenir un, mais au contraire à construire par une suite de débats et de contributions — en comité de bassin et son bureau, en commissions géographiques, en groupes de travail thématiques, en réponse aux deux consultations — le projet final.

Concernant la qualité de l'évaluation, l'autorité environnementale souligne la nouveauté et la difficulté de l'exercice. L'une des originalités de cette évaluation tient en effet au fait que le SDAGE est par essence un document favorable aux dimensions environnementales pour lesquelles il a été conçu. Cette évaluation nécessite donc d'être plus particulièrement orientée vers la recherche des incidences négatives portant sur les autres dimensions environnementales.

L'autre originalité et principale difficulté vient de ce que ce type d'évaluation dite stratégique conduit à évaluer en amont un programme d'actions concernant un très vaste territoire (28 départements, 25 % du territoire national, 14,5 millions d'habitants).

Enfin, l'autorité environnementale a indiqué que même si le document répond globalement aux objectifs il présente quelques lacunes au niveau de l'état et du dispositif de suivi.

Les observations de l'autorité environnementale ont été traitées afin de combler les lacunes dans la version définitive du SDAGE, notamment concernant l'intégration des nouveautés législatives issues du Grenelle de l'environnement. Les modifications apportées ont permis d'actualiser le rapport d'évaluation environnementale.

#### Prise en compte du rapport d'évaluation et de l'avis de l'autorité environnementale dans le projet

Dans son chapitre 4, le rapport environnemental analyse la prise en compte des plans et programmes nationaux relatifs à l'environnement et au développement durable.

Ainsi le SDAGE prend directement en compte et/ou intègre les dispositions relatives :

1. Aux objectifs et programmes d'actions concernant la lutte contre la pollution des milieux aquatiques



terrestres et marins ;

2. Aux plans nationaux santé-environnement et de gestion de la rareté de la ressource en eau ;

3. A la politique énergétique.

Il intègre également les objectifs des engagements communautaires préexistants portant sur le domaine de l'eau (directives reprises par la directive, cadre sur l'eau) et celles relatives à la préservation de la diversité biologique, en particulier les objectifs du réseau Natura 2000.

Son contenu est par ailleurs convergent avec les conventions internationales ayant également pour objet la préservation de la diversité biologique comme celle sur la préservation des espèces migratrices.

L'évaluation environnementale confirme ainsi que le SDAGE aura un impact très positif sur

l'environnement : ressource en eau, hydromorphologie, pollutions, risques, biodiversité et santé publique.

S'agissant des objectifs, le statut de masses d'eau fortement modifiées a été attribué à 191 masses d'eau, statut reconnaissant ainsi les aménagements réalisés pour plusieurs usages (production d'hydroélectricité, navigation, urbanisme...) et considérant que le retour à l'état naturel des milieux concernés représenterait un coût disproportionné et/ou un parti environnemental moins favorable.

Le rapport d'évaluation signale qu'aucune orientation du SDAGE n'a d'effet négatif avéré sur les thématiques environnementales et donc que le recours à des solutions alternatives n'a pas lieu d'être.

Cette analyse est validée par l'avis de l'autorité environnementale qui préconise néanmoins de proposer des mesures de suivi (tableau de bord d'indicateurs pertinents) et d'atténuation des risques d'incidence sur le paysage, le patrimoine culturel et la santé. Les dispositifs ci-dessous répondent à cette préoccupation.

Mesures du SDAGE destinées à évaluer ou atténuer les incidences du projet sur l'environnement

Elles relèvent de plusieurs dispositifs résumés ci-après.

Le programme de surveillance des eaux, qui organise les activités de surveillance de la qualité et de la quantité de l'eau dans le bassin. Déjà effectif, ce programme comporte notamment :

— le contrôle de surveillance des eaux, pérenne, visant les milieux non dégradés ;

— le contrôle opérationnel destiné à suivre les effets des mesures mises en œuvre sur les milieux dégradés, à durée finie ;

— le contrôle additionnel, pérenne, qui porte sur les zones ou sites déjà concernés par des engagements internationaux (captage, baignades, Natura 2000).

En outre, l'objet de ces réseaux n'est pas seulement de rendre compte de la situation, mais aussi de fournir des éléments pour anticiper des évolutions futures.

Le tableau de bord de suivi du SDAGE, organisé en 14 rubriques, couvre l'ensemble du domaine d'application du SDAGE. Il est composé d'indicateurs d'état (ex. : état des milieux), de pressions (ex. : à l'origine de pollutions) et de réponse (ex. : actes réglementaires).

Des mesures de suivi des effets de certaines dispositions du SDAGE sont également envisagées pour compléter le tableau de bord sur les volets environnementaux ne relevant pas directement du champ d'application du SDAGE :

1. L'actualisation des données relatives à l'effet sur le bilan énergétique des dispositions du SDAGE et de la loi sur l'eau (débits réservés). Il s'agira en particulier d'évaluer l'impact sur la mobilisation du potentiel hydroélectrique de la disposition relative aux réservoirs biologiques ;

2. L'enrichissement des données disponibles en matière de bilan carbone afin d'évaluer les éventuels impacts du SDAGE sur la production de gaz carbonique ;

3. La collecte des puissances produites par les sources d'énergie renouvelable de type solaire et éolien en comparaison avec la production d'hydroélectricité ;

4. Les mesures de sensibilisation concernant le patrimoine aquatique et les mesures d'accompagnement menées dans le cadre d'opérations entraînant la destruction partielle ou totale d'ouvrages patrimoniaux liés à l'eau ;

5. Le suivi des autorisations d'exploiter des granulats alluvionnaires non renouvelés ;

6. Les zones naturelles d'expansion de crues identifiées dans les documents d'urbanisme.

Enfin, il est proposé différents types de vigilance ou mesures d'accompagnement et de conditionnalité qui peuvent être mises en œuvre et concernent :

1. La recherche de solutions techniques et architecturales pour la prise en compte de la dimension sociale du patrimoine écologique et des patrimoines culturel, architectural et archéologique liés à l'eau dans la restauration des milieux ;

2. Un développement progressif des énergies renouvelables de type solaire ou éolien, s'inscrivant dans l'objectif des lois Grenelle ;

3. Un conditionnement des autorisations préfectorales d'exploiter les carrières alluvionnaires à une exigence renforcée des mesures d'insertion paysagère en cours d'exploitation ou après exploitation ;

4. La recherche d'une exploitation des zones naturelles d'expansion des crues pour assurer la rétention dynamique et la limitation des ruissellements pluviaux en zones agricole et urbaine dans l'objectif de restauration physique des cours d'eau ;

5. Des modalités de gestion et d'entretien des cours d'eau et des berges adaptées aux objectifs de biodiversité des zones de fort intérêt ;

6. La prise en compte à l'échelle locale de gestion de l'eau des pollutions par les substances dangereuses.

**Annexe 7.**

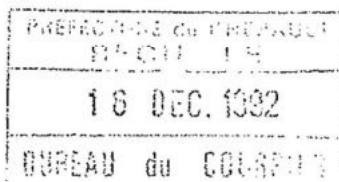
**Arrêté municipal du 09 décembre 2006 relatif aux zones de publicité**







**UVIGNAC**



REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

CANTON DE MONTPELLIER



ARRETE

Le Maire de la ville de Juvignac

VU le Code des Communes,

VU la loi 79-1150 du 29 Décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes et notamment son article 13,

VU le décret 80-924 du 21 Novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-1-2348 en date du 26 Juillet 1990 portant constitution du groupe de travail chargé de réglementer la publicité à JUVIGNAC,

VU la lettre du Maire en date du 31 Mars 1992 demandant que le projet de réglementation spéciale élaboré par le groupe de travail sus-visé soit soumis à la commission des sites,

VU la lettre du 23 Octobre 1992 de Monsieur le Préfet de l'Hérault faisant connaître l'avis favorable de la Commission Départementale des sites perspectives et paysages en date du 1er Octobre 1992,

Vu la délibération du Conseil Municipal de JUVIGNAC en date du 8 Décembre 1992 approuvant le projet de réglementation de la publicité sur la commune de JUVIGNAC.

ARRETE

\* \* \* \* \*

ARTICLE PREMIER

Sur la commune de JUVIGNAC, la PUBLICITE est soumise au règlement ci-après :

I - DISPOSITION GENERALES

La Publicité sur le territoire de la commune de JUVIGNAC est

soumise aux dispositions du règlement élaboré par le groupe de travail constitué par arrêté du Préfet de la Région LANGUEDOC-ROUSSILLON et de l'HERAULT en date du 26 Juillet 1990.

## II - DIVISION DU TERRITOIRE COMMUNAL

### 1) ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°1 DITE ZONE COMMERCIALE

La publicité est exclusivement autorisée sur les voies indiquées ci-après :

a) RN 109 (côté impair vers LODEVE) de la parcelle 1047 au carrefour de la rue des PATTES

b) CD 27E (côté pair vers St Georges d'Orques) de la parcelle 1048 au carrefour de la rue du Luminaire.

Sur ces 2 axes, n'est autorisée que la publicité sur dispositif simple ou double face, posé au sol, d'une hauteur maximum de 6 mètres et dont la surface unitaire est limitée à 12 m<sup>2</sup>.

Sont interdits tout dispositif lumineux.

La distance entre dispositifs ne pourra être inférieure à 70 mètres sur une même unité foncière. La distance par rapport à l'unité voisine sera de 35 mètres minimum.

Les supports et cadres des dispositifs devront être construits en matériaux inaltérables.

Ils seront suffisamment dimensionnés pour résister aux intempéries.

L'ensemble formé par les pieds eux-mêmes, les affiches ou peintures devra être maintenu en parfait état de propreté et d'entretien par leur propriétaire.

Les enduits de grattage des dispositifs ainsi que tout dépôt d'affiches au sol sont strictement proscrits et doivent être immédiatement enlevés par le propriétaire du dispositif.

### 2) ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°2 DITE ZONE RESIDENTIELLE

2-1 Cette zone est limitée aux seules voies suivantes :

a) Rue des Alouettes

b) Route de Lavérune

c) Rue des hauts de Fontcaude

2-2 Seule est autorisée la publicité sur mobilier urbain

dont la surface unitaire n'excède pas 2m<sup>2</sup> et uniquement sur une seule face de ce panneau, l'autre étant réservée à l'affichage des informations municipales et des associations.

L'installation de ce matériel sur le domaine public est soumise à autorisation du maire après avis de l'architecte des bâtiments de France.

La publicité sur le mobilier urbain sera soumise aux dispositions des articles 20 à 23 du décret n° 80-923 du 22 Novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et aux prescriptions ci-après :

- La publicité ne devra pas masquer la visibilité des véhicules ou des piétons et, d'une manière générale, ne porter aucune atteinte à la sécurité.

- Sur les trottoirs, un passage minimum de 1 mètre de largeur sera maintenu libre pour la circulation des piétons, handicapés, voitures d'enfants.

### 3) ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°3

La publicité est interdite en agglomération en dehors des zones de publicité restreinte N°1 et zones de publicité restreinte n°2.

## III- ENSEIGNES, PREENSEIGNES

Les enseignes et préenseignes sont autorisées.

Les dispositions du décret n° 82-211 du 24 Février 1982 portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes, qui en limitant le nombre et les dimensions s'appliquent aux zones.

## IV - REGLEMENTATION GENERALE

En dehors des zones de publicité restreintes la publicité est soumise à l'ensemble des dispositions en vigueur en la matière à savoir notamment :

- la loi 79-1150 du 29 Décembre 1979 relative à la publicité aux enseignes et préenseignes et ses décrets d'application, notamment
- le décret 80-923 du 21 Novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération
- le décret 82-211 du 24 Février 1982 portant règlement national des enseignes et préenseignes
- le décret 82-264 du 6 Septembre 1982 réglementant l'usage des véhicules à des fins publicitaires.



ARTICLE DEUXIEME

Le Secrétaire Général de la commune de JUVIGNAC, le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint Georges d'Orques, le Brigadier Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché aux lieux et places habituels et dont un exemplaire sera transmis :

- au Commissaire de la République
- aux membres du groupe de travail

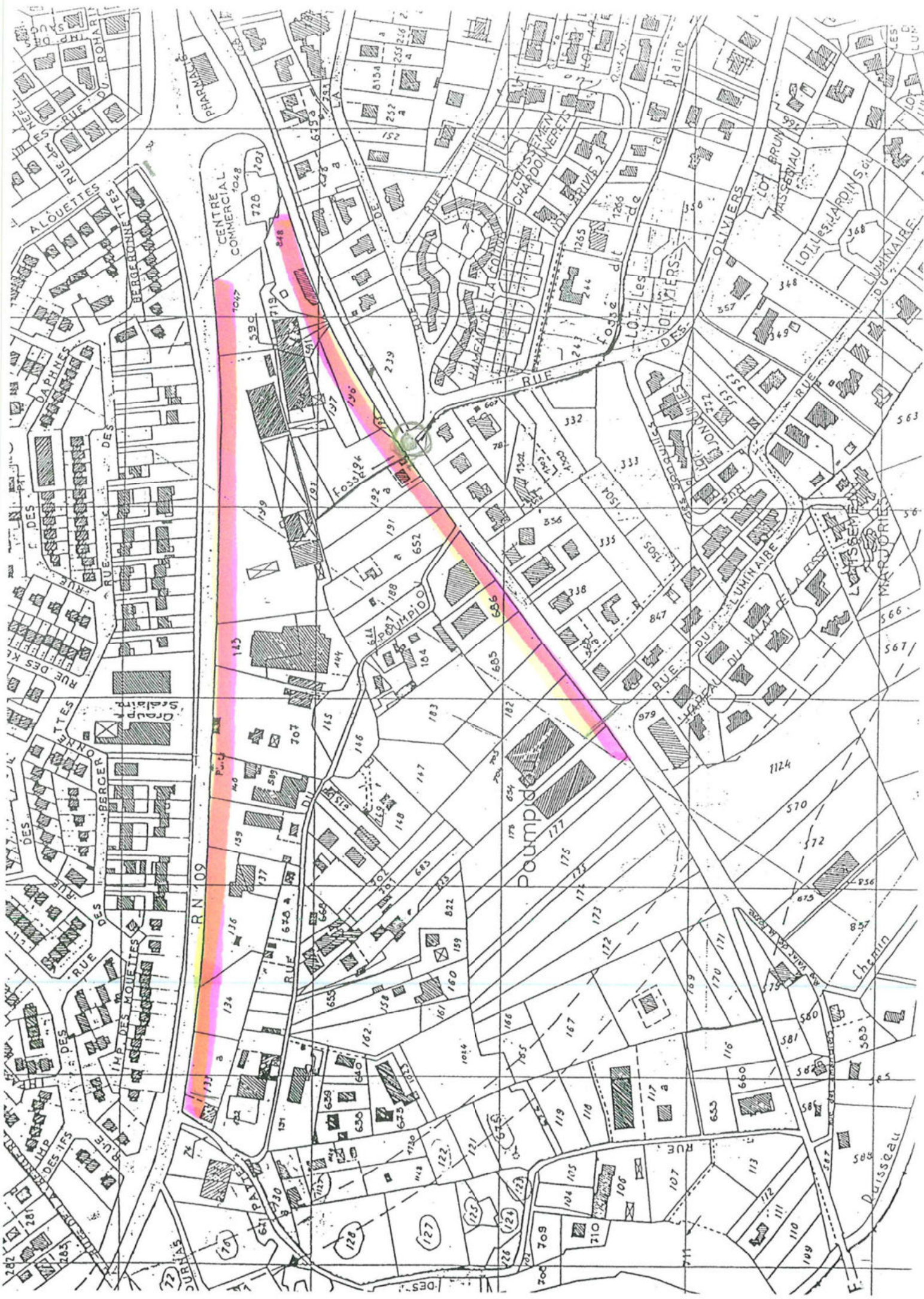
Fait à JUVIGNAC  
le 9 Décembre 1992.



Le Maire,

Acte Administratif EXECUTOIRE  
(Loi du 22 Juillet 1972  
Complétant et modifiant la  
Loi du 2 Mars 1982).  
Publicité effectuée le : 15 DEC. 1992  
Pendant 2 Mois dans le Hall de  
la Mairie.











SECTION(S) :

716250

717500

718750

150000

148750

147500

146250


147500


146250

718750

720000

Edition du 28/10/2004

 Zone de publicité  
restreinte n°2

 Zone de publicité  
restreinte n°1





## **Annexe 8.**

### **Prescriptions générales relatives à l'alimentation en eau potable et à la qualité de l'air**





# SOMMAIRE

## FICHE 1 : L'alimentation en eau potable

Que prévoit la réglementation en matière d'alimentation en eau ?	1
Quelles responsabilités et obligations de la collectivité en matière d'alimentation en eau potable ?	2
Comment le document d'urbanisme doit-il prendre en compte l'alimentation en eau potable ?	3
Comment s'y prendre pour rassembler les éléments sur l'eau potable ?	5
Quels sont les critères retenus pour juger du caractère satisfaisant de l'alimentation en eau potable d'une collectivité dans un document d'urbanisme ?	6

## FICHE 2 : L'air

Que prévoit la réglementation pour la préservation de la qualité de l'air ?	7
Que doit-on trouver dans un document d'urbanisme ?	7

## L'alimentation en eau potable et les documents d'urbanisme

### Que prévoit la réglementation en matière d'alimentation en eau ?

le code  
de la  
santé  
publique

**Art. L.1321-2 :** « Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation »

**Art. L.1321-2 :** « En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau, déterminent un périmètre de protection immédiate..., un périmètre de protection rapprochée...et un périmètre de protection éloignée »

le code  
de  
l'urbanisme

**Art. L.121-1 :** « Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

3°- Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau,... »

**Art. R.123-5 :** « Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

**Art. R.123-6 :** « Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme. »

**Art. R.123-11 :** « Les zones U, AU, A et N sont délimitées sur un ou plusieurs documents graphiques. Les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître s'il y a lieu :

b) Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols. »



## Quelles responsabilités et obligations de la collectivité en matière d'alimentation en eau potable ?

la collectivité  
est  
responsable

- de la protection des captages qu'elle utilise pour alimenter en eau potable les populations,
- de la qualité de l'eau délivrée sur son territoire,
- de la capacité des équipements publics.

à ce titre,  
la collectivité  
doit disposer  
des  
autorisations  
préfectorales  
suivantes :

- Déclaration d'Utilité Publique au titre du Code de la Santé Publique et au titre du Code de l'environnement pour :
  - tous travaux de dérivation des eaux,
  - l'instauration de périmètres de protection,
- autorisation ou déclaration de prélèvement au titre du Code de l'environnement,
- autorisation préfectorale de distribuer au public de l'eau au titre du Code de la Santé Publique,
- autorisation préfectorale de traiter de l'eau au titre du Code de la Santé Publique.

## Comment le document d'urbanisme doit-il prendre en compte l'alimentation en eau potable ?

le PLU  
doit assurer  
la protection  
des  
ressources  
en eau  
présentes  
sur son  
territoire

La protection des captages d'alimentation en eau potable est assurée par la mise en place de périmètres de protection :

**1- Si les périmètres ont été instaurés par voie de DUP, ils constituent des servitudes d'utilité publique.**

Il s'agit de servitudes d'utilité publique de type ASI selon le code de l'urbanisme.

Elles doivent être prises en compte dans le document d'urbanisme:

- Le plan des servitudes fait clairement apparaître les périmètres de protection,
- La liste des servitudes énumère les diverses servitudes et comprend en annexe les actes qui les instituent (arrêtés préfectoraux),

Le zonage et le règlement respectent ces protections (les prescriptions imposées par la DUP ne sont pas contradictoires avec le zonage et le règlement du PLU).

A noter : la collectivité responsable de la production d'eau peut instaurer un droit de préemption urbain dans les périmètres de protection rapprochée, dans les conditions prévus à l'article L213-3 du code de l'urbanisme.

**2- Si les périmètres de protection n'ont pas encore été instaurés par voie de DUP mais la procédure a été engagée, un rapport hydrogéologique existe.**

Dans ce cas, la jurisprudence administrative prend en compte la protection des captages même si ceux-ci ne disposent de périmètres de protection, institués par DUP  
(CE, M.Braunschweig – 29 novembre 1999)

Elles sont prises en compte dans le document d'urbanisme:

- Le plan des servitudes fait clairement apparaître les périmètres de protection,
- La liste des servitudes énumère les servitudes en cours d'institution et comprend en annexe les actes qui les proposent ( rapports géologiques),
- Le zonage et le règlement respectent ces protections (les prescriptions proposées par l'hydrogéologue agréé ne sont pas contradictoires avec le zonage et le règlement du PLU).

**3- Si le captage ne dispose d'aucun périmètre de protection, il faut :**

→ mettre en place cette protection,

→ en l'attente, prendre en compte la présence de ce captage dans les projets d'urbanisation.

le PLU doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune en situation actuelle

et

à l'horizon du document d'urbanisme

et s'assurer de l'adéquation des installations de production et de distribution avec l'urbanisation future

#### La situation actuelle de l'alimentation en eau potable :

- la ou les ressource(s) utilisée(s) en permanence ou en secours, la situation administrative des captages (DUP), les débits autorisés, la qualité de l'eau,
- la distribution : réservoir, ossature réseau, état de réseau, traitement, pression...,
- la consommation en moyenne et en pointe.

#### La situation future de l'alimentation en eau potable :

A partir de cet état des lieux,

- capacité des installations actuelles à assurer l'alimentation en eau potable de la collectivité aux échéances du PLU,
- identification des insuffisances,
- identifications des travaux et démarches à effectuer pour satisfaire les besoins en eau potable aux échéances du PLU,
- démonstration de l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme du document d'urbanisme et les moyens mobilisables (ressource, distribution).

Pour cela, la consommation en moyenne et en pointe évaluée en fonction des projets d'urbanisation est mise en regard des ressources disponibles et des infrastructures en place ou envisagées et les échéances sont cohérentes.

recenser les constructions alimentées par captages privés

Le PLU doit également recenser les constructions non desservies par une distribution publique. Cet inventaire doit être l'occasion pour la municipalité d'une réflexion sur le devenir de ces constructions notamment en zone agricole ou naturelle (risque de mitage et développement de zone d'urbanisation anarchique).

Dans le cas où des ressources privées alimenteraient des collectivités privées (campings, gîtes...), elles doivent faire l'objet d'une autorisation préfectorale.



## Comment s'y prendre pour rassembler les éléments sur l'eau potable ?

la commune  
dispose  
de la  
compétence  
eau

Selon les informations que possède la commune et selon l'importance des projets de développement prévus par le PLU, la commune peut :

- se contenter de rassembler les éléments dont elle dispose (rapport d'exploitation, descriptif des installations, actes administratifs...),
- mener préalablement ou parallèlement à l'élaboration du PLU, l'étude ou la révision du schéma directeur d'AEP. A cet effet une trame de cahier des charges, validée par l'Etat, le conseil général et l'agence de l'eau est mise en ligne sur le site internet de la préfecture,  
[http://www.herault.pref.gouv.fr/grandsdossiers/eau\\_potable/schema\\_directeur\\_eau\\_potable.shtm](http://www.herault.pref.gouv.fr/grandsdossiers/eau_potable/schema_directeur_eau_potable.shtm)

Les évaluations des besoins ressortant du PLU et du schéma directeur doivent être cohérentes.

la commune  
a délégué sa  
compétence  
eau  
à une structure  
intercommunale

La commune doit s'adresser à la structure intercommunale pour :

- disposer des éléments nécessaires pour le PLU,
- faire valider par cette structure les possibilités d'alimenter la commune en AEP au terme du PLU.

**Quels sont les critères retenus pour juger du caractère satisfaisant de  
l'alimentation en eau potable d'une collectivité  
dans un document d'urbanisme ?**

qualité

quantité

protection

- Les zones d'urbanisation sont alimentées par une distribution publique (captage et réseau),
- le PLU (annexes sanitaires) permet de s'assurer de l'adéquation des ressources, des infrastructures et des besoins. Les besoins sont clairement exprimés. Les moyens nécessaires au développement sont mis en regard, avec un échéancier cohérent,
- il y a cohérence entre les prévisions en matière d'alimentation en eau potable (schéma directeur d'alimentation en eau potable, programmation de travaux) et le PLU, y compris en terme d'échéance,
- la structure intercommunale gestionnaire de l'alimentation en eau potable, si c'est elle qui possède la compétence eau potable, a validé les possibilités d'alimenter les projets de développement prévus dans le PLU de façon correcte avec un échéancier compatible,
- les besoins en eau liés au développement du PLU sont conciliables avec une gestion raisonnée de la ressource,
- la ressource est autorisée à un débit compatible avec le développement du PLU et les périmètres de protection sont définis,
- l'urbanisation ne menace aucun captage d'alimentation en eau potable,
- l'urbanisation ne menace pas la ressource en eau en général,
- l'eau est de bonne qualité (traitement adapté),
- les infrastructures (réseau, réservoirs) sont suffisantes pour assurer la desserte de toutes les zones urbanisables.





## L'air et les documents d'urbanisme

### Que prévoit la réglementation pour la préservation de la qualité de l'air ?

Le code  
de  
l'environnement

Art. L. 220-1 : "L'Etat, les collectivités territoriales ainsi que les personnes privées concourent à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à la santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie. »

Le code  
de  
l'urbanisme

Art. L121-1 : « Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, ... »

### Que doit-on trouver dans un document d'urbanisme ?

Les mesures  
visant  
à maîtriser  
ou  
réduire  
la pollution  
atmosphérique

Réduire l'exposition des populations à la pollution atmosphérique doit faire partie des éléments de réflexion du projet communal.

Pour ce faire :

Le PLU doit respecter les seuils réglementaires (objectifs de qualité, valeurs limites,...) et rechercher une réduction maximale de la pollution atmosphérique.

Sur ce point, le P.L.U. intégrera notamment les orientations du plan de déplacements urbains lorsqu'il existe.

Le PLU doit également privilégier les projets visant à réduire la pollution atmosphérique (développement de transport collectif, modes de déplacement doux, zones piétonnes ...) et orienter le développement de manière à éloigner les populations des carrefours ou axes à trafic dense.

Le PLU peut conseiller la diversification des plantations (propositions architecturales et paysagères) afin de limiter les effets de certains pollens sur la santé des populations sensibles.

Les pollens les plus fréquents et les plus allergisants proviennent tout particulièrement des bétulacées (bouleau, l'aulne, noisetier...), des cupressacées (cyprès, thuya...), des oléacées (olivier, frêne, troène, lilas...), des platanes...

Les allergies dues aux pollens semblent venir de plusieurs causes :

- les pollens sont plus irritants du fait de la pollution de l'air
- certains arbres très allergisants sont plantés en grande quantité (tel le cyprès dans notre région).



## **Annexe 9.**

### **La nouvelle réglementation parasismique applicable aux bâtiments**





# La nouvelle RÉGLEMENTATION PARASISMIQUE applicable aux bâtiments

dont le permis de construire est déposé  
à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011

Janvier 2011



Ressources, territoires, habitats et logement  
Énergies et climat Développement durable  
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

Présent  
pour  
l'avenir

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

# La nouvelle réglementation

Le séisme de la Guadeloupe du 21 novembre 2004 et le séisme d'Epagny-Annecy du 15 juillet 1996 viennent nous rappeler que la France est soumise à un risque sismique bien réel. Les Antilles sont exposées à un aléa fort et ont connu par le passé de violents séismes. De même, bien que considérée comme un territoire à sismicité modérée, la France métropolitaine n'est pas à l'abri de tremblements de terre ravageurs comme celui de Lambesc de juin 1909 (46 victimes).

L'endommagement des bâtiments et leur effondrement sont la cause principale des décès et de l'interruption des activités. Réduire le risque passe donc par une réglementation sismique adaptée sur les bâtiments neufs comme sur les bâtiments existants. L'arrivée de l'Eurocode 8, règles de construction parasismique harmonisées à l'échelle européenne, conduit à la mise à jour de la réglementation nationale sur les bâtiments.

## ■ Principe de la réglementation

La réglementation présentée concerne les bâtiments **à risque normal**, pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants.

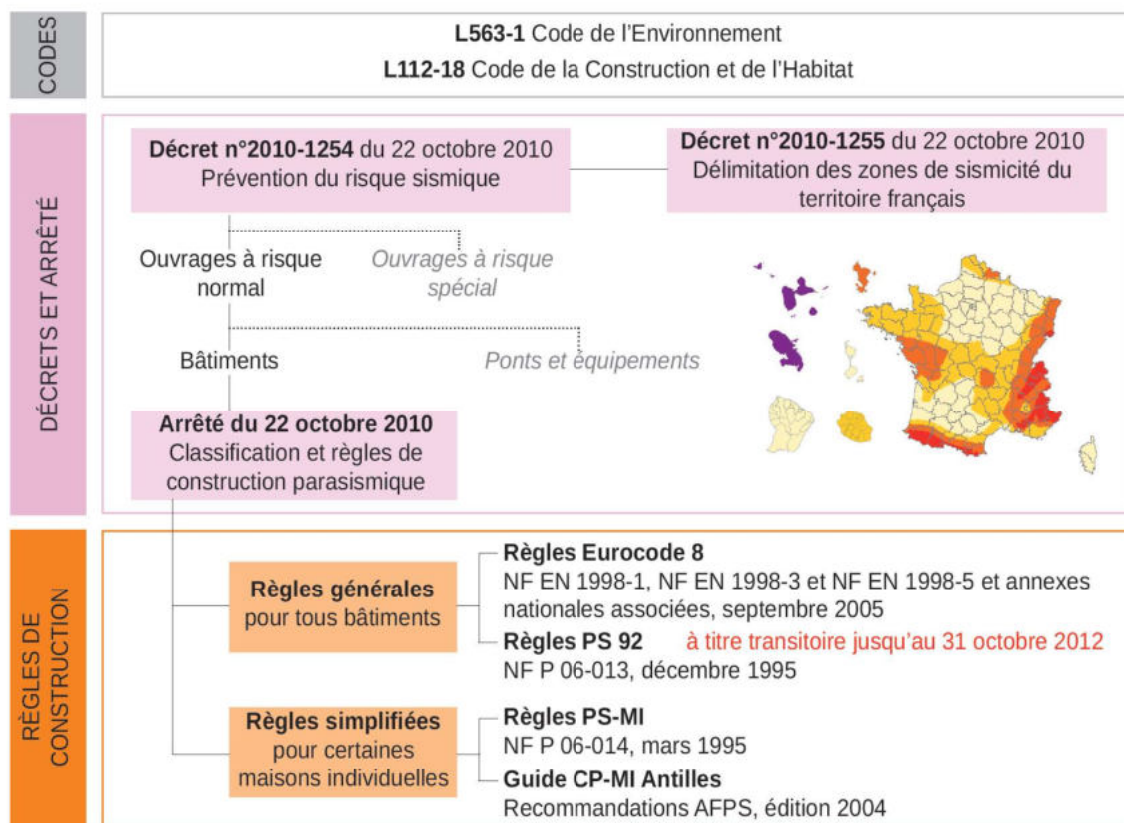
**Zonage sismique.** Le zonage sismique du territoire permet de s'accorder avec les principes de dimensionnement de l'Eurocode 8. Sa définition a également bénéficié des avancées scientifiques des vingt dernières années dans la connaissance du phénomène sismique.



**Réglementation sur les bâtiments neufs.** L'Eurocode 8 s'impose comme la règle de construction parasismique de référence pour les bâtiments. La réglementation conserve la possibilité de recourir à des règles forfaitaires dans le cas de certaines structures simples.

**Réglementation sur les bâtiments existants.** La réglementation n'impose pas de travaux sur les bâtiments existants. Si des travaux conséquents sont envisagés, un dimensionnement est nécessaire avec une minoration de l'action sismique à 60% de celle du neuf. Dans le même temps, les maîtres d'ouvrage volontaires sont incités à réduire la vulnérabilité de leurs bâtiments en choisissant le niveau de confortement qu'ils souhaitent atteindre.

## ■ Organisation réglementaire





# Construire parasismique

## ■ Implantation

- **Étude géotechnique**  
Effectuer une étude de sol pour connaître les caractéristiques du terrain.  
Caractériser les éventuelles amplifications du mouvement sismique.

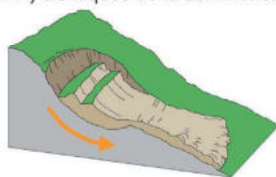


Extrait de carte géologique

- **Se protéger des risques d'éboulements et de glissements de terrain**

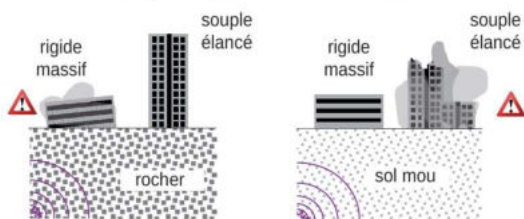
S'éloigner des bords de falaise, pieds de crête, pentes instables.

Le cas échéant, consulter le plan de prévention des risques (PPR) sismiques de la commune.



Glissement de terrain

- **Tenir compte de la nature du sol**



Privilégier des configurations de bâtiments adaptées à la nature du sol.

Prendre en compte le risque de la liquéfaction du sol (perte de capacité portante).

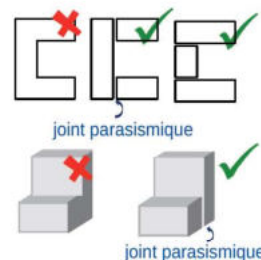
## ■ Conception

- **Préférer les formes simples**

Privilégier la compacité du bâtiment.

Limiter les décrochements en plan et en élévation.

Fractionner le bâtiment en blocs homogènes par des joints parasismiques continus.



- **Limiter les effets de torsion**

Distribuer les masses et les raideurs (murs, poteaux, voiles...) de façon équilibrée.

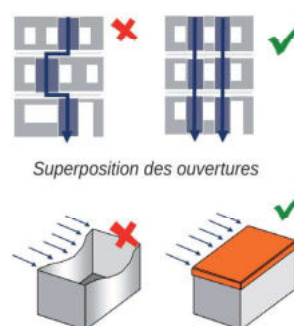


- **Assurer la reprise des efforts sismiques**

Assurer le contreventement horizontal et vertical de la structure.

Superposer les éléments de contreventement.

Créer des diaphragmes rigides à tous les niveaux.



Limitation des déformations : effet «boîte»

- **Appliquer les règles de construction**

## ■ Exécution

- **Soigner la mise en oeuvre**

Respecter les dispositions constructives.

Disposer d'une main d'oeuvre qualifiée.

Assurer un suivi rigoureux du chantier.

Soigner particulièrement les éléments de connexion : assemblages, longueurs de recouvrement d'armatures...



Nœud de chaînage - Continuité mécanique



Mise en place d'un chaînage au niveau du rampant d'un bâtiment



béton



maçonnerie

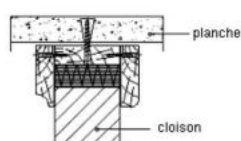


métal



bois

- **Fixer les éléments non structuraux**



Liaison cloison-plancher (extrait des règles PS-MI)

Fixer les cloisons, les plafonds suspendus, les luminaires, les équipements techniques lourds.

Assurer une liaison efficace des cheminées, des éléments de bardage...

# Comment caractériser les séismes ?

## ■ Le phénomène sismique

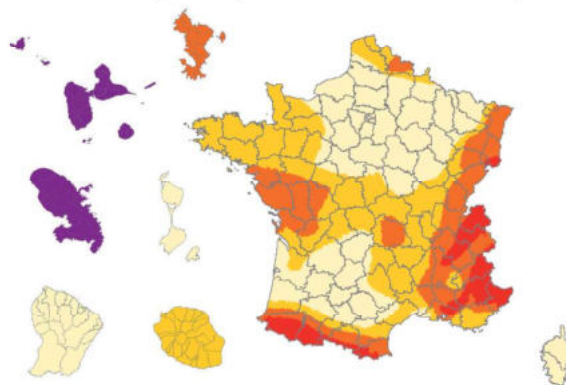
Les ondes sismiques se propagent à travers le sol à partir d'une source sismique et peuvent être localement amplifiées par les dernières couches de sol et la topographie du terrain. Un séisme possède ainsi de multiples caractéristiques : durée de la secousse, contenu fréquentiel, déplacement du sol... La réglementation retient certains paramètres simples pour le dimensionnement des bâtiments.

## ■ Zonage réglementaire

Le paramètre retenu pour décrire l'aléa sismique au niveau national est une accélération  $a_{gr}$ , accélération du sol «au rocher» (le sol rocheux est pris comme référence).

Le zonage réglementaire définit **cinq zones de sismicité croissante** basées sur un découpage communal. La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national. La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

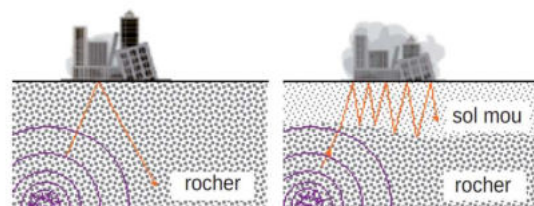
Zone de sismicité	Niveau d'aléa	$a_{gr}$ (m/s <sup>2</sup> )
Zone 1	Très faible	0,4
Zone 2	Faible	0,7
Zone 3	Modéré	1,1
Zone 4	Moyen	1,6
Zone 5	Fort	3



## ■ Influence du sol

La nature locale du sol (dizaines de mètres les plus proches de la surface) influence fortement la sollicitation ressentie au niveau des bâtiments. L'Eurocode 8 distingue cinq catégories principales de sols (de la classe A pour un sol de type rocheux à la classe E pour un sol mou) pour lesquelles est défini un coefficient de sol  $S$ . Le paramètre  $S$  permet de traduire l'amplification de la sollicitation sismique exercée par certains sols.

Classes de sol	$S$ (zones 1 à 4)	$S$ (zone 5)
A	1	1
B	1,35	1,2
C	1,5	1,15
D	1,6	1,35
E	1,8	1,4



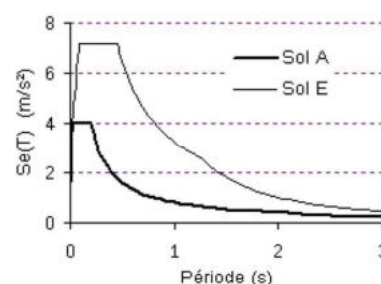
Amplification du signal sismique suivant la nature du sol

## POUR LE CALCUL ...

### Pour le dimensionnement des bâtiments

Dans la plupart des cas, les ingénieurs structures utilisent des spectres de réponse pour caractériser la réponse du bâtiment aux séismes. L'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 2010 définit les paramètres permettant de décrire la forme de ces spectres.

Exemple : spectre horizontal, zone de sismicité 4, catégorie d'importance II





# Comment tenir compte des enjeux ?





## ■ Pourquoi une classification des bâtiments ?

Parmi les bâtiments à risque normal, le niveau de protection parasismique est modulé en fonction de l'enjeu associé. Une classification des bâtiments en catégories d'importance est donc établie en fonction de paramètres comme l'activité hébergée ou le nombre de personnes pouvant être accueillies dans les locaux.

Les conditions d'application de la réglementation dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment, tant pour les bâtiments neufs que pour les bâtiments existants. Les paramètres utilisés pour le calcul et le dimensionnement du bâtiment sont également modulés en fonction de sa catégorie d'importance.

## ■ Catégories de bâtiments

Les bâtiments à risque normal sont classés en **quatre catégories d'importance croissante**, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance	Description
I 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.</li></ul>
II 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Habitations individuelles.</li><li>■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5.</li><li>■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m.</li><li>■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, <math>h \leq 28</math> m, max. 300 pers.</li><li>■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes.</li><li>■ Parcs de stationnement ouverts au public.</li></ul>
III 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ ERP de catégories 1, 2 et 3.</li><li>■ Habitations collectives et bureaux, <math>h &gt; 28</math> m.</li><li>■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes.</li><li>■ Établissements sanitaires et sociaux.</li><li>■ Centres de production collective d'énergie.</li><li>■ Établissements scolaires.</li></ul>
IV 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public.</li><li>■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie.</li><li>■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne.</li><li>■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise.</li><li>■ Centres météorologiques.</li></ul>

Pour les **structures neuves** abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue.

Pour l'application de la réglementation sur les **bâtiments existants**, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.

## POUR LE CALCUL ...

### Le coefficient d'importance $\gamma_I$

A chaque catégorie d'importance est associé un coefficient d'importance  $\gamma_I$  qui vient moduler l'action sismique de référence conformément à l'Eurocode 8.

Catégorie d'importance	Coefficient d'importance $\gamma_I$
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4



# Quelles règles pour le bâti neuf ?

Le dimensionnement des bâtiments neufs doit tenir compte de l'effet des actions sismiques pour les structures de catégories d'importance III et IV en zone de sismicité 2 et pour les structures de catégories II, III et IV pour les zones de sismicité plus élevée.

## ■ Application de l'Eurocode 8

La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme.

De plus, certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels.

## POUR LE CALCUL ...

### Décomposition de l'Eurocode 8

La **partie 1** expose les principes généraux du calcul parasismique et les règles applicables aux différentes typologies de bâtiments.

La **partie 5** vient compléter le dimensionnement en traitant des fondations de la structure, des aspects géotechniques et des murs de soutènement.





## ■ Règles forfaitaires simplifiées

Le maître d'ouvrage a la possibilité de recourir à des règles simplifiées (qui dispensent de l'application de l'Eurocode 8) pour la construction de bâtiments simples ne nécessitant pas de calculs de structures approfondis. Le niveau d'exigence de comportement face à la sollicitation sismique est atteint par l'application de dispositions forfaitaires tant en phase de conception que d'exécution du bâtiment.

- Les règles **PS-MI** «Construction parasismique des maisons individuelles et bâtiments assimilés» sont applicables aux bâtiments neufs de catégorie II répondant à un certain nombre de critères, notamment géométriques, dans les zones de sismicité 3 et 4.
- Dans la zone de sismicité forte, le guide AFPS «Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles» **CP-MI** permet de construire des bâtiments simples de catégorie II, sous certaines conditions stipulées dans le guide.

## ■ Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	I	II	III	IV
				
Zone 1	aucune exigence			
Zone 2				<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=0,7 \text{ m/s}^2$
Zone 3				<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$
Zone 4				<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$
Zone 5				<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$
		<b>PS-MI</b> <sup>1</sup>	<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$	<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$
		<b>PS-MI</b> <sup>1</sup>	<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$
		<b>CP-MI</b> <sup>2</sup>	<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	<b>Eurocode 8</b> <sup>3</sup> $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$

<sup>1</sup> Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI

<sup>2</sup> Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide

<sup>3</sup> Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

## ■ Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.

# Quelles règles pour le bâti existant ?

## ■ Gradation des exigences

TRAVAUX	Principe de base	Je souhaite <b>améliorer le comportement</b> de mon bâtiment	Je réalise des <b>travaux lourds</b> sur mon bâtiment	Je crée une <b>extension avec joint</b> de fractionnement
	L'objectif minimal de la réglementation sur le bâti existant est la non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.	L'Eurocode 8-3 permet au maître d'ouvrage de moduler l'objectif de confortement qu'il souhaite atteindre sur son bâtiment.	Sous certaines conditions de travaux, la structure modifiée est dimensionnée avec les mêmes règles de construction que le bâti neuf, mais en modulant l'action sismique de référence.	L'extension désolidarisée par un joint de fractionnement doit être dimensionnée comme un bâtiment neuf.

## ■ Travaux sur la structure du bâtiment

Les règles parasismiques applicables à l'ensemble du bâtiment modifié dépendent de la zone sismique, de la catégorie du bâtiment, ainsi que du niveau de modification envisagé sur la structure.

	Cat.	Travaux	Règles de construction
Zone 2	IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,42 \text{ m/s}^2$
Zone 3	II	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau Conditions PS-MI respectées	<b>PS-MI<sup>1</sup></b> Zone 2
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	III	> 30% de SHON créée	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
Zone 4	II	> 30% de SHON créée Conditions PS-MI respectées	<b>PS-MI<sup>1</sup></b> Zone 3
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	IV	> 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	
Zone 5	II	> 30% de SHON créée Conditions CP-MI respectées	<b>CP-MI<sup>2</sup></b>
		> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8<sup>3</sup></b> $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	IV	> 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	

<sup>1</sup> Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI. La zone sismique à prendre en compte est celle immédiatement inférieure au zonage réglementaire (modulation de l'aléa).

<sup>2</sup> Application **possible** du guide CP-MI

<sup>3</sup> Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

## ■ Agir sur les éléments non structuraux

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.



# Cadre d'application

## ■ Entrée en vigueur et période transitoire

Les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 entrent en vigueur le **1<sup>er</sup> mai 2011**.

Pour tout permis de construire déposé avant le **31 octobre 2012**, les règles parasismiques PS92 restent applicables pour les bâtiments de catégorie d'importance II, III ou IV ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux.

Cependant, les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.

### POUR LE CALCUL ...

Valeurs d'accélération modifiées (m/s<sup>2</sup>) pour l'application des PS92 (à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011)

	II	III	IV
Zone 2	1,1	1,6	2,1
Zone 3	1,6	2,1	2,6
Zone 4	2,4	2,9	3,4
Zone 5	4	4,5	5

## ■ Plan de prévention des risques (PPR) sismiques

Les plans de prévention des risques sismiques constituent un outil supplémentaire pour réduire le risque sismique sur le territoire.

Ils viennent compléter la réglementation nationale en affinant à l'échelle d'un territoire la connaissance sur l'aléa (microzonage), la vulnérabilité du bâti existant (prescriptions de diagnostics ou de travaux) et les enjeux.

## ■ Attestation de prise en compte des règles parasismiques

Lors de la demande du permis de construire pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire, une attestation établie par le contrôleur technique doit être fournie. Elle spécifie que le contrôleur a bien fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques au niveau de la conception du bâtiment.

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques.

## ■ Contrôle technique

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage pour contribuer à la prévention des aléas techniques (notamment solidité et sécurité). Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-à-vis du risque sismique (article R111-38 du code de la construction et de l'habitation). Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

## POUR EN SAVOIR PLUS

Les organismes que vous pouvez contacter :

- Le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)
- La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- La direction générale de la prévention des risques (DGPR)
- Les services déconcentrés du ministère :
  - Les Directions départementales des territoires (et de la mer) - DDT ou DDTM
  - Les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL
  - Les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DEAL
  - Les Centres d'études techniques de l'équipement - CETE

Des références sur le risque sismique :

- Le site du Plan Séisme, programme national de prévention du risque sismique [www.planseisme.fr](http://www.planseisme.fr)
- Le portail de la prévention des risques majeurs [www.prim.net](http://www.prim.net)

Janvier 2011



Direction générale de l'aménagement,  
du logement et de la nature  
Direction de l'habitat, de l'urbanisme  
et des paysages  
Sous-direction de la qualité et du développement  
durable dans la construction  
Arche sud 92055 La Défense cedex  
Tél. +33 (0)1 40 81 21 22

